

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT PALAIS
CREATION D'UN CENTRE DE DIALYSE

MAITRE D'OUVRAGE
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT PALAIS
avenue Frederic de St Jayme
64120 SAINT PALAIS

**DOSSIER DE CONSULTATION
DES ENTREPRISES**

Architecte

Francine PICHOT
1 chemin des Remparts
47360 PRAYSSAS
pichot.francine@wanadoo.fr

Architecte

Yves ORAWSKI
24 cours de Jardin Public
64270 SALIES DE BEARN
orawskiarchitecte@gmail.com

Bureau d'études fluides:

BET CFE
16 route Nationale 117
64420 NOUSTY
accueil@betcfe.fr

Bureau d'études électricité:

SIMOTEC
5 allée du Lavoir
40220 TARNOS
denis@simotec.onmicrosoft.com

Contrôleur technique :

Apave
Technopôle Izarbel, 63al Fauste d'Elhuyar,
64210 Bidart
catherine.Jarramendy@apave.com

Bureau d'études SSI:

CSD et associés
30 av. Hubert Dubedout
33150 Cenon
aquitaine@csd-associés.com

Coordinateur S.P.S.

2CS
24 rue Maubec
64230 Lescar
contact@c2s.fr

**LE CCTP EST CONSTITUE DE CETTE PARTIE 1 COMMUNE AUX LOTS 01-01 à 01-08 et lot 02
ET DE LA PARTIE 2 PROPRE A CHAQUE LOT**

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE
HOPITAL DE SAINT PALAIS
LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT
LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX
ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT
F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD
TERRASSEMENT
LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

partie I COMMUNE ETENDUE DES TRAVAUX/SPECIFICATIONS TECHNIQUES

partie II LOTS 01-01 à 01-08 et lot 02
LOT 01 ET LOT 02 ET LOT 03
DESCRIPTION DES TRAVAUX

LOT 01- DEMOLITIONS/AMENAGEMENTS/FINITIONS/SECOND OEUVRE/LOTS TECHNIQUES PRESCRIPTIONS/REGLEMENTATIONS

LOT 01-01 – MACONNERIE - CLOS COUVERT

I ETENDUE DES TRAVAUX /REGLEMENTATION

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- o démolitions d'ouvrages extérieurs (parking)
- o

II Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

III Ordre de préséance

Au sujet des DTU, normes et autres textes visés ci-avant, il est bien ici précisé qu'en cas de discordance entre les spécifications, prescriptions ci-après du présent CCTP et celles de documents ci-avant, l'ordre de préséance sera celui énoncé aux «Clauses communes à tous les lots».

V Réglementations concernant les matériaux et produits

Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure ATEX. Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc.

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

VI Réglementation européenne

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs.

Elles sont applicables aux travaux du présent marché pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

Directive produits de construction

La directive produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette directive est transposée en France par le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et agréments techniques européens) sont publiées par le JOUE (*Journal officiel de l'Union européenne*).

Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au *Journal officiel* et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits.

Ils précisent également la durée de la « période transitoire » prévue pour l'écoulement des stocks de produits ne pouvant obtenir le marquage CE.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

VII Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier (cf "Clauses Communes" ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravats de ses travaux ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur et selon le CCAP ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

Remise au maître d'ouvrage lors de la réception :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- de la ou des notices de fonctionnement ;
- de la ou des notices d'entretien.

Seront également à la charge de l'entrepreneur du présent lot, l'exécution des travaux annexes et accessoires qui traditionnellement entrent dans le cadre des travaux de gros œuvre, notamment :

- les calfeutrements au droit des ouvrages de menuiserie, de métallerie et autres ;
- les rejingots à l'emplacement de toutes les baies extérieures sauf portes ;
- les seuils en ciment au droit de toutes les portes extérieures sauf ceux recevant un revêtement particulier à la charge d'autres corps d'état ;
- les réservations, percements, scellements, rebouchages, raccords, etc., dans les conditions définies aux documents du marché ;
- les rebouchages et fermetures en temps opportun des trémies dans les différentes gaines techniques, conformément à la réglementation Sécurité en vigueur ;
- et tous autres travaux annexes et accessoires même non énumérés ici, mais nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre.

VIII Calfeutrement entre ouvrages de gros œuvre et charpente et/ou couverture

Sans objet

IX Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

Se reporter à la partie « Clauses communes », Chap. 2/1, XVII et au PGCSPS joint :

- Sécurité et protection de la santé sur les chantiers.
- Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements.
- Sécurité des ouvriers contre les chutes.
- Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

X Réglementations concernant le chantier

Se reporter à la partie « Clauses communes » pour :

- Bruits de chantier (Chap. 2/3).
- Déchets de chantier (Chap. 2/4).

Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables en tout ou en partie selon leur domaine d'application dont notamment les suivants, sans que cette énumération soit exhaustive.

DTU

DTU 13.11 (DTU P11-211) : Fondations superficielles

DTU 13.11 (DTU P11-211/CCS) (mars 1988) : Fondations superficielles – Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-211)

DTU 13.11 (DTU P11-211/CCT) (mars 1988) : Fondations superficielles – Cahier des clauses techniques + Modificatif 1 (juin 1997) (Indice de classement : P11-211)

DTU 13.12 (DTU P11-711) : Règles pour le calcul des fondations superficielles

Règles DTU 13.12 (DTU P11-711) (mars 1988) : Règles pour le calcul des fondations superficielles + Erratum (novembre 1988)

DTU 13.2 (P11-212) : Travaux de fondations profondes pour le bâtiment

DTU 13.2 (P11-212-1) (septembre 1992) : Travaux de fondations profondes pour le bâtiment – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P11-212-1)

DTU 13.2 (NF P11-212-2) (novembre 1994) : Travaux de fondations profondes pour le bâtiment – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-212-2)

DTU 13.3 (P11-213) : Dallages – Conception, calcul et exécution

DTU 13.3 (NF P11-213-1) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 1 : cahier des clauses techniques des dallages à usage industriel ou assimilés + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P11-213-1)

DTU 13.3 (NF P11-213-2) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 2 : cahier des clauses techniques des dallages à usage autre qu'industriel ou assimilés + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P11-213-2)

DTU 13.3 (NF P11-213-3) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 3 : cahier des clauses techniques des dallages de maisons individuelles + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P11-213-3)

DTU 13.3 (NF P11-213-4) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 4 : cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-213-4)

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

DTU 14.1 (P11-221) : Travaux de cuvelage

DTU 14.1 (NF P11-221-1) (mai 2000) : Travaux de bâtiment – Travaux de cuvelage – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Erratum (novembre 2000) (Indice de classement : P11-221)

DTU 14.1 (NF P11-221-2) (mai 2000) : Travaux de bâtiment – Travaux de cuvelage – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-221)

NF DTU 20.1 (P10-202) : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs

NF DTU 20.1 P1-1 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-1-1)

NF DTU 20.1 P1-2 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-1-2)

NF DTU 20.1 P2 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P10-202-2)

NF DTU 20.1 P3 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 3 : Guide pour le choix des types de murs de façades en fonction du site + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-3)

NF DTU 20.1 P4 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 4 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-4)

DTU 20.12 (P10-203) : Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité

DTU 20.12 (NF P10-203-1) (septembre 1993) : Maçonnerie des toitures et d'étanchéité – Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Erratum (février 1994) + Amendement A1 (juillet 2000) + Amendement A2 (novembre 2007) (Indice de classement : P10-203-1)

DTU 20.12 (NF P10-203-2) (septembre 1993) : Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P10-203-2)

DTU 21 (P18-201) : Exécution des ouvrages en béton

DTU 21 (NF P18-201) (mars 2004) : Travaux de bâtiment – Exécution des ouvrages en béton – Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-201)

DTU 23.1 (P18-210) : Murs en béton banché

DTU 23.1 (NF P18-210) (mai 1993) : Murs en béton banché – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-210)

NF DTU 26.1 (P15-201) : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange plâtre et chaux aérienne

NF DTU 26.1 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Travaux d'enduits de mortiers – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-201-1-1)

NF DTU 26.1 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Travaux d'enduits de mortiers – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P15-201-1-2)

NF DTU 26.1 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Travaux d'enduits de mortiers – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-201-2)

NF DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1)

NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2)

NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Marchés privés – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)

NF DTU 44.1 (P85-210) : Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics

NF DTU 44.1 P1-1 (août 2012) : Travaux de bâtiment – Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P85-210-1-1)

NF DTU 44.1 P1-2 (août 2012) : Travaux de bâtiment – Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P85-210-1-2)

NF DTU 44.1 P2 (août 2012) : Travaux de bâtiment – Marchés privés – Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P85-210-2)

NF DTU 60.32 (P41-212) : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié – Evacuation des eaux pluviales

NF DTU 60.32 P1-1 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Evacuation des eaux pluviales – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P41-212-1-1)

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

NF DTU 60.32 P1-2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Evacuation des eaux pluviales – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P41-212-1-2)

NF DTU 60.33 (P41-213) : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié : Evacuation d'eaux usées et d'eaux vannes

NF DTU 60.33 P1-1 (octobre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Evacuation d'eaux usées et d'eaux de vanne – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P41-213-1-1)

NF DTU 60.33 P1-2 (octobre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Evacuation d'eaux usées et d'eaux vannes – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P41-213-1-2)

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Réglementation thermique 2012

La RT 2012 est appliquée depuis le 28 octobre 2011 pour les bâtiments publics d'enseignement, d'accueil de la petite enfance et les bâtiments tertiaires ; elle est généralisée le 1^{er} janvier 2013 pour les bâtiments résidentiels.

Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.

Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions.

Textes complémentaires

Arrêté du 3 mai 2007 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique ».

Arrêté du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.

Note sur le traitement des cas particuliers dans les réglementations thermiques des bâtiments neufs et existants et dans les labels HPE.

Cahiers du CSTB – Cahiers des prescriptions techniques d'exécution (CPT)

Fascicule 2159 (CPT) : Prescriptions techniques communes aux procédés de mur ou de gros-œuvre.

Fascicule 2843 (CPT) : Exécution des enduits de lissage et de ragréage autolissant destinés à la préparation de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sols minces.

Fascicule 2892 (CPT) : CPT Planchers – Titre III – 1^{re} partie – Planchers confectionnés à partir de dalles alvéolées en béton précontraint.

Fascicule 2908 CPT PRE 06/96 : Chauffage par plancher rayonnant électrique – Cahier des prescriptions techniques communes – Modificatif n° 1 – Avril 98.

Fascicule 2920 (CPT) : CPT Planchers – Titre I – Planchers nervurés à poutrelles préfabriquées associées à du béton coulé en œuvre ou associées à d'autres constituants préfabriqués par du béton coulé en œuvre – Section A : Conception et calcul.

Fascicule 3221 (CPT) : CPT – Planchers – Titre II – Dalles pleines confectionnées à partir de prédalles préfabriquées et de béton coulé en œuvre.

Fascicule 3265 (CPT) : Revêtements muraux intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles ou d'adhésifs.

Fascicule 3266 (CPT) : Revêtements muraux extérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles ou d'adhésifs.

Fascicule 3267 (CPT) : Revêtements de sol intérieurs et extérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles ou d'adhésifs.

Autres documents du CSTB

Fascicule 263-2 : Conditions générales d'emploi et de mise en œuvre des revêtements applicables sur les murs réalisés à l'aide de procédés à base de blocs coffrages en polystyrène expansé faisant l'objet d'un avis technique.

Fascicule 272.2 : Isolation thermique par remplissage de murs à double paroi – Conditions générales d'emploi et de mise en œuvre des procédés faisant l'objet d'un Avis technique.

Fascicule 2979 : Étude des bétons à hautes performances armés avec des armatures à hautes performances.

Fascicule 3050 : Innovation dans la maçonnerie : la technique de pose à joints minces.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Documents RAGE (Règles d'Application du Grenelle de l'Environnement)

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et recommandations indiquées dans les « Recommandations professionnelles RAGE » ainsi que dans les « Guides RAGE » dont la liste est disponible sur le site <http://www.ragebatiment.fr>.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse :

<http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html>

et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produit ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, en faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette « mise en observation » ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

Règles ou prescriptions de mise en œuvre du fabricant

En l'absence ou en complément de documents techniques spécifiques de mise en œuvre ou pour des matériels spécifiques ou particuliers, l'entrepreneur sera tenu de respecter ces prescriptions.

Textes officiels

Devront être respectées les dispositions des différents textes officiels dans la mesure où ils sont applicables à tous ou à certains travaux du présent marché.

Ces textes sont notamment les suivants.

Séismes

Décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention des risques sismiques.

Arrêté du 29 mai 1997 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la catégorie dite « à risque normal » telle que définie par le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique.

Circulaire n° 99-72 du 16 janvier 1999 : règles relatives aux matériaux utilisés.

Décret n° 2000-892 du 13 septembre 2000 portant modification du Code de la construction et de l'habitation et du décret n° 91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique.

Classement au feu – Résistance au feu

Les ouvrages du présent lot concernés par le classement au feu et/ou la résistance au feu devront répondre aux textes en vigueur à ce sujet.

En ce qui concerne les conduits de fumée :

Arrêté interministériel du 22 octobre 1969 : conduits de fumée desservant les logements.

Limitation du bruit

Établissements de santé

Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé.

Locaux de travail

Arrêté du 30 août 1990 relatif à la correction acoustique des locaux de travail.

Ainsi que tous autres textes officiels concernant l'acoustique à l'intérieur des bâtiments connus à la prise d'effet précisée ci-après.

II SPECIFICATIONS PARTICULIERES POUR TRAVAUX SUR EXISTANTS

Sans objet, sauf dans la mesure où l'entreprise propose des modules préfabriqués de réutilisation.

I Reconnaissance des existants et du site

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût. En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux du présent lot, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris parfaite connaissance des limites et avoisinants
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

II Protection et sauvegarde des existants à proximité et du parking conservé

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Les travaux seront à réaliser en immeuble occupé et des dispositions particulières seront à prendre de ce fait par l'entrepreneur :

- pour garantir la sécurité des occupants ;
- pour protéger les existants.

Lors des travaux de démolition ou autres dégagant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, parois pleines etc., et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

III Nettoyages

Se reporter aux prescriptions concernant les nettoyages à la partie « Clauses communes » ci-avant (cf. Clauses communes, Chap. 1/1).

IV Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Dans le cas où les tuyauteries, conduits et autres installations techniques disposées sur le mur, cloison ou autre, seront à démolir, ces installations seront à démolir avec l'ouvrage.

Lors de démolitions de murs et cloisons, les jonctions avec les murs et plafonds conservés devront être proprement recoupées à un nu en retrait permettant de réaliser un raccord d'enduit, le cas échéant.

Les méthodes et moyens de démolition sont laissés au choix de l'entrepreneur, qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à démolir, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Les prix des déposes et démolitions comprendront implicitement tous échafaudages et autres agrès nécessaires, ainsi que l'utilisation de tous matériels, tels marteaux piqueurs, scies à disques, etc.

V Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au descriptif ci-après.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravais.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

VI Sortie et enlèvement des matériaux de démolition et gravais

Tous les travaux prévus au descriptif ci-après comprennent le ramassage, la descente ou montée et la sortie hors de la construction de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier, comprenant : chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

VII Échafaudages et protections

L'entrepreneur devra mettre en œuvre tous échafaudages de tous types, nécessaires à l'exécution des travaux.

Il devra également mettre en place toutes installations de protection, de sauvegarde et de garantie que l'entrepreneur jugera nécessaire, ainsi que celles qui lui seront le cas échéant demandées par le maître d'œuvre.

Ces installations sont notamment notifiées dans les "Clauses Communes".

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie du prix du marché.

VIII Étaisements – Étrésillonnements – Etc.

L'entrepreneur aura à prévoir et à mettre en œuvre tous les étaisements, étrésillonnements, etc. et éventuellement des butonnages nécessaires à la réalisation des travaux.

Il incombera à l'entrepreneur sous sa responsabilité pleine et entière de déterminer le principe ainsi que la nature, les dimensions et les emplacements des dispositifs à mettre en œuvre pour obtenir des résultats garantis.

Ces dispositifs seront constitués par éléments en bois ou en métal, de sections suffisantes pour prendre en compte les surcharges et contraintes rencontrées.

Avant mise en place, l'entrepreneur devra s'assurer que les sols d'appui des dispositifs d'étaisements sont aptes à supporter les surcharges apportées.

Dans le cas contraire, il aura à prendre toutes dispositions quelles qu'elles soient pour remédier à cet état de chose.

Pour tous ces étaisements, l'entrepreneur aura à sa charge :

- l'amenée, le montage (ou descente) et la mise en place ;
- la location pendant la durée nécessaire ;
- la dépose, la descente (ou montage) et le repliement ainsi que la fourniture de tous accessoires nécessaires tels que boulons, tiges filetées, étriers, cordages, câbles, etc.

Tous les frais des étaisements, étrésillonnements et autres font implicitement partie du prix du marché.

IX Stockage de matériaux et gravois sur planchers existants

Tous stockages de matériaux neufs ou de matériaux déposés ainsi que de gravois de démolition sont strictement interdits sur les planchers existants.

En cas de non-respect de cette interdiction, l'entrepreneur en subira toutes les conséquences.

X Travaux de reprises en sous-œuvre de fondations et murs

Pour les reprises en sous-œuvre, il appartiendra à l'entrepreneur d'étudier les solutions techniques d'exécution possibles dans le cas considéré.

Il proposera à l'approbation du maître d'œuvre la solution qu'il aura retenue, dont l'entrepreneur gardera toute la responsabilité.

XI Liaisonnement des ouvrages neufs avec ceux existants conservés

Dans le cas général, les murs, cloisons et planchers neufs devront être liaisonnés avec les ouvrages existants conservés par refouillement de trous et harpages, par saignées et scellements ou par tout autre procédé adapté.

Dans le cas où des tassements différentiels sont à envisager, des dispositions particulières seront à prendre à ce sujet.

XII Cloisons neuves à monter dans bâtiments existants

Les modes de montage et d'exécution des cloisons devront être adaptés aux conditions rencontrées dans l'existant.

Pour les cloisons en maçonnerie, les liaisons avec les murs ou cloisons existants devront être réalisées par refouillements dans l'existant et harpage, au minimum à raison de 1/ml de hauteur.

III SPECIFICATIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DEMOLITION

I Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables en matière de démolition.

Il devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

II Conditions particulières aux travaux de démolition

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents.

L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées.

Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité du voisinage.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

III Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables. Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

IV Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

V Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

VI Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc., ainsi que tous étalements, étrésoillonnements, etc. qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

VII Sauvegarde des constructions existantes à proximité

Les travaux de démolition sont à réaliser à proximité de constructions existantes occupées.

En conséquence, l'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

L'entrepreneur devra donc prendre toutes dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel ces constructions existantes pouvant subir du fait de ses travaux, directement ou indirectement, des dommages ou des désordres.

VIII Utilisation de gros engins

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution des travaux.

En tout état de cause, il est ici formellement spécifié que l'utilisation de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations d'une ampleur telle qu'elles seraient perceptibles dans les bâtiments existants ;
- entraîner, par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres, si minimes soient-ils, aux constructions existantes.

IX Coupures de branchements

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres.

X Méthodes de démolition

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public ;
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties ;
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité ;
- l'étanchéité des constructions contiguës ;
- toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

En ce qui concerne l'emploi d'explosifs pour les démolitions, il est spécifié ici que l'emploi d'explosif est interdit.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

XI Consistance des travaux

sans objet .

XII Récupération de matériels, matériaux et équipements

sans objet

XIII Murs périmétriques conservés

sans objet

GROS-OEUVRE

I DEFINITION DES TRAVAUX DE L'ENTREPRISE

Travaux à réaliser

Les travaux à réaliser par le présent lot sont essentiellement les suivants :

- **fondations en rigoles et massifs,**
- **semelles,**
- **plancher isolé en hourdis**
- **maçonneries enduites**
- **traitement des JD ,**
- **.... liste non exhaustive**

Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- l'aménée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :

- la ou les notices de fonctionnement ;
- la ou les notices d'entretien.

Seront également à la charge de l'entrepreneur du présent lot, l'exécution des travaux annexes et accessoires, qui traditionnellement entrent dans le cadre des travaux de gros œuvre, notamment :

- les seuils en ciment au droit de toutes les portes extérieures sauf ceux recevant un revêtement particulier à la charge d'autre corps d'état ;
- les réservations, percements, scellements, rebouchages, raccords, etc. dans les conditions définies aux documents du marché ;
- les rebouchages et fermetures en temps opportun des trémies dans les différentes gaines techniques, conformément à la Réglementation Sécurité en vigueur ;
- le nettoyage parfait et complet du vide sanitaire, la sortie et l'enlèvement des gravois et décombres, le cas échéant ;
- et tous autres travaux annexes et accessoires même non énumérés ici, mais nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

II OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par la destination finale des locaux, dont notamment :

- conformité à la réglementation ;
- conditions hygrométriques des locaux ;
- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères imposés par la destination finale des locaux.

Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles. Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

Prix du marché

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- si l'opération comporte plusieurs lots, la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages, en fin de travaux et après réception ;
- si l'opération comporte plusieurs lots, la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :
 - le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc., ainsi que de tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques,
 - les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux,
 - le ramassage et la sortie des déchets et emballages,
 - le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- la notice d'entretien, s'il y a lieu.

Études techniques – plans d'exécution

Selon stipulations du CCAP, les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge de l'entrepreneur :

- établissement de toutes les études et notes de calcul sur la base de la réglementation et des normes applicables ;
- établissement de tous les plans d'exécution nécessaire à la bonne réalisation des ouvrages.

L'entrepreneur aura toujours à sa charge l'établissement des plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier. Ceux-ci devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utiles à la bonne marche du chantier.

L'entrepreneur du présent lot aura à effectuer le collationnement et la synthèse des plans de réservation.

Ces pièces seront à remettre au maître d'œuvre en 3 exemplaires + 1 exemplaire reproductible.

Hypothèses de calcul

Les hypothèses à prendre en compte pour les calculs sont les suivantes :

- Charges permanentes
Poids propre des structures + surcharges d'équipements, en fonction des caractéristiques du projet
- Surcharges d'exploitation imposées par les normes NF.
- Surcharges climatiques imposées par les règles en vigueur.
- Les efforts sismiques .
- Surcharges particulières le cas échéant

Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

III SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies au chapitre « Documents de référence contractuels ».

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

Liaisons entre les corps d'état

Préambule

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun se prévaloir ensuite de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- remettre à l'entreprise de gros œuvre par l'intermédiaire du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent lot ;
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par l'intermédiaire du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En complément aux prescriptions des DTU l'entrepreneur sera tenu de :

- s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux de cloisons, habillages et plafonds ;
- prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

Relevé topographique du terrain

Les cotes altimétriques du terrain en son état actuel figurent sur les documents graphiques du dossier.

L'entrepreneur sera tenu, dans un délai de 10 jours à compter de la date prescrite pour le début des travaux, de faire procéder au contrôle de ce nivellement.

Faute d'observations écrites de l'entrepreneur à l'expiration du délai ci-dessus, le nivellement porté sur les documents du dossier sera contractuellement réputé exact.

Sondages – essais de sol

Aucun sondage n'a été effectué sur le site destiné à la réalisation des présents travaux.

L'entrepreneur aura à sa charge l'exécution de tous les sondages et essais de sol jugés utiles par le maître d'œuvre et le BET / et l'ingénieur-conseil / ainsi que le bureau de contrôle, conformément aux instructions de ce(s) dernier(s) et par tous moyens.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre en 1 original + 2 doubles, tous les documents consignants les résultats de ces sondages et essais de sol.

Implantations – piquetages

L'implantation et le piquetage général sont à la charge du présent lot.

Il est rappelé à ce sujet les dispositions de l'article 27 du CCAG dans le cas de marché public.

Le plan général d'implantation précisant la position des ouvrages en planimétrie et en altimétrie par rapport à des repères fixes, sera remis à l'entrepreneur.

L'entrepreneur aura à effectuer à ses frais le piquetage général pour reporter sur le terrain la position des ouvrages définie par le plan général d'implantation. Ce piquetage se fera au moyen de piquets numérotés solidement ancrés dans le sol, dont les têtes sont raccordées en plan et en altitude aux repères fixes mentionnés ci-dessus.

L'entrepreneur sera tenu de veiller à la bonne conservation des piquets et de les rétablir ou de les remplacer en cas de besoin, pendant toute la durée nécessaire.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de compléter le piquetage général par autant de piquets qu'il sera nécessaire. Ces piquets complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

L'entrepreneur sera seul responsable des piquetages complémentaires.

Dans le cadre des piquetages ci-dessus, l'entrepreneur aura à implanter ses propres ouvrages.

Calfeutrement entre ouvrages de gros œuvre et charpente et/ou couverture

L'arase supérieure des ouvrages de gros œuvre situés sous la charpente et/ou sous la couverture sera déterminée de façon à respecter leur flèche admissible. L'espacement ainsi réalisé sera calfeutré par un matériau souple, MO, genre cordons ou panneaux de laine de roche dans le cas de contrainte phonique seule ou par un matériau coupe-feu dans le cas de sécurité incendie. Ce matériau de bourrage sera maintenu en place de façon parfaite et durable par tous systèmes adéquats à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et du Bureau de contrôle.

Réservations pour les besoins des autres corps d'état

À ce sujet, les prestations respectivement à la charge du présent lot et des autres corps d'état, sont précisées aux Clauses communes à tous les lots.

Conditions de garantie des cuvelages

Les conditions d'exécution des cuvelages sont précisées au DTU 14.1 et ses documents annexes.

L'entrepreneur du présent lot sera tenu d'assurer la garantie décennale pour tous les ouvrages de cuvelage faisant partie des prestations de son lot.

Dans le cas où il ne pourra assurer cette garantie en réalisant ces ouvrages de cuvelage par les propres moyens de son entreprise, il sera impérativement tenu de sous-traiter ces travaux à une entreprise spécialisée.

L'entrepreneur du présent lot sera alors tenu de passer une convention avec ladite entreprise spécialisée, définissant d'une façon précise :

- les conditions d'intervention de cette entreprise spécialisée ;
- les caractéristiques des supports à livrer par le présent lot ;
- les travaux préparatoires à la charge du présent lot.

Cette convention devra être produite au maître d'œuvre ; les travaux pourront commencer avant visa de ladite convention.

L'entrepreneur du présent lot donnera, conjointement et solidairement avec l'entreprise spécialisée, la garantie décennale des ouvrages d'imperméabilisation réalisés.

En application de cette garantie, l'entreprise spécialisée aura, le cas échéant, à assurer la remise en état des défauts d'imperméabilité des revêtements exécutés, et ce, pendant 10 ans.

Spécifications et prescriptions concernant les bétons

Le béton devra notamment répondre aux conditions et prescriptions des normes suivantes :

- norme NF EN 206-1 / Béton – Partie 1 : Spécification, performances, production et conformité / Avr. 04
- norme NF EN 206-1/A1 (Avr. 05) – Amendement 1
- norme NF EN 206-1/A2 (Oct. 05) – Amendement 2.

L'entrepreneur devra strictement respecter ces normes qui sont contractuelles.

La composition et la confection des bétons se feront dans les conditions précisées aux DTU correspondants et conformément aux dispositions des Règles BAEL pour ce qui est des bétons armés.

La composition des bétons :

- choix des ciments,
- nature et granulométrie des agrégats,
- incorporation d'adjuvants le cas échéant,

ainsi que les dosages des différents composants seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction des impératifs et conditions du chantier et à proposer pour approbation :

- au Bureau de contrôle.

La composition des bétons sera définie en vue de satisfaire aux prescriptions concernant les résistances mécaniques prises en compte dans les calculs, tout en recherchant une bonne compacité et une faible fissurabilité.

L'entrepreneur restera responsable de la composition des bétons à mettre en œuvre.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

À ce sujet, il est bien ici spécifié que les dosages et compositions indiqués dans le CCTP ci-après sont strictement indicatifs et ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité.

Bétons en général

La composition du béton, c'est-à-dire nature du ciment, quantité et granulométrie des cailloux, graviers et sables ainsi que dosage du ciment seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction :

- de la nature du béton à obtenir ;
- du mode de transport et de mise en œuvre ;
- de la nature de l'ouvrage ;
- de la résistance exigée ;
- de la finition des parements.

Béton pour fondations

Pour les ouvrages en fondation, la composition du béton tiendra compte :

- De la classe d'environnement
 - sec : classe 1
 - humide : classe 2
 - agressifs : classes 3 – 4 – 5
- Du type de béton
 - béton non armé (NA)
 - béton armé (BA).

Formulation des bétons

Dosage en ciment	Pour les ouvrages généraux en béton DTU 21 Pour les ouvrages en béton banche DTU 23.1 Pour les fondations DTU 13.11 Pour les bétons prêts à l'emploi Dosage minimum en fonction des environnements et du type de béton (non armé, armé, précontraint) valeurs variant de 200 à 385 kg/m ³ pour une résistance du béton allant de B16 à B40
Dosage en eau	Varie selon la plasticité recherchée et l'emploi ou non d'un adjuvant. Le rapport E/C varie généralement de 0,45 à 0,60
Choix et dosage des granulats	Classes granulaires couramment utilisées : – 0/5 pour le sable – 5/15 ou 5/20 pour les gravillons. Le choix sera fonction de : – l'épaisseur de l'ouvrage – la distance entre armatures – l'épaisseur d'enrobage des armatures requise
Choix et dosage des adjuvants	Selon performances et conditions d'emploi. Dosage selon préconisation du fournisseur et après essai en fonction notamment du ciment utilisé

Bétons à performances diverses

L'entrepreneur pourra proposer à l'approbation du maître d'œuvre et du Bureau d'études, de mettre en œuvre l'un ou l'autre ou plusieurs de ces bétons en fonction des possibilités autorisées par le projet, dans la mesure où l'emploi de ces bétons présentera un intérêt tant pour l'entrepreneur que pour le maître d'ouvrage, notamment :

- mises en œuvre plus rapides entraînant la réduction de la durée des travaux ;
- réduction des épaisseurs et des sections poteaux et poutres ;
- amélioration de la planéité des ouvrages horizontaux ;
- amélioration de la qualité des parements des ouvrages apparents ;
- etc.

Mortiers

Choix du type de mortier

Selon l'emploi envisagé et les performances recherchées, l'entrepreneur retiendra le type de mortier le mieux adapté.

- Mortier de ciment

Les mortiers de ciment, très résistants, prennent et durcissent rapidement. De plus, un dosage en ciment suffisant les rend pratiquement imperméables.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les dosages courants sont de l'ordre de 300 à 400 kg de ciment pour 1 m³ de sable.

- Mortier de chaux

Les mortiers de chaux sont gras et onctueux. Ils durcissent plus lentement que les mortiers de ciment, surtout lorsque la chaux est calcique.

- Mortier bâtard

Le mélange de ciment et de chaux permet d'obtenir conjointement les qualités de ces deux liants.

Généralement, on utilise la chaux et le ciment par parties égales ; mais on mettra une quantité plus ou moins grande de l'un ou de l'autre suivant l'usage et la qualité recherchée :

- pour une plus grande plasticité : plus de chaux
- pour une plus grande résistance : plus de ciment.

Autres composants des mortiers

Les sables utilisés sont généralement siliceux ou silico-calcaires ; leur granulométrie est de préférence continue.

Les mortiers peuvent comporter différents types d'adjuvants selon la caractéristique recherchée : plastifiants, entraîneurs d'air, retardateurs de prise, hydrofuges.

L'incorporation de fibres de verre ou de polypropylène permet d'obtenir des mortiers présentant une cohésion supérieure et moins fissurables.

Mortiers prêts à l'emploi

Mêmes spécifications que pour le béton prêt à l'emploi.

Les centrales peuvent élaborer et livrer des mortiers frais retardés et stabilisés. Du fait qu'ils sont retardés, ces mortiers peuvent être livrés et stockés en quantité importante sur le chantier. On peut les utiliser dans un délai allant jusqu'à 36 heures.

Mortiers préparés sur le chantier

Le plus grand soin doit être apporté tant au stockage qu'au mélange des constituants qui seront choisis en fonction de l'ouvrage à réaliser :

- type et classe du liant ;
- nature et granulométrie du sable ;
- dosage en eau ;
- nature des adjuvants.

Mortiers secs prémélangés

Ces mortiers font l'objet de contrôles à tous les stades de leur élaboration, ce qui constitue pour l'utilisateur une sécurité. Les avantages présentés par ces produits sont :

- prédosage de composition constante, garant de régularité et de qualité ;
- gain de temps pour préparer le mortier ;
- chantiers plus propres.

Les producteurs proposent de nombreuses formules standard répondant à la plupart des besoins.

Spécifications particulières concernant les autres matériaux et produits

Blocs agglomérés pour maçonnerie

Les blocs agglomérés devront répondre aux spécifications et prescriptions des normes qui les concernent, et plus particulièrement aux normes citées dans les Documents de références contractuels.

L'entrepreneur devra faire agréer par le maître d'œuvre la provenance des blocs agglomérés qu'il propose.

Briques et éléments de maçonnerie en terre cuite

Les briques et éléments de maçonnerie en terre cuite devront répondre aux spécifications et prescriptions des normes qui les concernent, et plus particulièrement aux normes citées dans les Documents de références contractuels.

L'entrepreneur devra faire agréer par le maître d'œuvre, la provenance des produits en terre cuite qu'il propose.

Pierres pour maçonneries

Les pierres devant être mises en œuvre devront toujours répondre aux normes qui les concernent.

Sauf spécifications contraires dans le CCTP ci-après, c'est à l'entrepreneur de proposer les matériaux les mieux adaptés à l'usage prévu en tant que :

- degré de dureté ;
- résistance ;
- tenue aux intempéries ;
- sensibilité au gel ;
- et autres caractéristiques nécessaires compte tenu de l'usage prévu.

Pour les pierres de provenance régionale proposées par l'entrepreneur, celui-ci devra justifier leur conformité aux normes et plus particulièrement à la norme NF EN 772-4 / Méthodes d'essai des éléments de maçonnerie (Mars 99).

L'entrepreneur devra faire agréer par le maître d'œuvre la carrière d'extraction des pierres qu'il propose.

Matériaux pour chapes au mortier hydraulique

Les liants hydrauliques doivent être choisis parmi ceux qui répondent aux spécifications de l'une des normes en vigueur et suivant les spécifications du DTU 26.2

Les adjuvants pour mortiers ou bétons répondront aux normes les concernant ou seront choisis sur la liste des produits agréés par la COPLA (Commission permanente des liants hydrauliques et des adjuvants du béton).

D'autres produits ayant fait l'objet d'essai de convenance peuvent être utilisés, notamment pour améliorer l'adhérence.

L'entrepreneur restera responsable de la composition des mortiers pour chapes, y compris dans les cas spéciaux consécutifs à des conditions particulières rencontrées.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Éléments préfabriqués en béton

Les éléments préfabriqués tels que hourdis de plancher, planchers préfabriqués, éléments pour conduits de fumée et/ou conduits de ventilation, etc. devront selon le cas :

- répondre aux normes les concernant
- ou
- être couvert par un Avis technique.

Matériaux pour enduits au mortier hydraulique

Les sables et liants hydrauliques pour enduits ainsi que les adjuvants éventuels autorisés devront être conformes aux prescriptions du DTU 26.1 et répondre aux normes qui y sont citées, ainsi qu'aux autres normes qui les concernent.

Enduits « tout prêt »

Les enduits « tout prêt » devront être titulaires d'un Avis technique.

Matériaux isolants

Les matériaux isolants à mettre en œuvre devront être certifiés ACERMI et faire l'objet d'un Avis technique ou d'un PV d'essais.

Ils seront soit en rouleaux, soit en éléments rigides ou semi-rigides.

Couche de désolidarisation

Cette couche pourra être selon le cas :

- un film plastique de 150 microns d'épaisseur minimale ;
- un lit de sable fin de 10 mm d'épaisseur ;
- un feutre bitumé type 36 S.

Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les éléments préfabriqués et autres relevant d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les matériaux ne comportant pas de certification, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies par les normes les concernant.

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

Isolations – étanchéité – joints de dilatation

Tous les ouvrages d'isolation thermique ou phonique devront toujours être mis en œuvre d'une manière qui leur assurera une continuité parfaite. Toutes précautions seront prises pour garantir ces ouvrages contre toutes détériorations en cours ou après pose. Ils devront toujours être protégés contre les intempéries, tout isolant mouillé sera à remplacer à neuf sans indemnité.

Les isolations horizontales ne seront mises en place qu'après nettoyage du support. Les différents lés ou panneaux seront disposés bout à bout, parfaitement jointifs.

Les isolations verticales par panneaux rigides devront toujours être fixées et maintenues au support, même dans le cas où elles sont disposées entre deux parois. Ces fixations seront telles qu'en aucun cas, il ne puisse se produire un tassement du matériau isolant.

Les isolations devront comporter un pare-vapeur dans tous les cas où celui-ci sera nécessaire.

Lorsque les murs de soubassement sont en maçonnerie de petits éléments, les maçonneries en élévation devront être protégées des remontées d'eau du sol.

Un chaînage en béton armé disposé au niveau du plancher bas du rez-de-chaussée ou du dallage sur toute l'épaisseur des maçonneries de soubassement assurera cette protection sans disposition complémentaire. Ce chaînage devra être à l'air libre et au minimum à 5 cm au-dessus du sol extérieur fini.

Dans le cas d'une loggia ou d'un balcon, le chaînage en béton armé a une hauteur minimale de 15 cm.

Dans le cas d'un balcon avec forme de pente sans possibilité de rétention d'eau à la base du mur, il sera nécessaire de prévoir un décrochement de 2 cm minimum ou une coupure de capillarité à la base du mur afin d'éviter les remontées d'humidité dans le mur et à l'intérieur du bâtiment.

Traitement des ponts thermiques

Toutes dispositions devront être prises pour réduire l'impact énergétique des ponts thermiques des liaisons. À cette fin, l'entrepreneur devra prévoir, dès la phase de conception, un système de traitement adapté à la technique constructive. Il existe trois principes de traitement des ponts thermiques des liaisons, qui peuvent être combinés pour une meilleure correction :

- rupture isolante placée sur le passage de la chaleur ;
- réduction de la section du passage de la chaleur ;
- rallongement du parcours de la chaleur par « chicanes isolantes ».

Les solutions de traitement sont les suivantes :

- mise en œuvre d'une isolation sous chape flottante pour le traitement des liaisons du mur avec le plancher bas, selon le DTU 26.252.1 et ATec ;
- mise en œuvre de planelles en about de dalle, conformément au NF DTU 20.1 ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- mise en œuvre d'entrevous en polystyrène pour réduire le pont thermique au niveau de la liaison avec le mur, selon ATec et e-Cahiers du CSTB n° 3718 ;
- mise en œuvre de ruptures isolantes entre la dalle (ou refends) et le mur de façade, selon DTU 13.3, ATec, ATEx et e-Cahiers du CSTB n° 3718.

Les rupteurs de ponts thermiques sont des éléments isolants spécialement conçus pour traiter les ponts thermiques des liaisons entre parois du bâtiment.

Pour ces systèmes innovants, l'entrepreneur devra s'assurer qu'ils bénéficient d'un Avis Technique (ATec) ou d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) favorable pour l'application concernée.

Local ou locaux de stockage

La mise à disposition du local ou des locaux nécessaire(s) au stockage des matériaux approvisionnés sur chantier, et les opérations de séchage, maintien en état de siccité et de chauffage si nécessaire de ce local ou de ces locaux fait partie des obligations du maître d'ouvrage.

En tout état de cause, les conditions de stockage des matériaux approvisionnés devront impérativement respecter les préconisations du fournisseur.

Prescriptions concernant les travaux de canalisations enterrées

Tuyaux neufs mis en œuvre

Les tuyaux et pièces de raccords neufs à mettre en œuvre concomitamment avec des matériaux anciens conservés ou réemployés, devront toujours être de même type et modèle que les matériaux anciens, et dans la mesure du possible être de même provenance, et compatibles entre eux.

Maintien des écoulements pendant les travaux

L'entrepreneur devra toujours assurer le maintien des écoulements du réseau pendant les travaux, sauf interruptions de courte durée indispensables.

Il devra prendre à cet effet toutes dispositions nécessaires quelles qu'elles soient, telles que :

- mise en place de canalisations parallèles provisoires en surface avec tous équipements de pompage et autres ;
- mise en place de canalisations de déviations provisoires ;
- évacuation par citernes y compris tous équipements de pompage et évacuation des citernes ;
- etc.

Vidange d'ouvrages engorgés, fosses ou autres

Dans le cas où il s'avérerait nécessaire avant travaux de faire procéder à des vidanges de canalisations et/ou regards engorgés ou de fosses, ces vidanges devront être effectuées par une entreprise spécialisée.

Les frais en seront supportés :

- par l'entrepreneur, dans le cadre du prix de son marché.

Travaux insalubres

Dans le cas où les travaux de terrassements pour dépose des canalisations existantes seraient à réaliser dans des conditions insalubres, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions qui s'imposent pour respecter les législations et réglementations en vigueur à ce sujet.

Il devra assurer tous les pompages, vidanges, évacuations et autres nécessaires.

Les frais en seront supportés :

- par l'entrepreneur, dans le cadre du prix de son marché.

Terres impropres au remblaiement des tranchées

Dans le cas où les terres en provenance des fouilles en tranchées réalisées pour la dépose des canalisations existantes seraient en tout ou partie impropres pour le remblaiement de la tranchée après pose de la canalisation neuve, ces terres ne pourront pas être réemployées.

L'entrepreneur devra faire l'appoint en matériaux de remblai neufs, à fournir et à amener à pied d'œuvre par ses soins.

Les terres impropres seront à évacuer du chantier.

Démolition et réfection d'ouvrages de surface

Dans le cas de canalisations à remplacer sous voiries, trottoirs, parkings ou autres surfaces avec revêtement, l'entrepreneur doit démolir le revêtement et le reconstituer à l'identique après coup, y compris les couches de fondations.

Ces travaux devront être très soigneusement réalisés. Dans le cas de sols coulés, les rives seront proprement coupées et rectilignes.

La réfection devra se faire avec le même matériau que celui existant, d'aspect et de finition identiques.

Dans le cas de tassements, l'entrepreneur devra recharger le revêtement jusqu'à stabilisation au niveau exact du revêtement existant.

Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

IV PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE

Fondations

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

La fondation d'un ouvrage est constituée de plusieurs parties superposées :

- le béton de propreté, d'environ 5 cm d'épaisseur, à faible dosage en ciment (200 kg/m³), et coulé sur le sol d'assise dès l'ouverture de la tranchée ;
- la semelle proprement dite, en béton dosé à environ 300 kg de ciment par m³, armé par des armatures de type S 500 B ou C ;
- le soubassement, constitué soit par le mur maçonné, soit par une rehausse en béton armé dans le cas de fondations renforcées, ou encore par la base d'un poteau dans le cas d'une fondation isolée.

Fondations profondes

L'exécution des travaux de fondations profondes sera réalisée conformément au DTU 13.2.

Fondations superficielles

L'entrepreneur réalisera des fondations dites « superficielles », qui seront mises en œuvre à une profondeur relativement faible (quelques dizaines de centimètres). Leur profondeur (ancrage) sera la plupart du temps déterminée par la profondeur hors gel ou par les problèmes de retrait/gonflement, lorsque ces derniers se posent (cas des sols argileux fins notamment).

L'exécution des travaux de fondations superficielles sera réalisée conformément au DTU 13.11.

• Fouilles pour ouvrages de fondations superficielles

Ces fouilles seront exécutées conformément aux prescriptions du DTU 12.

La façon de traiter les travaux de fouilles pour fondations devra, le cas échéant, être envisagée dès la phase de conception.

Les fonds de fouille devront rester le moins longtemps possible soumis aux actions des intempéries.

Le coulage du béton de propreté ou du béton de fondation sera réalisé dès l'achèvement de la fouille.

Si, à l'examen, le fond de fouille se révèle inapte à recevoir la fondation prévue, l'entrepreneur devra mettre en œuvre des travaux d'aménagement complémentaires nécessaires.

Tous éléments rencontrés à fond de fouilles, tels que roches, anciennes fondations et d'une manière générale toutes lentilles de terrains résistants, susceptibles de former des points durs locaux, seront enlevés sur une certaine profondeur lorsque ces points se situent sous les radiers ou dans les zones d'appui des semelles de fondations.

Toutes autres solutions appropriées pourront être envisagées.

Les fondations ne seront exécutées qu'après assainissement du fond de fouille ; celui-ci étant réalisé par des moyens appropriés : époussetage, drainage, etc.

• Ouvrages de fondations superficielles

Ces ouvrages seront exécutés conformément aux prescriptions du DTU 21 ainsi qu'aux prescriptions ci-après.

Dans le cas de risques de souillures du béton en cours de coulage, un béton de propreté sera exécuté pour tout ouvrage de fondations comportant des armatures au voisinage de sa sous-face.

Ce béton de propreté pourra, dans certains cas, en fonction des conditions de surface et de nature des terrains de fondation, être remplacé par une feuille de polyéthylène.

L'épaisseur de la couche de béton de propreté ne devra pas être inférieure à 0,04 m.

Les semelles pourront être bétonnées à pleine fouille.

Ouvrage en béton et béton armé

Qualité des bétons

Le béton pour béton armé et béton banché sera obligatoirement de la qualité déterminée par les études techniques.

Cette prescription de qualité devra être strictement observée, et l'entrepreneur prendra toutes dispositions pour assurer les contrôles réguliers indépendamment des essais qui seront faits.

En cas de divergences, des essais complémentaires pourront être demandés à un organisme spécialisé agréé, aux frais et charges exclusifs de l'entrepreneur.

Règles de mise en œuvre

La mise en œuvre du béton se fera conformément aux prescriptions des documents techniques visés ci-avant, compte tenu des prescriptions particulières qui seraient éventuellement imposées par l'Ingénieur ou le BET et le bureau de contrôle le cas échéant.

Les coffrages seront réalisés de façon à ne subir aucune déformation lors du coulage.

Les faces de coffrages devant être en contact avec le béton seront enduites d'un produit de décoffrage, choisi de manière à ne causer aucun désordre lors de l'application des enduits, peintures, etc. sur ces parements.

Pour tous les parements béton destinés à recevoir un enduit ou un revêtement posé au mortier, on veillera à ce que le parement soit suffisamment rugueux pour permettre une parfaite adhérence du mortier. En cas de non-observation de cette prescription, l'entrepreneur en supportera toutes les conséquences éventuelles.

Les armatures devront être mises en place dans les coffrages d'une manière telle qu'elles puissent être parfaitement et complètement enrobées.

Les ouvrages devront comporter toutes les engravures pour recevoir la partie supérieure du relevé d'étanchéité, toutes les feuillures, rainures, gaines, etc. nécessaires.

Tous les bandeaux saillants, linteaux extérieurs et autres avancées devront comporter un larmier en sous-face parfaitement réalisé.

Parements des ouvrages en béton

Les différents parements pour les ouvrages de béton armé seront traités dans les conditions précisées au DTU 21 ou au DTU 23.1 selon le cas.

Tous les parements de tous les ouvrages en béton banché et en béton armé quels qu'ils soient, sauf les parements spéciaux visés ci-après, devront répondre aux caractéristiques définies au DTU susvisé selon la qualité du parement prescrite.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Conformément aux dispositions des DTU susvisés et du NF DTU 59.1, les parements en béton peuvent présenter quatre qualités de planéité et d'aspect :

- parement élémentaire ;
- parement ordinaire ;
- parement courant ;
- parement soigné.

Les parements de béton pour rester apparents dits « soignés » seront livrés en parfait état, de planéité correcte, compte tenu des tolérances précisées aux DTU, à arêtes bien dressées et rectilignes et sans épaufrures.

Les balèvres seront poncées, les différences de nu à la jonction des coffrages seront rattrapées par ponçage sur une largeur suffisante proportionnelle à l'importance de la différence de nu.

Dans le cas où les reprises ou ragréages seraient trop apparents, ils devront obligatoirement être finis par meulage afin d'obtenir un aspect général homogène.

Il pourra s'avérer nécessaire dans certains cas de protéger certains angles d'ouvrages exposés aux chocs par des habillages en bois ; ceux-ci seront alors à la charge du présent lot.

Pour les parements « soignés » intérieurs, ils devront être livrés aux entrepreneurs assurant les travaux de revêtements collés, dans un état tel que ces entrepreneurs en réalisant les travaux préparatoires prévus dans leur marché puissent livrer des ouvrages finis dans un état de finition répondant aux règles de l'art.

Les parements extérieurs et intérieurs destinés à recevoir une peinture (ou un papier peint) devront répondre aux prescriptions du NF DTU 59.1.

Ces parements seront réceptionnés avant tous travaux de peinture ou de revêtements collés.

Pour les parements « soignés » extérieurs destinés à rester apparents sans peinture, toutes dispositions devront être prises lors du coulage, pour obtenir après décoffrage un béton de teinte uniforme.

Ragréage et finitions

Les parements finis exigés seront obtenus par la qualité des coffrages et de leur mise en œuvre d'une part, et par les ragréages et finitions d'autre part.

Ces ragréages et finitions seront réalisés dans les conditions précisées au DTU 21 ou au DTU 23.1 selon le cas.

État de surface des dessus de planchers en béton armé

Les parements de surface des dessus de planchers en béton armé seront traités dans les conditions précisées au DTU 21.

Selon leur destination, ces parements seront traités comme suit :

• Dessus de plancher brut

Pour recevoir chape rapportée, revêtement de sol scellé, parquet sur lambourde, plancher technique, etc. ou pour rester apparent en combles, le dessus sera tiré et dressé à la règle au coulage.

• Dessus de plancher surfacé pour rester apparent

Pour rester apparent dans sous-sols et autres locaux secondaires selon localisation ci-après, le dessus sera tiré et dressé à la règle, lors du coulage, et fini par talochage manuel ou mécanique, aspect fini fin et régulier dit « parement soigné » dans le sens du DTU.

• Dessus de plancher surfacé pour recevoir revêtement de sol collé

Pour recevoir revêtement de sol collé directement après un ragréage, le dessus sera tiré et dressé à la règle au coulage, et suivi par un talochage mécanique, avec ponçage mécanique après durcissement, pour obtenir un état de surface répondant aux prescriptions des DTU 21 et NF DTU 26.2 et des « Règles professionnelles de préparation des supports courants en béton en vue de la pose des revêtements de sol minces » (OGBTP, janv. 1976). L'état de surface et la planéité devront répondre aux conditions du NF DTU 26.2.

• Dessus de plancher à chape incorporée

Pour rester apparent, finition talochée, lissée ou bouchardée selon le cas, le dessus sera traité avec apport d'un mortier de ciment à granulométrie fine, dosage en ciment selon le type de finition voulue avec minimum 350 kg, étalé avant durcissement du béton, état de surface répondant aux prescriptions du DTU susvisé.

• Dessus de plancher pour recevoir un revêtement d'étanchéité

Dessus horizontal ou penté, répondant en tous points aux conditions et prescriptions du DTU 20.12, tolérances de planéité et état de surface conformes aux dispositions de ce DTU.

Huisseries métalliques incorporées dans les murs banchés

Les huisseries métalliques dites « huisseries banches » seront mises en place dans les coffrages avant coulage du béton.

Ces huisseries seront fournies par l'entrepreneur de menuiserie à pied d'œuvre sur le chantier. Elles seront parfaitement repérées et définies selon l'emplacement auquel elles sont à poser.

L'implantation de ces huisseries, le montage et la mise en place sont à la charge du lot Gros œuvre.

Maçonneries

Clauses techniques d'exécution des parois et murs en maçonnerie traditionnelle

Les ouvrages de parois et murs de bâtiments en maçonnerie traditionnelle de petits éléments devront être réalisés en conformité avec les dispositions et prescriptions du NF DTU 20.1.

Jonction des maçonneries et des ouvrages en béton armé

Toutes les jonctions des maçonneries avec les ouvrages en béton armé horizontaux ou verticaux devront être réalisées en conformité avec les dispositions et prescriptions du NF DTU 20.1, notamment pour :

- la jonction des maçonneries porteuses avec les chaînages horizontaux et abouts de plancher ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- la jonction des maçonneries enduites porteuses avec les chaînages horizontaux et abouts de plancher, avec des dispositions particulières concernant l'habillage extérieur des chaînages et linteaux en béton armé ;
- la jonction de la maçonnerie de remplissage enduite et des éléments d'ossature en béton armé.

Sols – dallages – chapes

Sols

Le support est constitué par le sol, naturel ou traité, et éventuellement par la forme et/ou l'interface sur lesquels repose le dallage.

La préparation du sol comportera les opérations suivantes : décapage, nivellement, compactage et drainage.

• Forme

La forme éventuelle sera constituée par un traitement du sol en place ou par des matériaux d'apport servant d'assise au dallage.

Les matériaux d'apport devront être compactables et contrôlables.

Les liants pour le traitement de la forme seront notamment les ciments, les laitiers granulés, la chaux et les cendres volantes.

Les matériaux constituant la forme ne devront être ni plastiques, ni sensibles à l'eau. Ils devront être chimiquement neutres et ne comporter ni gravais, ni matières organiques. L'entrepreneur pourra donc utiliser tous les matériaux sains qui répondent à ces conditions : cailloux, graviers, sables, mélangés ou non.

Il pourra également utiliser des matériaux tout-venant à condition que la répartition des composants soit régulière au plan de la granulométrie. Afin d'éviter les remontées capillaires, le diamètre du plus petit granulat devra être au moins de 4 mm.

La mise en œuvre devra s'opérer par épandage et compactage en couches régulières, dont l'épaisseur devra être adaptée au matériel utilisé, sans dépasser 20 cm par couche.

Le compactage devra s'effectuer sur toute la surface de la forme, y compris le long des murs et poteaux fondés et au droit des canalisations, avec des moyens adaptés.

L'état de surface devra être aménagé pour préserver l'intégrité de la couche de glissement ou de l'isolant. Dans ce but, soit un lit de sable de 5 cm environ d'épaisseur moyenne, soit un lit de mortier maigre de 3 cm, sera répandu.

Un film anticapillaire et/ou pare-vapeur pourra s'avérer nécessaire lorsqu'il subsiste un risque de remontées capillaires ou de diffusion d'humidité. Il pourra être constitué par une feuille plastique.

Les géotextiles et géosynthétiques, généralement disposés sous la forme, seront d'épaisseur ne devant pas dépasser 3 mm.

• Interface

L'interface éventuelle sera disposée directement sous le dallage : couche de réglage ou de fermeture ou de glissement, film, isolant, etc.

La couche de réglage, de fermeture ou de glissement se composera de sable ou autre matériau similaire.

Le film pourra être constitué d'une feuille en polyéthylène, d'une épaisseur nominale de 150 mm au minimum ou d'une solution alternative de performances similaires.

• Film d'étanchéité

Avant pose du film d'étanchéité, la sous-couche sera fermée par une couche de sable afin d'obtenir une surface plane sans points durs risquant de perforer le film d'étanchéité.

Le film d'étanchéité sera soigneusement mis en place, les joints soit soudés, soit à recouvrement, largeur de recouvrement suivant prescriptions du fabricant. Il sera relevé au droit des parois verticales sur l'épaisseur de la forme.

Toutes parties de film détérioré ou perforé devront être immédiatement remplacées.

• Isolation thermique

Les sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé seront mises en œuvre conformément aux prescriptions du NF DTU 52.10.

L'entrepreneur devra s'assurer que le matériau isolant prévu est bien de la classe de compressibilité » suivant le NF DTU 52.10 :

- classe « SC1 » ou « SC2 » indiquant la compressibilité du produit ;
- désignation « a » ou « b » indiquant la charge sous laquelle a été réalisé l'essai de fluage : a pour 10 kPa, b pour 5 kPa ;
- indice 1 à 4 indiquant la valeur de réduction totale d'épaisseur à 10 ans ;
- lettres A ou Ch indiquant la caractéristique spécifique du produit (A : sous-couche acoustique, Ch : sous-couche pour plancher chauffant).

• État de livraison des formes en béton

Selon prescriptions ci-après, ces ouvrages seront à livrer « brut » ou « fini ».

Ils seront livrés à dessus horizontal ou penté selon le cas.

Ils seront pentés avec une pente parfaitement régulière :

- dans tous les locaux comportant un ou plusieurs points d'évacuation d'eau ;
- dans tous les locaux comportant une porte sur l'extérieur, la pente portant sur la partie au droit de cette porte ;
- sur les balcons, loggias, appuis, chaperons, bandeaux, et autres ouvrages extérieurs.

Ils seront horizontaux, dans tous les autres cas.

L'entrepreneur se reportera aux prescriptions d'exécution des planchers en béton armé à dessus livré fini ci-avant, qui sont également applicables pour les formes en béton à dessus fini.

Chapes

- Chapes rapportées

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les chapes ne pourront être exécutées que sur des supports rugueux et parfaitement propres, débarrassés de tout ce qui pourrait nuire à une bonne adhérence. L'obtention de cet état de support est à la charge du présent lot.

L'exécution des chapes rapportées sera conforme aux prescriptions du NF DTU 26.2.

L'état de surface et la planéité des chapes rapportées devront répondre aux conditions du NF DTU 26.2.

- **Chapes flottantes**

Selon le type d'isolant, le support pourra être brut ou devra être surfacé, et l'entrepreneur du présent lot aura à effectuer tous les travaux préparatoires nécessaires à ce sujet.

La mise en place de l'isolant, l'exécution de la chape flottante, le dosage du béton et sa mise en œuvre devront être conformes aux prescriptions du NF DTU 26.2.

Les épaisseurs de la chape et les armatures seront fonction de la classe de compressibilité du matériau isolant selon les spécifications du NF DTU 26.2.

L'ensemble de la chape flottante devra de plus être réalisé d'une manière conforme aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant du matériau isolant utilisé.

Le matériau isolant utilisé devra être titulaire d'un Avis technique certifiant qu'il est apte à l'usage prévu.

État de surface et planéité, comme précisé à l'article précédent pour les chapes rapportées.

- **Pare-vapeur**

Au-dessus de locaux à forte hygrométrie ou très chauds, il peut être nécessaire de prévoir un pare-vapeur.

Il devra être disposé sur le support avant exécution de la chape, ou avant mise en place de l'isolant dans le cas de chape flottante.

Ce pare-vapeur n'est pas nécessaire dans le cas où l'isolant comporte un pare-vapeur incorporé.

- **Armatures dans les chapes**

Pour les chapes armées d'un treillis soudé, la nappe d'armatures devra impérativement être placée le plus près possible du plan médian de la chape.

Dans tous les cas, lorsqu'un treillis métallique doit être incorporé dans une chape, il conviendra :

- de bien compacter la couche inférieure ;
- de poser sans délai de treillis ;
- de réaliser immédiatement la couche supérieure avant le début de prise de la couche inférieure, et bien compacter cette couche supérieure.

- **Joints dans les sols béton et chapes**

Lors de l'exécution des formes en béton et des chapes, l'entrepreneur devra :

- respecter tous les joints de dilatation et autres joints de construction prévus aux plans ;
- prévoir et réaliser tous les joints de fractionnement, conformément aux impératifs fixés par les articles du NF DTU 26.2 les concernant.

Sauf dans les cas où il est prévu séparément des joints rigides à incorporer ou des couvre-joints rigides à poser, l'entrepreneur devra réaliser le calfeutrement et le garnissage de tous les joints avec un matériau pâteux en produit synthétique de type titulaire d'un Avis technique spécifiant qu'il est apte pour l'emploi prévu compte tenu de l'usage futur des locaux.

Ouvrages accessoires

Dans le cadre de l'exécution des sols et dallages, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les travaux accessoires nécessaires, notamment :

- tous coffrages de seuils ou autres, toutes réservations, toutes arêtes droites ou arrondies, gorges, glacis, etc. ;
- toutes cornières d'arrêt ou de seuils, etc. ;
- l'exécution de tous rejingots, calfeuttements, bourrages, etc. au droit des ouvrages de menuiserie.

Escaliers

L'exécution des ossatures des escaliers traditionnels soit en béton ou béton armé, soit en maçonnerie, devra répondre aux conditions et prescriptions d'exécution spécifiées ci-avant.

Suivant la norme NF P01-011, les tolérances seront :

- hauteur de marches finies : ± 3 mm ;
- hauteur entre deux marches successives : ± 3 mm ;
- largeur de marche (giron + nez) : ± 5 mm.

Conduits de fumée – ventilations

Tous les conduits de fumée et toutes les ventilations devront répondre à la réglementation et aux normes en vigueur.

Les conduits de fumée en béton devront également être titulaires de la marque NF « Conduits de fumée en béton ».

Pour les conduits de fumée en briques, l'entrepreneur se reportera aux prescriptions du NF DTU 24.1 pour l'exécution des conduits de fumée en briques.

Les systèmes utilisés ainsi que tous les éléments préfabriqués et articles accessoires devront être titulaires d'un Avis Technique.

Tous les éléments préfabriqués d'un même ouvrage devront toujours provenir du même fabricant ; ils devront être mis en œuvre conformément aux prescriptions de ce fabricant.

Le maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur des essais des conduits avant réception. Ces essais à l'aide de cartouches fumigènes seront à la charge de l'entrepreneur. L'essai fumigène consiste à brûler une cartouche fumigène dans le conduit et à rechercher les fuites éventuelles de fumée à travers ce dernier.

Enduits

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Prescriptions générales

Les spécifications ci-après s'appliquent à tous les enduits extérieurs et intérieurs (enduits épais en mortier de ciment, de chaux hydraulique, de chaux aérienne, de mélange plâtre et chaux aérienne) appliqués sur les supports suivants :

- maçonneries neuves ou anciennes de pierres, briques de terre cuite, blocs en béton, montés au mortier de liants hydrauliques ;
- bétons courants ou soignés, béton caverneux, bétons de granulats légers ;
- maçonneries de blocs en béton cellulaire autoclavé ;
- maçonneries en moellons, à pierres vues ;
- maçonneries anciennes montées aux mortiers peu résistants ou de plâtre.

Les mortiers et matériaux d'enduit seront choisis parmi ceux répondant aux spécifications et aux critères donnés par le NF DTU 26.1.

Les travaux d'enduits ne devront être commencés que sur des maçonneries terminées depuis un délai minimal d'un mois, selon NF DTU 26.1.

Pour les enduits spéciaux tels que ceux en ciment-pierre ou autres, ainsi que pour les enduits teintés, les produits spéciaux entrant dans la composition de ces enduits devront être de provenance et qualité à faire agréer par le maître d'œuvre.

Il est spécifié que l'incorporation dans les mortiers de produits étrangers tels que plastifiants, accélérateurs de prise, antigels, etc. est interdite, sauf autorisation expresse du maître d'œuvre.

Les enduits extérieurs quels qu'ils soient devront toujours assurer l'étanchéité parfaite des murs. À cet effet, il sera incorporé si nécessaire un produit hydrofuge de provenance agréée, plus particulièrement sur les murs exposés ouest et semi-ouest.

Les travaux d'enduits comprendront implicitement tous travaux accessoires nécessaires à la finition parfaite, notamment les arêtes droites ou arrondies, les gorges, les glacis, les calfeutrements de menuiseries et autres, les filets et chants, les raccords de bouchements et de scellements, etc. ainsi que tous renforts éventuellement nécessaires par suite d'un défaut de planéité des maçonneries.

Les compositions et dosages des mortiers pour enduits indiqués ci-après sont des compositions et dosages courants, il appartiendra toujours à l'entrepreneur de les modifier pour les adapter aux conditions particulières éventuellement rencontrées, selon les supports, les conditions atmosphériques, l'exposition des murs, etc.

Il est bien spécifié que l'entrepreneur sera toujours responsable des compositions et dosages des enduits qu'il aura réalisés.

Enduits devant être peints

Les enduits extérieurs et intérieurs destinés à recevoir une peinture devront répondre aux prescriptions des articles les concernant du NF DTU 59.1.

Ces enduits seront réceptionnés avant tous travaux de peinture.

Enduits à la jonction de supports différents

Afin d'éviter les fissures de l'enduit à la jonction maçonnerie/chaînage et plus généralement entre supports de nature différente, l'entrepreneur devra prévoir un enduit renforcé par des armatures, métalliques ou en fibres de verre, débordant de 0,15 m au-dessus des planchers et de 0,15 m au-dessous du premier joint de la maçonnerie sous-jacente.

Les armatures ou treillis seront incorporés par marouflage dans la première couche (ou passe pour l'application d'un enduit monocouche) d'enduit, conformément au NF DTU 26.1.

• Armatures de renfort des enduits

Les armatures devront répondre aux prescriptions des articles du NF DTU 26.1.

Elles devront être mises en œuvre partout où un risque de fissuration existe par suite de matériaux différents ou toutes autres raisons.

Les renforts seront employés pour renforcer les caractéristiques mécaniques de l'ouvrage, notamment au niveau des points singuliers.

Les renforts d'armatures métalliques ou en fibre de verre sont incorporés dans une première passe d'enduit, aux emplacements prévus au DTU, en particulier :

- à la jonction de deux matériaux support différents (ex. : linteaux en béton et blocs de béton) ;
- au niveau des planelles de planchers.

Une fois l'armature posée, l'enduit frais doit être peigné ou griffé, et doit sécher avant l'application d'une couche ultérieure.

Dispositions particulières pour les réseaux

Les dispositions particulières pour les réseaux sont traitées dans les NF DTU 60.33 et NF DTU 60.2.

Les réseaux enterrés (eau, gaz, eaux usées, eaux vannes...) traverseront les soubassements du bâtiment. Cette traversée se fera au droit du mur du soubassement, entre la semelle de fondation et le plancher du rez-de-chaussée, avec un fourreau étanche et souple au droit de la traversée pour que le mur reste étanche tout en évitant un point « dur » qui pourrait endommager la canalisation.

Les bâtiments seront équipés de drains au droit des murs exposés à des venues d'eau. Lorsque le terrain n'a pas de pente prononcée, le drain entourera complètement le bâtiment.

Les réseaux et drains devront se situer plus haut que la base des fondations, pour éviter tout risque d'affouillement des fondations.

Ouvrages divers de gros œuvre

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les ouvrages divers de gros œuvre et de béton à la charge du présent lot sont décrits et définis ci-après.
L'exécution de ces ouvrages devra répondre aux conditions et prescriptions des différents articles ci-avant auxquels ils se rapportent.
En ce qui concerne les ouvrages divers de gros œuvre nécessaires pour les équipements techniques, l'entrepreneur du présent lot devra se reporter aux plans techniques des équipements.
Ces ouvrages de gros œuvre devront toujours être réalisés suivant les instructions des entreprises d'équipements techniques concernés.

VI DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

I Généralités

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment les suivants, sans que cette énumération soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc.

ainsi que tous les documents énumérés ci-dessous.

II DTU et normes DTU

DTU 13.11 (DTU P11-211) : Fondations superficielles

DTU 13.11 (DTU P11-211/CCS) (mars 1988) : Fondations superficielles – Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-211)

DTU 13.11 (DTU P11-211/CCT) (mars 1988) : Fondations superficielles – Cahier des clauses techniques + Modificatif 1 (juin 1997) (Indice de classement : P11-211)

DTU 13.12 (DTU P11-711) : Règles pour le calcul des fondations superficielles

Règles DTU 13.12 (DTU P11-711) (mars 1988) : Règles pour le calcul des fondations superficielles + Erratum (novembre 1988)

DTU 13.2 (P11-212) : Travaux de fondations profondes pour le bâtiment

DTU 13.2 (P11-212-1) (septembre 1992) : Travaux de fondations profondes pour le bâtiment – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P11-212-1)

DTU 13.2 (NF P11-212-2) (novembre 1994) : Travaux de fondations profondes pour le bâtiment – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-212-2)

DTU 13.3 (P11-213) : Dallages – Conception, calcul et exécution

DTU 13.3 (NF P11-213-1) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 1 : cahier des clauses techniques des dallages à usage industriel ou assimilés + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P11-213-1)

DTU 13.3 (NF P11-213-2) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 2 : cahier des clauses techniques des dallages à usage autre qu'industriel ou assimilés + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P11-213-2)

DTU 13.3 (NF P11-213-3) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 3 : cahier des clauses techniques des dallages de maisons individuelles + Amendement A1 (mai 2007) (Indice de classement : P11-213-3)

DTU 13.3 (NF P11-213-4) (mars 2005) : Dallages – Conception, calcul et exécution – Partie 4 : cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-213-4)

DTU 14.1 (P11-221) : Travaux de cuvelage

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

DTU 14.1 (NF P11-221-1) (mai 2000) : Travaux de bâtiment – Travaux de cuvelage – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Erratum (novembre 2000) (Indice de classement : P11-221)
DTU 14.1 (NF P11-221-2) (mai 2000) : Travaux de bâtiment – Travaux de cuvelage – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P11-221)

NF DTU 20.1 (P10-202) : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs

NF DTU 20.1 P1-1 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-1-1)
NF DTU 20.1 P1-2 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-1-2)
NF DTU 20.1 P2 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P10-202-2)
NF DTU 20.1 P3 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 3 : Guide pour le choix des types de murs de façades en fonction du site + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-3)
NF DTU 20.1 P4 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en maçonnerie de petits éléments – Parois et murs – Partie 4 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales + Amendement A1 (juillet 2012) (Indice de classement : P10-202-4)

DTU 20.12 (P10-203) : Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité

DTU 20.12 (P10-203-1) (septembre 1993) : Maçonnerie des toitures et d'étanchéité – Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Erratum (février 1994) + Amendement A1 (juillet 2000) + Amendement A2 (novembre 2007) (Indice de classement : P10-203-1)
DTU 20.12 (NF P10-203-2) (septembre 1993) : Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P10-203-2)

DTU 21 (P18-201) : Exécution des ouvrages en béton

DTU 21 (NF P18-201) (mars 2004) : Travaux de bâtiment – Exécution des ouvrages en béton – Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-201)

DTU 22.1 (P10-210) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire

DTU 22.1 (P10-210/MEM) (juin 1980) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire – Mémento pour la conception des ouvrages + Erratum (septembre 1980) + Additif 1 (octobre 1984) (Indice de classement : P10-210)
DTU 22.1 (NF P10-210-1) (mai 1993) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire – Partie 1 : Cahier des charges (Indice de classement : P10-210-1)
DTU 22.1 (NF P10-210-2) (mai 1993) : Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P10-210-2)

DTU 23.1 (P18-210) : Murs en béton banché

DTU 23.1 (NF P18-210) (mai 1993) : Murs en béton banché – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P18-210)

NF DTU 24.1 (P51-201) : Travaux de fumisterie

NF DTU 24.1 P1 (février 2006) : Travaux de bâtiment – Travaux de fumisterie – Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils – Partie 1 : Cahier des clauses techniques – Règles générales + Amendement A1 (décembre 2011) + Amendement A2 (décembre 2012) (Indice de classement : P51-201-1)
NF DTU 24.1 P2 (février 2006) : Travaux de bâtiment – Travaux de fumisterie – Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils – Partie 2 : Cahier des clauses techniques – Règles spécifiques d'installation des systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils raccordés dits de type B utilisant des combustibles gazeux + Amendement A1 (décembre 2011) (Indice de classement : P51-201-2)
NF DTU 24.1 P3 (février 2006) : Travaux de bâtiment – Travaux de fumisterie – Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils – Partie 3 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P51-201-3)

NF DTU 26.1 (P15-201) : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange plâtre et chaux aérienne

NF DTU 26.1 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Travaux d'enduits de mortiers – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-201-1-1)
NF DTU 26.1 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Travaux d'enduits de mortiers – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P15-201-1-2)
NF DTU 26.1 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Travaux d'enduits de mortiers – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-201-2)

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

NF DTU 26.2 (P14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-1)
NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-1-2)
NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment – Marchés privés – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types + Amendement A1 (Mai 2015) (Indice de classement : P14-201-2)

DTU 27.1 (P15-202) : Réalisation de revêtements par projection pneumatique de fibres minérales avec liant

DTU 27.1 (NF P15-202-1) (février 2004) : Travaux de bâtiment – Réalisation de revêtements par projection pneumatique de laines minérales avec liant – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-202-1)
DTU 27.1 (NF P15-202-2) (février 2004) : Travaux de bâtiment – Marchés privés – Réalisation de revêtements par projection pneumatique de fibres minérales avec liant – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-202-2)

DTU 27.2 (P15-203) : Réalisation de revêtements par projection de produits pâteux

DTU 27.2 (NF P15-203-1) (mars 1997) : Réalisation de revêtements par projection de produits pâteux – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P15-203-1)
DTU 27.2 (NF P15-203-2) (mars 1997) : Réalisation de revêtements par projection de produits pâteux – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P15-203-2)

DTU 33.2 (P28-003) : Tolérances dimensionnelles du gros œuvre destiné à recevoir des façades rideaux, semi-rideaux ou panneaux

DTU 33.2 (XP P28-003) (décembre 1996) : Tolérances dimensionnelles du gros œuvre destiné à recevoir des façades rideaux, semi-rideaux ou panneaux – Tolérances dimensionnelles en construction neuve (Indice de classement : P28-003)

NF DTU 44.1 (P85-210) : Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics

NF DTU 44.1 P1-1 (août 2012) : Travaux de bâtiment – Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P85-210-1-1)
NF DTU 44.1 P1-2 (août 2012) : Travaux de bâtiment – Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P85-210-1-2)
NF DTU 44.1 P2 (août 2012) : Travaux de bâtiment – Marchés privés – Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P85-210-2)

NF DTU 52.1 (P61-202) : Revêtements de sol scellés

NF DTU 52.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment – Revêtements de sol scellés – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P61-202-1-1)
NF DTU 52.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment – Revêtements de sol scellés – Partie 1-2 : Cahier des critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P61-202-1-2)
NF DTU 52.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment – Revêtements de sol scellés – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P61-202-2)

NF DTU 55.2 (P65-202) : Revêtements muraux attachés en pierre mince

NF DTU 55.2 P1-1 (décembre 2014) : Travaux de bâtiment – Revêtements muraux attachés en pierre mince – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P65-202-1-1)
NF DTU 55.2 P1-2 (décembre 2014) : Travaux de bâtiment – Revêtements muraux attachés en pierre mince – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P65-202-1-2)
NF DTU 55.2 P2 (décembre 2014) : Travaux de bâtiment – Revêtements muraux attachés en pierre mince – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P65-202-2)

NF DTU 59.1 (P74-201) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais

NF DTU 59.1 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment – Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-201-1-1)
NF DTU 59.1 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment – Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-201-1-2)
NF DTU 59.1 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment – Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-201-2)

NF DTU 60.2 (P41-220) : Canalisations en fonte, évacuations d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux vannes

NF DTU 60.2 P1-1 (octobre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en fonte – Évacuation d'eaux usées, d'eaux vannes et d'eaux pluviales – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P41-220-1-1)

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

NF DTU 60.2 P1-2 (octobre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en fonte – Évacuation d'eaux usées, d'eaux vannes et d'eaux pluviales – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P41-220-1-2)

NF DTU 60.32 (P41-212) : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié – Évacuation des eaux pluviales

NF DTU 60.32 P1-1 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Évacuation des eaux pluviales – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P41-212-1-1)

NF DTU 60.32 P1-2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Évacuation des eaux pluviales – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P41-212-1-2)

NF DTU 60.33 (P41-213) : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié : Évacuation d'eaux usées et d'eaux vannes

NF DTU 60.33 P1-1 (octobre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Évacuation d'eaux usées et d'eaux de vanne – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P41-213-1-1)

NF DTU 60.33 P1-2 (octobre 2007) : Travaux de bâtiment – Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Évacuation d'eaux usées et d'eaux vannes – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P41-213-1-2)

NF DTU 65.14 (P52-307) : Exécution de planchers chauffants à eau chaude

NF DTU 65.14 P1 (juillet 2006) : Travaux de bâtiment – Exécution de planchers chauffants à eau chaude – Partie 1 : Cahier des clauses techniques – Dalles désolidarisées isolées (Indice de classement : P52-307-1)

NF DTU 65.14 P2 (septembre 2006) : Travaux de bâtiment – Exécution de planchers chauffants à eau chaude – Partie 2 : Cahier des clauses techniques – Autres dalles que les dalles désolidarisées isolées (Indice de classement : P52-307-2)

NF DTU 65.14 P3 (septembre 2006) : Travaux de bâtiment – Exécution de planchers chauffants à eau chaude – Partie 3 : Cahier des clauses spéciales – Dalles désolidarisées isolées et autres dalles (Indice de classement : P52-307-3)

DTU 65.7 (P52-302) : Exécution de planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton

DTU 65.7 (NF P52-302-1) (mai 1993) : Exécution de planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (septembre 1999) (Indice de classement : P52-302-1)

DTU 65.7 (NF P52-302-2) (mai 1993) : Exécution de planchers chauffants par câbles électriques enrobés dans le béton – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P52-302-2)

III Normes

Classification des normes

NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne

NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale

NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale

NF : norme française

CEI : norme européenne (Commission Électrotechnique Internationale)

IV Réglementation thermique

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par les réglementations thermiques et ses textes complémentaires.

Réglementation thermique des bâtiments neufs (RT 2012)

La RT 2012 est applicable à tous les permis de construire :

- déposés à compter du 28 octobre 2011 pour certains bâtiments neufs du secteur tertiaire (bureaux, bâtiments d'enseignement primaire et secondaire, établissements d'accueil de la petite enfance) et les bâtiments à usage d'habitation construits en zone ANRU ;
- déposés à partir du 1^{er} janvier 2013 pour tous les autres bâtiments neufs.

Décrets en Conseil d'État – RT 2012 et attestations de prise en compte de la réglementation thermique

Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions

Décret n° 2011-544 du 18 mai 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments

Décret n° 2012-1530 du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions de bâtiments.

Arrêtés « exigences » de la RT 2012

Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (+ rectificatif)

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments autres que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (+ rectificatif)

Arrêté du 11 décembre 2014 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment de petite surface et diverses simplifications

Arrêté du 19 décembre 2014 modifiant les modalités de validation d'une démarche qualité pour le contrôle de l'étanchéité à l'air par un constructeur de maisons individuelles ou de logements collectifs et relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments collectifs nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment collectif.

Arrêté attestations de prise en compte de la réglementation thermique

Arrêté du 11 octobre 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments.

Réglementation thermique des bâtiments existants

La réglementation thermique des bâtiments existants s'applique aux bâtiments résidentiels et tertiaires existants, à l'occasion de travaux de rénovation prévus par le maître d'ouvrage.

Elle repose sur les articles L. 111-10 et R. 131-25 à R. 131-28 du Code de la construction et de l'habitation ainsi que sur leurs arrêtés d'application. Les mesures réglementaires sont différentes selon l'importance des travaux entrepris par le maître d'ouvrage.

Pour les rénovations très lourdes de bâtiments de plus de 1 000 m², achevés après 1948, la réglementation définit un objectif de performance globale pour le bâtiment rénové. Ces bâtiments doivent aussi faire l'objet d'une étude de faisabilité des approvisionnements en énergie préalablement au dépôt de la demande de permis de construire. Ce premier volet de la RT est applicable pour les permis de construire déposés après le 31 mars 2008. Il s'agit de la « RT existant globale ».

Les deux textes principaux sont :

- le décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique ;
- l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1 000 m², lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Pour tous les autres cas de rénovation, la réglementation définit une performance minimale pour l'élément remplacé ou installé. Ce second volet de la RT est applicable pour les marchés ou les devis acceptés à partir du 1^{er} novembre 2007.

Il s'agit de la « RT élément par élément ». Le texte principal est l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants qui liste l'ensemble des travaux visés et donne les exigences associées.

V Procédés et produits de techniques non courantes

Pour les Avis Techniques et les procédures ATEX concernant les procédés et produits de techniques non courantes, l'entrepreneur se reportera aux clauses des Documents généraux d'Avis Technique.

VI Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir pris connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature du marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une mise en observation (liste disponible sur le même site), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédés devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, en faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation, ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

VII Documents RAGE (Règles de l'Art Grenelle de l'Environnement 2012)

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur titulaire du présent marché devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs Recommandations professionnelles RAGE ou d'un ou plusieurs Guide RAGE dont la liste est disponible sur le site : www.programmepacte.fr.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

VIII Réglementations concernant les matériaux et produits

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « marque NF », d'un « label » ou d'une « certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

IX Réglementation sécurité incendie

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

X Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

Pour la réglementation concernant :

- la sécurité et la protection de la santé sur le chantier,
- la sécurité des ouvriers contre les chutes,
- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante, l'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

XI Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

Déchets courants

- Directive cadre européenne 2008/98/CE
- Nomenclature déchets : annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement
- Principe de responsabilité du producteur de déchets : art. L. 541-2 et L. 541-23 du Code de l'environnement.
- Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) : art. L. 541-10 du Code de l'environnement.
- Collecte et transport de déchets, déclaration préfecture : art. R. 541-50 du Code de l'environnement.
- Bordereaux de traçabilité des déchets : art. R. 541-45 du Code de l'environnement.
- Registre déchets : arrêté du 29 février 2012.
- Obligations liées aux emballages : art. R. 543-66 à R. 543-74 du Code de l'environnement.
- Diagnostic déchets avant démolition : décret du 31 mai 2011 et arrêté du 19 décembre 2011.
- Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets du BTP : art. L. 541-14-1 du Code de l'environnement.
- Transfert transfrontalier de déchets : note de synthèse du Ministère et Règlement du 14 juin 2006.

Déchets dangereux

- Collecte et transport de déchets dangereux : arrêté du 29 mai 2009.
- Obligation de caractérisation des déchets et d'emballage des déchets dangereux : ordonnance du 17 décembre 2010.
- Transit, regroupement ou tri des déchets dangereux : ICPE 2718.

Déchets d'amiante

- Étiquetage des déchets d'amiante : décret du 28 avril 1988.
 - Stockage des déchets d'amiante : arrêté du 12 mars 2012.
- Il y a lieu de vérifier les textes en vigueur (changements fréquents).

Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

- Article R. 1334-36 du Code de la santé publique concernant « les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ».
- Article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :
 - le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
 - le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ;
 - les comportements anormalement bruyants.
- Arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.

Matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores, que l'entrepreneur du présent lot est tenu de respecter :

- le décret d'application du 23 janvier 1995 concernant « les émissions sonores des objets et engins bruyants » ;
- la directive européenne (directive 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores »).

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

I ÉTENDUE DES TRAVAUX – REGLEMENTATIONS – NORMES

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- **Charpente métallique: portiques, poutres, solives, ...**
- **Couverture en bacs acier,**
- **Bardage en bacs acier,**
- **Panneaux isolants de la couverture et du bardage,**
- **Encadrements, appuis des baies,**
- **serrurerie diverses**

ainsi que

- **escaliers extérieurs**
- **tous éléments accessoires,**
- **...**

II Réglementations générales

L'entrepreneur devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicables aux travaux de son lot.

Se reporter aux Clauses communes pour :

- Code civil
- Code de la construction et de l'habitation
- Code général des collectivités territoriales
- Code des communes
- Code de la santé publique
- Code de l'environnement
- Code de l'urbanisme
- Code rural
- Code du travail
- Tous les autres codes applicables
- Règlement sanitaire national et/ou départemental
- Réglementation sécurité incendie
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier
- Textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux
- Textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- etc.

III Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

Toutefois, les principaux sont rappelés dans le présent document (cf. Annexe 1), sans que cette liste ne puisse aucunement être considérée comme exhaustive.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

IV Sécurité des personnes contre les chutes

Le prix du marché du présent lot comprendra toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à l'annexe II du DTU 43.14 et du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

V Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance. Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

VI Réglementation européenne

Directive « Produits de construction »

La Directive Produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette Directive est transposée en France par :

- le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (Agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et Agréments techniques européens) sont publiées par le JOUE (*Journal officiel de l'Union européenne*).

Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au *Journal officiel* et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits.

Ils précisent également la durée de la « période transitoire » prévue pour l'écoulement des stocks de produits ne pouvant obtenir le marquage CE.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

VII Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise, dans le cadre de son marché, comprennent implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports.
- les écrans souples ou supports rigides ;
- les isolations thermiques ;
- le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens des ouvrages ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

Annexe 1

Documents de référence contractuels

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE
HOPITAL DE SAINT PALAIS
LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT
LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX
ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT
F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération soit exhaustive.

DTU

DTU – Norme	Intitulé	Date
DTU 32.1 : Construction métallique : Charpente en acier		
NF DTU 32.1 (P22-201)	Travaux de bâtiment – Charpente en acier – Partie 1 : cahier des clauses techniques types (CCT) – Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types (CCS) – Référence commerciale du NF DTU 32.1 d'octobre 2009	Oct. 09
NF DTU 32.1 P1 (P22-201-1)	Travaux de bâtiment - Charpente en acier - Partie 1 : cahier des clauses techniques types (CCT)	Oct. 09
NF DTU 32.1 P2 (P22-201-2)	Travaux de bâtiment - Charpente en acier - Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types (CCS)	Oct. 09
DTU 32.2 : Construction métallique : Charpente en alliages d'aluminium		
NF P22-202-2 (P22-202-2)	DTU 32.2 – Travaux de bâtiment – Marchés privés – Construction métallique – Charpente en alliages d'aluminium – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Mai 93

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Les normes sont énumérées dans l'ordre suivant :

- normes NF EN ISO ;
- normes NF EN ;
- normes NF ISO ;
- normes NF ;
- normes ISO ;
- normes CEI.

Autres normes applicables aux travaux du présent marché

Devront également être respectées toutes les autres normes non citées ci-avant, mais énumérées dans le CCTG, DTU, normes et autres documents contractuels, et toujours en vigueur, pouvant être applicables aux travaux du présent marché.

Règles de calcul

Se référer aux bases de calcul établies sous l'égide d'EUROCODE ainsi que les normes énumérées à l'Annexe « Tableau des principaux documents et normes françaises » du DTU n° 32.1.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

I Type de charpente

Le type de charpente métallique à réaliser, soit rivée ou boulonnée, soit soudée, n'est pas imposé ici.

Il appartiendra à l'entrepreneur de proposer à l'agrément du maître d'œuvre, le type de charpente qu'il envisage de mettre en œuvre.

II Nature et qualité des matériaux

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les laminés, profilés et tubes employés devront répondre aux conditions déterminées par les normes de qualité et les normes dimensionnelles en vigueur.

Tous les laminés, profilés, tubes, etc., devant être mis en œuvre, seront de première qualité : liants, nerveux, sans aspérités, ni crrique, ni gerçure, ni brûlure ou autre défaut pouvant nuire à l'aspect ou à la qualité des ouvrages.

Tous les matériaux et fournitures devront dans tous les cas répondre aux conditions et prescriptions du chapitre 2 du DTU 32.1 pour la construction en acier .

III Exécution et pose des ouvrages de charpente métallique

L'exécution en atelier de tous les travaux de charpente métallique, ainsi que le montage et la pose, devront sauf spécifications particulières explicites ci-après, être réalisés dans les conditions précisées aux DTU 32.1.

Dans l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur devra prévoir et réaliser tous les chevêtres nécessaires en fonction de la disposition des souches et autres pénétrations. Ces chevêtres seront assemblés comme il est dit au DTU.

IV Spécifications techniques

Études techniques – Notes de calcul – Plans

Les plans d'exécution des ouvrages seront, selon spécifications du CCAP :

- soit à la charge du maître d'œuvre ;
- soit à la charge de l'entrepreneur.

En revanche, l'entrepreneur aura à sa charge dans tous les cas, l'établissement des plans d'atelier et des plans de montage sur chantier.

Les plans et dessins devront faire apparaître tous les détails d'exécution d'assemblages, de fixations, etc. Ils seront cotés, établis à une échelle en rapport aux dimensions des ouvrages.

Tous les plans, dessins, notes de calcul seront remis au maître d'œuvre en temps voulu en fonction du planning d'exécution.

Hypothèses de calcul

Les hypothèses à prendre en compte pour les calculs sont les suivantes :

- Les charges permanentes
Poids propre des structures, plus surcharges d'équipements, en fonction des caractéristiques du projet.
- Les surcharges d'exploitation
Les surcharges d'exploitation à prendre en compte sont celles imposées par les normes NF.
- Surcharges climatiques
Les surcharges climatiques à prendre en compte sont celles imposées par les règles en vigueur.
- Les efforts sismiques
Les surcharges particulières, le cas échéant

V Épreuve des ouvrages

Il n'est pas prescrit d'épreuves de la charpente pour la réception.

VI Implantations – Tolérances

L'entreprise du présent lot devra livrer les implantations de ses ouvrages en planimétrie et altimétrie, entrant dans les limites des tolérances admises pour la mise en œuvre des divers matériaux employés à la réalisation du second œuvre.

L'entreprise devra contrôler sa propre implantation. En cas d'erreur entraînant des reprises d'ouvrage et retards du planning, celle-ci supportera en totalité les conséquences financières.

VII Fixations – Scellement

L'entrepreneur aura à sa charge toutes les prestations nécessaires à la fixation des ouvrages de son lot.

L'entrepreneur du présent lot devra fournir en temps utile, à l'entrepreneur de gros œuvre :

- les plans et croquis des réservations ;
- les pièces métalliques de fixation telles que platines, tiges à scellement, etc.

Les scellements et bouchements des réservations après fixation, seront à la charge du présent lot.

En ce qui concerne la fixation des ouvrages de charpente, l'entrepreneur du présent lot aura à sa charge :

- le calage de tous ses ouvrages avant scellement et fixation ;
- les scellements des pièces de bois, ainsi que les trous dans le cas où ils ne sont pas réservés par le gros œuvre ;
- la fourniture et mise en place de tous les ferrements nécessaires, y compris tous trous de scellements, le cas échéant ;
- toutes autres sujétions de fixation nécessaires pour assurer la tenue des ouvrages dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

VIII Protection contre la corrosion des charpentes en acier

Les ouvrages de charpente métallique seront livrés par l'entrepreneur du présent lot, selon spécifications ci-après :

- avec traitement contre la corrosion par l'entrepreneur du présent lot, comprenant :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

En atelier :

- décalaminage et brossage soigné ;
- application d'une couche primaire au minium de plomb ou au chromate de zinc, épaisseur minimale 40 microns.

IX Protection contre la corrosion des charpentes en alliage léger

- Sans objet

X Spécifications particulières

Tenue au feu

La tenue au feu de la charpente métallique devra être d'1H

Pour obtenir ce résultat, les dispositions suivantes seront à prendre :

- habillage en placoplâtre des poteaux et des façades intérieures,
- flocage des poutres

Ces dispositions ne seront pas à la charge du présent lot.

Surcharges particulières

La charpente aura à supporter les surcharges apportées par les équipements fixés ou suspendus suivants :

- plafond suspendu
- appareils de chauffage

LOT 01-03 – ETANCHEITE ZINGUERIE

I ETENDUES DES TRAVAUX/REGLEMENTATIONS/NORMES

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- la réalisation des étanchéités de type PVC,
- la réalisation d'étanchéité multicouche,
- la mise en œuvre d'solant,
-
-

II Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

1.1 1 Objet Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les travaux nécessaires à la réalisation des étanchéités de toiture sur le bâtiment en R+1 et sur le toit du plateau technique.

Il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

- Le titulaire du présent lot est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constituant le dossier avant la rédaction de son offre, et ne pourra donc pas se prévaloir de la non connaissance d'un élément figurant dans celles-ci en cours de chantier.

1.1 2 Documents de références - Les travaux du présent lot seront exécutés conformément aux documents cités dans l'énumération des pièces contractuelles du marché ainsi qu'aux normes NF, NF-DTU et NF EN systématiquement applicables au présent marché. Ces documents et normes ne sont donc pas rappelés dans le descriptif. - Lorsque des références figurent, elles sont destinées à attirer l'attention de l'Entrepreneur : . sur un document de parution récente qui aurait pu échapper à sa sagacité ; . sur un détail technique particulier, pour lequel le descripteur n'a pas voulu recopier intégralement un texte figurant dans des documents réputés connus de l'entreprise ; . sur une norme NF, NF-DTU ou NF EN dont l'application n'est pas imposée dans le présent marché.

1.1 3 Documents à fournir par l'entreprise Pendant la période de préparation l'entreprise devra fournir au Maître d'Œuvre tous les détails d'exécution pour approbation : . du système d'étanchéité mis en œuvre, . des relevés, des

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

divers accidents de toiture, . des systèmes de fixation des éléments de sécurité à fixer sur le support des toitures, etc. . et tous autres détails nécessaires à la réalisation des travaux. . l'ensemble des réservations nécessaires pour ses ouvrages, telles que les évacuations des eaux pluviales, etc.

1.1 4 Echantillons à fournir - Pendant la période de préparation du chantier l'entreprise devra soumettre au Maître d'Œuvre les échantillons et les spécifications techniques des différents matériaux mis en œuvre ainsi que les palettes des différents coloris.

1.1 5 Qualité des matériaux - La qualité des matériaux et leur mise en œuvre seront telles que l'ensemble constituant la toiture terrasse et son système d'étanchéité puisse recevoir une garantie décennale. - Les matériaux mis en œuvre seront conforme au présent CCTP et aux Règles et Normes rappelées cidessus. - En aucun cas les matériaux ne pourront être changés sans l'accord écrit du Maître d'Œuvre. - Les complexes d'étanchéité devront être titulaire d'avis technique. - L'entreprise devra fournir les palettes de coloris de tous les matériaux à mettre en œuvre, sans plus-value de couleur, pour choix par le Maître d'Œuvre. - Tous les ouvrages en aluminium mis en œuvre seront prévus protégés par laquage polyester thermodurcissable à 20 microns, suivant les conditions définies par E.W.A.A. - Laquage garanti par le label QUALICOAT. - Pendant la durée du chantier, les ouvrages seront protégés par un film pelable à déposer à la réception. - Teinte suivant choix du Maître d'Œuvre.

1.1 6 Sujétions de mise en oeuvre - Avant le commencement de ses travaux l'entreprise devra s'assurer de la conformité des supports suivant DTU et qu'ils ne présente pas de défauts (flashes, contre pente, irrégularité de surfaces, etc, et adresser en temps opportun les réserves éventuelles. - Support constitué par dalles béton à pente nulle ou en pente. - Nettoyage, évacuation et séchage des zones mouillées.

1.1 7 Sécurité de chantier - L'entreprise devra mettre en œuvre l'ensemble des dispositifs de protection collective pour supprimer le risque de chute de hauteur en périphérie, en sous face et lors des accès en toitures. Les dispositifs de protections individuelles tels que harnais, points d'ancrages etc. ne seront utilisés que si techniquement une protection collective ne peut être mise en place. - Toutes les mesures de sécurité devront être prises pendant les travaux pour assurer la sécurité, du public et du personnel. - L'entreprise devra fournir les attestations de permis feu et prendre toutes les dispositions de sécurité nécessaires à l'utilisation de bouteilles de gaz et d'utilisation de chalumeaux. - Pour tous travaux à risque non spécifiés dans le CCTP, l'entrepreneur est tenu d'informer le Maître d'Œuvre par écrit, avant son intervention, afin de faire approuver les dispositifs de sécurité et la méthodologie de travail devant être mis en place. En cas de non respect de cette démarche et incident lié à ces travaux, l'entrepreneur sera seul responsable. - Un extincteur devra être présent obligatoirement sur la toiture dès lors que des bouteilles de gaz et chalumeaux sont utilisés.

1.1 8 Epreuves d'étanchéité à l'eau - A l'achèvement des travaux du présent lot, sera effectué une épreuve d'étanchéité par terrasse qui sera sanctionnée par un procès-verbal. - Epreuve conforme au DTU par mise en eau de la toiture terrasse jusqu'à - 5 cm de la partie supérieure du point le plus bas des relevés. Ce niveau sera maintenu pendant 24 h minimum. - Examen en sous face des dalles étanchées afin de localiser toutes trace d' humidité. - Ces épreuves seront réalisées en présence du maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle. - Vidange progressive de l'eau.

.1 9 Nettoyage - L'entreprise devra un nettoyage permanent du chantier et des abords par l'évacuation de tous les gravois et déchets provenant de ses travaux. - Les terrasses seront complètement nettoyées avant la réception des travaux.

1.1 10 Mesure de sécurité - Toutes les mesures de sécurité devront être prises pendant les travaux, le long du bâtiment. - Mise en place de barrières de protection afin de délimiter les cheminements en dehors des zones à risques, etc...

1.1 11 Evacuation provisoire des EP - L'évacuation provisoire des eaux pluviales des toitures terrasses est à la charge du présent lot. - Pendant la phase chantier l'entreprise devra raccorder les gargouilles EP sur des descentes EP en PVC jusqu'à 1.00 m du sol extérieur. - Dépose et évacuation avant la pose des descentes définitives.

LOT 01-04 - MENUISERIES ALUMINIUM

I ETENDUES DES TRAVAUX/REGLEMENTATIONS/NORMES

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- la fourniture et pose des menuiseries neuves: fenêtres, portes-fenêtres, fixes...,
- la fourniture et pose de baies intérieures,
- la fourniture et pose de brise-soleil
-

II Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

Toutefois, les principaux sont rappelés dans le présent document (cf. Annexe 1), sans que cette liste ne puisse aucunement être considérée comme exhaustive.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

III Caractéristiques des menuiseries selon leur situation et leur exposition

Les caractéristiques physiques et mécaniques des fenêtres et portes-fenêtres seront à définir par l'entrepreneur en fonction de leur situation et de leur exposition précisées ci-après aux Bases contractuelles.

Ce choix devra satisfaire aux prescriptions des DTU 36.5 – Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures.

IV Réglementation acoustique

Les menuiseries extérieures avec leur vitrage, leurs entrées d'air et leurs coffres de volets roulants, le cas échéant, devront toujours répondre à la réglementation acoustique en vigueur, selon le type de construction.

Bâtiments d'habitation

Nouvelle réglementation acoustique (NRA) – Arrêté du 28 octobre 1994.

Dans le cadre de cette réglementation, les vitrages isolants comporteront un marquage Cekal comportant un classement acoustique à 5 niveaux d'affaiblissement.

Le ou les niveaux d'affaiblissement à prévoir pour la présente opération sont définis aux Bases contractuelles ci-après.

Bâtiments d'enseignement

Nouvelle réglementation acoustique (NRA) – Arrêté du 9 janvier 1995.

Dans le cadre de cette réglementation, les vitrages isolants comporteront un marquage Cekal comportant un classement acoustique à 5 niveaux d'affaiblissement.

Le ou les niveaux d'affaiblissement à prévoir pour la présente opération sont définis aux bases contractuelles ci-après.

Autres constructions ERP

Réglementation acoustique spécifique en vigueur.

V Réglementation européenne

Directive « Produits de construction »

La Directive Produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette Directive est transposée en France par :

- le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (Agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et Agréments techniques européens) sont publiées par le JOUE (*Journal officiel* de l'Union européenne).

Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au *Journal officiel* et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits.

Ils précisent également la durée de la « période transitoire » prévue pour l'écoulement des stocks de produits ne pouvant obtenir le marquage CE.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en oeuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

VI Prestations à la charge du présent lot

Les prestations de menuiseries extérieures à la charge du présent lot comprendront implicitement :

- la fabrication en usine ou en atelier ;
- le transport à pied d'œuvre ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- le coltinage et le montage ;
- la pose ;
- la fixation par tous moyens, compris tous calages, scellements, pisto-scellements, et toutes fournitures et accessoires nécessaires ;
- l'exécution de tous les joints nécessaires quels qu'ils soient, nécessaires pour garantir une étanchéité absolue ;
- la protection des ouvrages finis jusqu'à la réception ;
- l'enlèvement des protections et le nettoyage des ouvrages pour la réception ;
- les échafaudages nécessaires, le cas échéant,

et toutes autres prestations et fournitures nécessaires à la finition complète des ouvrages du présent lot.

Les travaux de vitrage comprendront implicitement :

- la fourniture des volumes, compte tenu des pertes pour chutes et déchets dont les prix tiennent compte, ainsi que tous risques de casse inhérents à la pose ;
- la pose en feuillures et la fixation sur ouvrages de toute nature ;
- le dépoussiérage des feuillures, au préalable ;
- la dépose des parcloles et la repose après pose des verres ;
- le calage des volumes compris fourniture des cales ;
- le masticage et le contre-masticage en mastic à l'huile de lin ou au mastic oléoplastique, à solin dans le cas de feuillure ouverte, à bain de mastic dans le cas de feuillure fermée ou tous autres systèmes de mise en œuvre, avec fonds de joints, bandes préformées, profilés caoutchouc, etc. ;
- toutes les coupes droites, biaisées et courbes ;
- toutes petites fournitures telles que pointes, cales, etc. ;
- le nettoyage des vitrages aux 2 faces après pose.

Annexe 1

Documents de référence contractuels

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération soit exhaustive.

DTU

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables, dont notamment les suivants.

DTU – Norme	Intitulé	Date
DTU 34.1 : Ouvrages de fermeture pour baies libres		
NF P25-201 (P25-201)	DTU 34.1 – Travaux de bâtiment – Ouvrages de fermeture pour baies libres – Partie 1 : cahier des clauses techniques – Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2 du DTU 34.1)	Juin 94
NF P25-201-1 (P25-201-1)	DTU 34.1 – Travaux de bâtiment – Ouvrages de fermeture pour baies libres – Partie 1 : cahier des clauses techniques	Mai 93
NF P25-201-1 COMPIL (P25-201-1 COMPIL)	DTU 34.1. Travaux de bâtiment - Ouvrages de fermeture pour baies libres - Partie 1 : cahier des clauses techniques - Texte compilé de la norme NF P25-201-1 de mai 1993 et de son amendement 1 de juin 1994	Juin 94
NF P25-201-1/A1 (P25-201-1/A1)	DTU 34.1 – Amendement 1 à la norme NF P 25-201-1 de juillet 1993	Juin 94
NF P25-201-2 (P25-201-2)	DTU 34.1 – Travaux de bâtiment – Marchés privés – Ouvrages de fermeture pour baies libres – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Mai 93
DTU 34.2 : Choix des fermetures pour baies équipées de fenêtres en fonction de leur exposition au vent		
FD DTU 34.2 (P25-202)	Travaux de bâtiment - Choix des fermetures pour baies équipées de fenêtres en fonction de leur exposition au vent - Mémento pour les maîtres d'œuvre	Oct. 11

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

DTU 36.5 : Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures		
NF DTU 36.5 (P20-202)	Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures - Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGCM) - Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types - Partie 3 : mémento de choix en fonction de l'exposition - Référence commerciale des parties P1-1, P1-2 et P2 du NF DTU 36.5 d'avril 2010 et du FD DTU 36.5 P3 d'octobre 2010	Oct. 10
NF DTU 36.5 P1-1 (P20-202-1-1)	Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures - Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types	Avril 10
NF DTU 36.5 P1-2 (P20-202-1-2)	Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGCM)	Avril 10
NF DTU 36.5 P2 (P20-202-2)	Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures - Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types	Avril 10
NF DTU 36.5 P3 (P20-202-3)	Travaux de bâtiment - Mise en oeuvre des fenêtres et portes extérieures - Partie 3 : mémento de choix en fonction de l'exposition	Oct. 10
DTU 39 : Miroiterie – vitrerie		
NF DTU 39 (P78-201)	Travaux de bâtiment - Travaux de vitrerie-miroiterie - Partie 1-1 : cahier des clauses techniques - Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGM) - Partie 2 : cahier des clauses spéciales (CCS) - Partie 3 : mémento calculs des contraintes thermiques - Partie 4 : mémento calculs des épaisseurs de vitrages - Partie 5 : mémento sécurité - Référence commerciale des parties 1-1, 1-2, 2, 3, 4 et 5 du DTU 39	Juil. 12
NF DTU 39 P1-1 (P78-201-1-1)	Travaux de bâtiment – Travaux de vitrerie-miroiterie – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques	Oct. 06
NF DTU 39 P1-2 (P78-201-1-2)	Travaux de bâtiment – Travaux de vitrerie-miroiterie – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGM)	Oct. 06
NF DTU 39 P2 (P78-201-2)	Travaux de bâtiment – Marchés privés – Travaux de vitrerie-miroiterie – Partie 2 : cahier des clauses spéciales (CCS)	Oct. 06
NF DTU 39 P3 (P78-201-3)	Travaux de bâtiment – Travaux de miroiterie-vitrerie – Partie 3 : mémento calculs des contraintes thermiques	Oct. 06
NF DTU 39 P4 (P78-201-4)	Travaux de bâtiment - Travaux de vitrerie-miroiterie - Partie 4 : mémento calculs des épaisseurs de vitrages	Juil. 12
FD DTU 39 P5 (P78-201-5)	Travaux de bâtiment – Travaux de vitrerie-miroiterie – Partie 5 : mémento sécurité	Juil. 12

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne.

Les normes sont énumérées dans l'ordre suivant :

- normes NF EN ISO ;
- normes NF EN ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- normes NF ISO ;
- normes NF ;
- normes ISO ;
- normes CEI (Commission électrotechnique internationale).

Labels et certifications de qualité

Les menuiseries extérieures devront satisfaire aux labels de qualité et/ou aux cahiers des charges suivants :

- certificat CERFF : fenêtres métalliques ;
- label EWAA : éléments en aluminium anodisé ;
- label Qualicoat : éléments en aluminium prélaqué ;
- label ECCA : revêtements de parements extérieurs en tôles prélaquées ;
- label SNJF : produits de calfeutrement et compléments d'étanchéité pour éléments de construction.

Les menuiseries extérieures avec leur vitrage devront satisfaire aux labels de qualité et/ou aux cahiers des prescriptions techniques suivants :

- label Acotherm : performances acoustiques et thermiques des fenêtres selon la catégorie et la classe précisées ci-après aux bases contractuelles ;
- label Cekal : qualité des doubles vitrages.

Autres textes à respecter

Mise en œuvre des menuiseries en aluminium – Guide du CSTB réf. G02-10.

Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

Principales règles et recommandations professionnelles (liste non exhaustive)

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des travaux, respecter notamment les « Règles professionnelles » suivantes applicables à ces travaux :

- Règles professionnelles SNJF-UNPVF
- Spécifications TECMAVER.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

I Pièces à fournir par l'entrepreneur avec son offre

À l'appui de leur offre, les entrepreneurs devront obligatoirement joindre un dossier technique.

Ce dossier technique comprendra les points suivants.

Descriptif des menuiseries extérieures proposées

Ce descriptif donnera tous renseignements utiles concernant les différents ouvrages prévus dans l'offre, notamment :

- le type et le modèle des profilés utilisés et la désignation de leur fabricant ;
- les largeurs des montants et traverses ;
- la description détaillée des ouvrages particuliers rencontrés, le cas échéant ;
- la description et définition précise de tous les dispositifs d'étanchéité, le modèle et la provenance des joints d'étanchéité prévus, etc. ;
- les principes et dispositifs de fixation des ouvrages ; et tous autres renseignements et précisions nécessaires à l'appréciation de la qualité des menuiseries proposées.

Articles de ferrage et quincaillerie

- le nombre et la disposition des dispositifs de rotation, ou de translation dans le cas de menuiseries coulissantes ;
- le ou les systèmes de manœuvre, de fermeture et de condamnation ;
- la description, la nature du matériau et le type de finition de tous les articles de ferrage et de quincaillerie.

Avis Techniques et autres

- copies des Avis Techniques pour tous les ouvrages qui y sont soumis ;
- copie du compte rendu d'essais à l'air, à l'eau et au vent avec le classement AEV.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Copies des labels ou certifications de qualité

- certificats CERFF ;
- labels CTB et CTBX et CTBH, le cas échéant ;
- labels EWAA – Qualicoat et ECCA ;
- labels SNJF pour les joints utilisés.

Vitrages

- descriptifs et types de vitrages isolants prévus ;
- certifications Cekal correspondantes.

Labels Acotherm s'il y a lieu

II Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages seront, selon spécifications du CCAP : à la charge de l'entrepreneur.

En revanche, l'entrepreneur aura à sa charge, dans tous les cas, l'établissement des plans de fabrication et de mise en œuvre sur chantier.

Ces plans et dessins devront faire apparaître tous les détails de l'exécution, notamment :

- les formes et profils des éléments constitutifs, y compris ceux intégrant des bouches d'entrée d'air et autres grilles ;
- les détails des dispositifs d'étanchéité et de récolte et d'évacuation des eaux de buées ;
- l'emplacement, le nombre et la référence des articles de quincaillerie ;
- les détails d'assemblage des feuillures, parclofes, etc. ;
- les dimensions des feuillures et autres à réserver pour la pose ;
- les principes et détails de fixation ;
- le mode de calfeutrement ;
- les détails des habillages et couvre-joints,

et tous autres renseignements utiles en fonction des particularités des ouvrages.

III Dimensions des éléments constitutifs

Les sections et dimensions des éléments constitutifs des menuiseries devront être déterminées par l'entrepreneur.

Les sections et dimensions sont à déterminer pour chaque ouvrage en fonction :

- des dimensions de l'ouvrage ;
- du type du ou des ouvrants ;
- du type et du nombre des ferrages ;
- de l'utilisation de l'ouvrage ;
- des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage ;
- des orifices d'entrée d'air, grilles de ventilation ou autres et bien entendu en fonction de la situation de la construction, et de l'implantation et de l'exposition de l'ouvrage ;
- des données précisées aux bases contractuelles ci-après.

IV Sécurité incendie

Les prescriptions particulières concernant la réaction et la résistance au feu des menuiseries extérieures sont précisées ci-après au présent CCTP.

V Éléments modèles

Pour tous les ouvrages dont le nombre d'éléments de même type ou de même principe est relativement important, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place d'un élément à titre de modèle.

La fabrication de la série ne devra en aucun cas commencer avant approbation par le maître d'œuvre de l'élément modèle.

VI Accessoires de manœuvre – Clés – Combinaisons

Accessoires de manœuvre

L'entrepreneur du présent lot aura à livrer au maître de l'ouvrage toutes les clés et tous les accessoires de manœuvre nécessaires pour l'utilisation normale des menuiseries, notamment :

- les clés pour les serrures ;
- les clés à carré pour les batteuses et autres ;
- etc.

Nombre de clés à fournir :

- pour toutes les serrures, il sera, sauf spécifications contraires ci-après, à fournir 3 clés.

L'entrepreneur du présent lot restera responsable de toutes ces clés jusqu'à la réception des travaux.

Combinaisons de serrures

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

C'est en principe l'entrepreneur du lot menuiseries intérieures qui aura à sa charge la mise au point de la combinaison de serrures.

Dans ce but, cet entrepreneur établira un organigramme en temps voulu avec le maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur du présent lot procédera aux commandes des serrures devant fonctionner sur passes suivant les indications qui lui seront données par cet entrepreneur.

VII Étanchéité des menuiseries

Les menuiseries extérieures devront, dans tous les cas, assurer l'étanchéité à l'eau et à l'air, abstraction faite des entrées d'air des grilles de prise d'air.

L'entrepreneur devra donc prévoir et réaliser ses ouvrages en tenant compte de ces impératifs d'étanchéité, notamment aux vents violents, aux pluies fouettantes, à la neige pulvérulente, etc.

Les menuiseries devront toujours répondre à la classe d'étanchéité AEV définie ci-après aux bases contractuelles.

Cette étanchéité sera obtenue par :

- le choix judicieux de la forme des profils, des feuillures, des recouvrements, etc. ;
- des pièces d'appui et des revers d'eau de profil adéquat ;
- des joints incorporés dans les éléments de la menuiserie ;
- la mise en place de joints d'étanchéité entre l'ouvrage de menuiserie et son support.

Dans certains cas, en fonction de la position de la menuiserie (orientation, hauteur du bâtiment, site exposé, etc.), l'entrepreneur aura à prévoir tous les dispositifs d'étanchéité complémentaires nécessaires.

Dans le cas où des infiltrations seraient constatées, l'entrepreneur devra tous travaux nécessaires tels que fourniture et mise en place de joints complémentaires en matière plastique ou caoutchouc, joints métalliques à ressort, calfeutrements en produits pâteux, etc., nécessaires pour obtenir une étanchéité absolue.

VIII Fabrication des menuiseries

Les études sur la pathologie des menuiseries extérieures ont révélé que les désordres les plus fréquemment rencontrés sont les suivants :

Infiltrations d'eau :

- entre les ouvrants et la pièce d'appui : 35 % ;
- au droit des assemblages d'angles : 32 % ;
- à la jonction verticale entre les ouvrants et les dormants : 14 % ;
- à la jonction vitrage – menuiserie : 13 % ;
- à la jonction verticale entre ouvrants : 6 %.

Non-étanchéité à l'air :

- jeux excessifs entre ouvrants : 17 % ;
- défauts des garnitures souples : 18 % ;
- mauvais calages du vitrage : 15 %.

La fabrication des menuiseries devra être réalisée en prenant toutes dispositions pour éviter les risques d'apparition de ces désordres, et notamment :

- par le choix judicieux du profil de la pièce d'appui et de ses dispositifs de récolte et d'évacuation des eaux d'infiltration, et du profil de la traverse basse et de son revers d'eau adapté au profil de la pièce d'appui ;
- par une exécution très précise des assemblages d'angles ;
- par l'emploi de joints et garnitures souples de modèles strictement adaptés aux différents profils utilisés.

Les parties mobiles des menuiseries devront pouvoir se mouvoir sans difficultés et se joindre entre elles ou avec les parties dormantes, avec le minimum de jeu nécessaire.

Les menuiseries qui ne répondraient à ces prescriptions seront refusées, sans contestation possible de l'entrepreneur.

IX Pose et fixations des menuiseries

La pose des menuiseries devra toujours être effectuée par des ouvriers menuisiers qualifiés et l'entrepreneur devra pouvoir en apporter la preuve à tout moment.

Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement exact.

Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau corrects.

Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations.

Ces fixations répondront aux spécifications de l'article 3.1 du DTU 37.1 (norme NF P 24-203), quel que soit le type de menuiserie.

Au sujet de ces fixations, il est spécifié que :

- dans le cas de douilles ou autres à incorporer au coulage du béton, l'entrepreneur du présent lot devra prendre tous accords à ce sujet avec l'entrepreneur de gros œuvre ;
- dans le cas de parements de gros œuvre restant apparents sans enduit, aucune patte de fixation ou autre visible ne pourra être admise pour ces parements ;
- le mode de fixation proposé par l'entrepreneur ne devra en aucun cas entraîner des prestations supplémentaires pour les autres corps d'état.

La fixation de la pièce d'appui au support par vis traversantes ne sera pas admise, sauf si ce type de fixation est expressément autorisé par l'Avis Technique.

L'étanchéité entre le dormant et le support sera réalisée par interposition d'un joint souple destiné à cet usage.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les types et modèles de joints seront judicieusement choisis en fonction du type et de la nature des supports. Une attention particulière devra être apportée à l'étanchéité sous la pièce d'appui et à la jonction du joint horizontal à ses extrémités avec les joints verticaux. En aucun cas, l'entrepreneur du présent lot ne sera fondé à demander un supplément de prix par suite de tel ou tel principe de fixation qu'il n'aurait pas prévu. En tout état de cause, les principes de fixation envisagés par l'entrepreneur devront être soumis au maître d'œuvre pour approbation, et ce dernier pourra demander à l'entrepreneur toutes modifications qu'il jugera nécessaires.

X Calfeutrements – Habillages – Couvre-joints

Les calfeutrements entre les menuiseries et gros œuvre répondront aux articles 3.3 et 4.42 du DTU 37.1 (norme NF P 24-203). Le choix et l'exécution de ces calfeutrements sont à la charge du présent lot, y compris les bourrages et calfeutrements humides en dérogation à l'article 2.13.06 du CCS.

Le mode de calfeutrement devra figurer sur les plans de fabrication conformément aux spécifications ci-avant.

Les prestations à la charge du présent lot comprendront implicitement la fourniture et la pose de tous habillages et couvre-joints intérieurs nécessaires pour réaliser une présentation et un aspect parfaits.

Ces éléments seront toujours en matériau de même nature et aspect que les menuiseries au droit desquelles ils sont disposés.

XI Coffres de volets roulants

Les coffres de volets roulants devront répondre aux conditions suivantes :

- ils doivent être d'une conception et présenter des performances telles qu'ils n'entraînent pas la détérioration des caractéristiques d'étanchéité à l'air de la menuiserie, et par conséquent son isolation phonique et thermique ;
- ils seront revêtus sur leurs parois intérieures d'un matériau absorbant et isolant thermique.

Les caissons de type intégré en PVC devront être de fabrication titulaire d'une certification CSTB, et de marque connue.

XII Panneaux de remplissage pleins

Les panneaux de remplissage dans des menuiseries composées, devront être des panneaux isolants de fabrication industrielle, et en aucun cas des panneaux fabriqués par l'entrepreneur en son atelier.

Ils seront de type *sandwich* constitués par une face extérieure à parement fini, un matériau isolant, et une face intérieure à parement fini ou à peindre, de type et de nature précisés au CCTP ci-après.

Les caractéristiques et performances thermiques et acoustiques des panneaux devront être les suivantes :

- au moins égales à celles de menuiseries vitrées dans lesquelles ils sont incorporés ;

XIII Essais

Les essais des menuiseries seront réalisés dans les conditions définies aux documents techniques applicables au type de menuiserie du présent lot.

XIV Protection et nettoyage des ouvrages finis

Protection des ouvrages finis

Tous les ouvrages du présent lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés, devront être protégés jusqu'à la réception.

Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.

Nettoyage de mise en service

Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages du présent lot seront aux frais du présent lot.

Pour la réception, l'entrepreneur aura à effectuer :

- le nettoyage aux 2 faces de toutes ses menuiseries et accessoires ;
- le nettoyage et lavage parfait aux 2 faces des vitrages de toutes ses menuiseries ;
- l'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

III PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES MENUISERIES

I Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et spécifications suivantes :

Alliages d'aluminium

L'alliage d'aluminium utilisé pour les profilés sera de l'alliage AGS répondant aux normes visées ci-avant.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Fers et aciers

Les aciers employés, le cas échéant, pour précadres, renforts ou autres, devront répondre aux normes visées ci-avant.

Ferrages – Serrures – Quincaillerie

Les articles de ferrage et de quincaillerie devront répondre aux normes les concernant, cette conformité aux normes devra être matérialisée par la marque NF – SNFQ poinçonnée par le fabricant.

Les serrures devront répondre aux normes visées ci-avant, et porter la marque NF – SNFQ – 1 ou A 2 P Serrures.

Visseries et petits accessoires

Ces fournitures devront répondre aux normes les concernant. Les visseries et autres seront toujours, selon leur usage, en alliage léger, ou en acier cadmié ou inox.

Joints et garnitures souples

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des joints titulaires du label SNJF.

II Éléments constitutifs des menuiseries

Précadres

Dans le cas de précadres, ceux-ci seront selon le type de menuiseries et le mode de pose :

- soit en acier galvanisé 15/10 ;
- soit en alliage d'aluminium protégé contre l'oxydation comme les menuiseries.

Pièces d'appui

Tous les menuiseries extérieures, exception faite pour les portes de passage courant, comporteront sur toute leur largeur des pièces d'appui pour la récupération des eaux d'infiltration et de condensation. Ces eaux devront être rejetées à l'extérieur par les orifices judicieusement disposés. Les orifices devront pouvoir être commodément débouchés.

Les pièces d'appui devront rejeter les eaux de ruissellement hors de la partie horizontale du rejingot de l'appui du gros œuvre.

Les orifices extérieurs des trous de buée seront munis d'un dispositif empêchant les refoulements de l'eau sous l'action du vent.

Jets d'eau

Tous les joints d'allure horizontale dans lesquels l'eau pourrait s'infiltrer par gravité, comporteront obligatoirement des jets d'eau saillants.

Feuillures pour vitrages – Parcloles

Les vitrages de type simple ou multivitrage seront posés par parcloles, sauf spécifications contraires ci-après. Dans tous les cas, les feuillures seront autodrainantes.

Toutes les menuiseries comporteront des parcloles, sauf spécifications contraires ci-après. Celles-ci doivent être spécialement étudiées en vue de faciliter leur mise en place et leur dépose. Elles doivent être fixées par vis inoxydables ou protégées contre l'oxydation, ou par clippage inoxydable.

Les parcloles seront toujours en matériau de même nature et présentation que les menuiseries sur lesquelles elles seront à poser.

Manœuvre – Condamnation

Les articles devront permettre une manœuvre aisée des ouvrants et présenter les dispositifs de sécurité à la manœuvre et au nettoyage répondant à la norme NF P 24-301.

Les accessoires visibles en aluminium seront de même finition que les menuiseries (anodisé ou laqué).

Tapées

Dans le cas où des tapées sont prévues, elles seront en matériau de même nature et finition que les menuiseries.

Recouvrements d'appuis

Dans le cas où des bavettes sont prévues, elles seront de type rigide, en matériau de même nature et finition que les menuiseries, toujours démontables pour permettre le contrôle du joint d'étanchéité.

III Protection contre la corrosion

Ouvrages en alliage léger

Selon spécifications ci-après au présent CCTP, la protection contre la corrosion sera traitée par :

- anodisation répondant à la norme NF A 91-450, label EWAA-EURAS, avec garantie de bonne tenue de 10 ans :
 - EWAA – Classe 20, pour milieu atmosphérique agressif, tels que milieu industriel, atmosphère marine ou analogue ;
- laquage industriel répondant à la norme NF A 50-452 :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- revêtement par laque thermodurcissante label Qualicoat, accompagné d'une garantie de bonne tenue de 10 ans pour le blanc et de 5 ans pour les autres coloris.

Ouvrages accessoires en métal

Selon le cas, ils seront traités contre la corrosion par :

- peinture antirouille en résines époxy plus poudre de zinc épaisseur 40 microns après décapage degré de soin : 2,5 ;
- métallisation au zinc, épaisseur 40 microns après décapage au jet de corindon, répondant à la norme NF A 91-201 (norme NF EN 22063) ;
- galvanisation répondant à la norme NF A 91-121 (norme NF EN ISO 1461).

Contacts interdits

Il est rappelé ici l'article correspondant du DTU 32.1 concernant les contacts interdits entre l'aluminium et divers matériaux et les solutions à adopter pour empêcher ces contacts.

IV Articles de ferrage

Les articles de ferrage et les quincailleries sont définies ci-après au présent document par un numéro de référence de la nomenclature ci-après du présent article.

Dans le cas où des marques sont citées ci-après, il faut toujours entendre ou « équivalent ».

Tous les articles devront toujours être présentés au maître d'œuvre pour acceptation.

Les articles de ferrage et de quincaillerie s'entendent fournis et posés, compris :

- les trous nécessaires pour scellement et percements pour vis et boulons ;
- la fourniture et pose des vis et autres pièces de fixation ;
- les scellements pour les pièces à sceller.

Les dimensions et la force des articles de ferrage et de quincaillerie devront toujours être adaptées aux dimensions et poids des ouvrages considérés, ainsi qu'à leur usage.

Toutes les serrures, batteuses, verrous et autres articles à gâche, comprendront toujours la (ou les) gâche(s) correspondante(s).

III PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA VITRERIE

I Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, contrôlé la conformité aux Documents Techniques contractuels visés ci-avant, des ouvrages prescrits ci-après au présent CCTP, en ce qui concerne :

- les épaisseurs des vitrages en fonction de leurs dimensions, de l'exposition des façades, du site, et des autres critères à prendre en compte ;
- les modes de mises en œuvre, en fonction de la nature et du type de menuiserie, du type et de la nature du vitrage, des performances à obtenir, etc.

Dans le cas où apparaîtrait un manque de conformité, il incombera à l'entrepreneur de le rectifier, étant bien spécifié que le montant de son offre devra correspondre à des ouvrages totalement conformes aux prescriptions des Documents Techniques contractuels applicables au présent lot, visés ci-avant.

II Règles générales de mise en œuvre

Il est rappelé ici les règles générales de mise en œuvre à respecter par l'entrepreneur, dans le cadre des conditions et prescriptions des Documents Techniques contractuels visés ci-avant.

Calage des vitrages

Il est rappelé ici l'obligation de calage des vitrages. Les calages d'assise, périphériques et latéraux devront répondre aux spécifications des Documents Techniques.

Jeux des vitrages

Les jeux, tant périphériques que latéraux, devront être conformes aux prescriptions des Documents Techniques.

Fixations des vitrages

Les fixations doivent assurer le maintien du vitrage dans la feuillure, indépendamment des garnitures d'étanchéité.

Étanchéité des vitrages

L'étanchéité des vitrages devra être parfaite. À cet effet, en fonction du système d'étanchéité préconisé, la mise en œuvre desdits matériaux sera exécutée conformément aux spécifications des Documents Techniques.

Dispositions particulières à certains types de vitrages

Les dispositions complémentaires particulières à certains types de vitrages, tels que vitrages isolants thermiques et vitrages feuilletés seront celles définies aux articles correspondants des Documents Techniques.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

III Prescriptions diverses

L'entrepreneur du présent lot restera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Une dérogation à cette prescription pourra toutefois être apportée après accord du maître d'œuvre pour porter au compte prorata les frais de remplacement des vitrages brisés, dont le responsable n'aura pu être déterminé.

En fin de travaux, l'entrepreneur du présent lot devra nettoyer parfaitement tous ses vitrages aux deux faces.

IV Mise en œuvre des vitrages

Selon le cas, les vitrages seront posés comme suit.

Pose des vitrages à feuillure autodrainante, système mixte

Pose des vitrages selon le système dit mixte, avec bande préformée, mise en œuvre et matériaux assurant l'étanchéité conformes aux prescriptions des Documents Techniques.

Dépose préalable des parcloes et repose après mise en place des vitrages.

Avec profilé caoutchouc de compression

LOT 01-05 - MENUISERIES BOIS

I ETENDUE DES TRAVAUX /REGLEMENTATION

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants , **fourniture et pose**:

- o de blocs-portes pré-peintes,
- o de châssis vitrés fixes intérieurs, simple vitrage,
- o de blocs-portes DAS,
- o de portes coulissantes,
- o de façades de gaines techniques,
- o de mains courantes, de patères et protections murales,
- o de la mise en oeuvre de l'organigramme,
- o aménagements divers intérieurs,
- o

II Réglementations générales

L'entrepreneur devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicables aux travaux de son lot.

Se reporter aux Clauses communes pour :

- Code civil
- Code de la construction et de l'habitation
- Code général des collectivités territoriales
- Code des communes
- Code de la santé publique
- Code de l'environnement
- Code de l'urbanisme
- Code rural
- Code du travail
- Tous les autres codes applicables
- Règlement sanitaire national et/ou départemental
- Réglementation sécurité incendie
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier
- Textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux
- Textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché, etc.

III Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

Toutefois, les principaux sont rappelés dans le présent document (cf. Annexe 1), sans que cette liste ne puisse aucunement être considérée comme exhaustive.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

IV Réglementation européenne

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Directive « Produits de construction »

La Directive Produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette Directive est transposée en France par :

- le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (Agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et Agréments techniques européens) sont publiées par le *JOUE (Journal officiel de l'Union européenne)*.

Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au *Journal officiel* et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits.

Ils précisent également la durée de la « période transitoire » prévue pour l'écoulement des stocks de produits ne pouvant obtenir le marquage CE.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

V Réglementations concernant les matériaux et produits

Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« Avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les « agréments » ou « procès-verbaux d'essais » peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « Techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure Atex.

Ces « agréments » ou « procès-verbaux d'essais » peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le bureau Véritas, etc.

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une « marque NF », d'un « label » ou d'une « certification AIMCC », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Labels et autres

FASTE : Blocs-portes intérieurs – Classement des performances au feu, acoustiques, de stabilité et de perméabilité à l'air, thermiques et à l'effraction.

Acerfeu : Résistance au feu.

A2P 1 à 3* : Système de prévention contre le vol et l'incendie.

Cekal : Vitrages isolants.

GTFI : Produits de traitement ignifugé.

SNJF : Matériau pour joints de calfeutrement.

Euroclasses : Classement des matériaux selon leur réaction au feu.

VI Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge du présent lot comprendront implicitement :

- la fabrication en usine ou en atelier ;
- le transport à pied d'œuvre ;
- le coltinage et le montage ou la descente s'il y a lieu ;
- la pose ;
- la fixation par tous moyens, compris tous calages, scellements, pisto-scellements, et toutes fournitures et accessoires nécessaires ;
- la protection des ouvrages finis jusqu'à la réception ;
- l'enlèvement des protections et le nettoyage des ouvrages pour la réception ;
- les échafaudages nécessaires le cas échéant ;
- et toutes les autres prestations et fournitures nécessaires à la finition complète des ouvrages du présent lot.

Les travaux de vitrage comprendront implicitement :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- la fourniture des volumes, compte tenu des pertes pour chutes et déchets dont les prix tiennent compte, ainsi que tous risques de casse inhérents à la pose ;
- la pose en feuillures et la fixation sur ouvrages de toute nature ;
- le dépoussiérage des feuillures au préalable ;
- la dépose des parcloles et la repose après pose des verres, le cas échéant ;
- le calage des volumes compris fourniture des cales ;
- le masticage et le contre-masticage en mastic à l'huile de lin ou au mastic oléoplastique ou autres systèmes de mise en œuvre ;
- toutes les coupes droites, biaises et courbes ;
- toutes petites fournitures telles que pointes, cales, etc. ;
- le nettoyage des vitrages aux 2 faces après pose.

Annexe 1

Documents de référence contractuels

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération soit exhaustive.

DTU

DTU – Norme	Intitulé	Date
DTU 36.1 : Menuiserie en bois		
NF P23-201 (P23-201)	DTU 36.1 – Travaux de bâtiment – Menuiserie en bois – Partie 1 : cahier des clauses techniques – Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2)	Août 02
NF P23-201-1 (P23-201-1)	DTU 36.1 – Travaux de bâtiment – Menuiserie en bois – Partie 1 : cahier des clauses techniques	Nov. 00
NF P23-201-1/A1 (P23-201-1/A1)	DTU 36.1 – Travaux de bâtiment – Menuiserie en bois – Partie 1 : cahier des clauses techniques	Août 02
NF P23-201-2 (P23-201-2)	DTU 36.1 – Travaux de bâtiment – Marchés privés – Menuiserie en bois – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Nov. 00
NF P23-201-2/A1 (P23-201-2/A1)	DTU 36.1 – Travaux de bâtiment – Marchés privés – Menuiserie en bois – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Août 02
NF P74-201-2 (P74-201-2)	DTU 59.1 – Peinture – Marchés privés – Travaux de peinture des bâtiments – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Oct. 94
NF P74-201-2/A1 (P74-201-2/A1)	DTU 59.1 – Peinture – Marchés privés – Travaux de peinture des bâtiments – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Oct. 00

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Les normes sont énumérées dans l'ordre suivant :

- normes NF EN ISO ;
- normes NF EN ;
- normes NF ISO ;
- normes NF ;
- normes ISO ;
- normes CEI.

Autres textes et documents

Devront également être respectées, les prescriptions et spécifications des textes et documents suivants, dans les cas où ils peuvent être applicables à tous ou à certains ouvrages du marché.

Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse «<http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

Principales Règles et recommandations professionnelles (liste non exhaustive)

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des travaux, respecter notamment les « Règles professionnelles » suivantes applicables à ces travaux.

- Règles UNPVF.
- Règles professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints du SNJF.
- Cahier des charges type pour le traitement des bois d'usage.
- Cahier des charges rédigé par le Syndicat national des applicateurs de préservation du bois en partenariat avec le Centre technique du bois.

Textes officiels – Acoustique

Code de la construction et de l'habitation, article R. 111-1.

Bâtiments d'habitation

- Circulaire n° 2000-5/UHC/QC 1/4 du 28 janvier 2000.
- Circulaire apportant des précisions sur l'interprétation de la réglementation, précisant dans chaque chapitre les modifications apportées par rapport aux arrêtés du 28 octobre 1994. Elle abroge et remplace la circulaire n° 98-57 du 5 mai 1998 relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation.
- Arrêté du 28 octobre 1994.
- NRA – Nouvelle réglementation acoustique.

Établissements d'enseignement

Arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement.

Hôtels

Arrêté du 14 février 1986 modifié relatif aux précautions techniques à prendre pour assurer une isolation acoustique suffisante conformément à la réglementation régissant la construction.

Salles de sport

Dans l'attente de la parution d'un arrêté relatif aux caractéristiques acoustiques des salles de sport, il y a lieu de se référer aux dispositions contenues dans la norme NF P90-207 d'octobre 1992.

Locaux de travail

Arrêté du 30 août 1990 relatif à la correction acoustique des locaux de travail.

Textes officiels – Classement au feu – Résistance au feu

Les ouvrages du présent lot concernés par le classement au feu et/ou la résistance au feu, devront répondre aux textes en vigueur à ce sujet.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

I Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et spécifications suivantes :

Nature et qualité des bois massifs

Les bois utilisés pour les menuiseries faisant l'objet du présent lot devront répondre au moins aux classifications d'aspect et aux caractéristiques technologiques et physiques précisées par les normes, notamment :

- NF B 52-001, ci-avant mentionnée.

Les spécifications essentielles de ces normes sont résumées ici.

Les choix des bois utilisés seront déterminés en fonction de la nature des travaux et de leur mode de finition et devront correspondre au moins à ceux fixés dans le tableau ci-après :

Essences	Conditions d'emplois et de définition des faces		
	Visibles	Peintes	Cachées
Sapin – Épicéa	Classe B	Classe C	Classe D
Pin	Sans nœud	Menuiserie fine	Menuiserie commune
Mélèze	1 ^{er} choix	Menuiserie	Menuiserie
Résineux d'importation	Choix au moins équivalent aux précédents, suivant l'essence et les conditions d'emplois		
Feuillus durs NF B 53-501 (ci-avant mentionnée)	Classe A	Classe B	Classe C
Feuillus tendres	Choix	Bons bois	Bons bois
Feuillus d'importation	Choix au moins équivalent aux précédents suivant l'essence et les conditions d'emplois		

Humidité

Tous les bois seront pour l'usinage, amenés à l'état d'humidité compatible avec l'emploi considéré, soit $(15 \pm 2) \%$. Pour les éléments collés, l'humidité doit être abaissée à un taux permettant de garantir un collage satisfaisant, en général inférieur à 15 %.

Au départ du lieu de fabrication, le bois des menuiseries devra avoir un état hygrométrique au plus égal à 18 %.

Durabilité

Les bois utilisés pour les menuiseries extérieures devront présenter une bonne durabilité naturelle ou assurée par un traitement reconnu efficace.

Les caractéristiques technologiques ci-après demeurent impératives, quel que soit le choix d'aspect.

Résineux

Les résineux devront présenter des cernes étroits et réguliers d'épaisseur moyenne inférieure ou égale à :

- 5 mm et une texture forte pour usages extérieurs ;
- 7 mm pour usages intérieurs.

Feuillus

Les feuillus à structure hétérogène (chêne, châtaignier, orme, etc.) devront présenter des cernes étroits et réguliers d'épaisseur moyenne inférieure ou égale à 5 mm.

Les feuillus à structure homogène (hêtre, peuplier) devront présenter une structure douce et ne seront ni pelucheux, ni chanvreux.

Épaisseurs des bois massifs

Les épaisseurs finies des bois massifs ne devront en aucun cas être inférieures à celles indiquées au DTU 36.1 – Article 2.11, selon qu'ils sont corroyés 1 ou 2 parements.

Nature et qualité des panneaux dérivés du bois

Les choix d'aspect, les caractéristiques physiques et les caractéristiques technologiques des panneaux dérivés du bois devront être au moins égaux aux spécifications des DTU et répondre aux normes les concernant énumérées en tête du présent document.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Produits verriers

Les produits verriers devront répondre aux différentes normes énumérées à l'article 5.8 de la norme NF P 23-305 (ci-avant mentionnée).

Fers et aciers

Les aciers employés, le cas échéant, pour précadres, renforts ou autres, devront répondre aux normes les concernant.

Ferrages – Serrures – Quincaillerie

Les articles de ferrage et de quincaillerie devront répondre aux normes les concernant, cette conformité aux normes devra être matérialisée par la marque NF – SNFQ poinçonnée par le fabricant.

Les serrures devront répondre aux normes visées ci-avant, et porter la marque NF – SNFQ – 1 ou A 2 P Serrures.

Profilés en PVC

Les profilés seront en PVC rigide extrudés.

Ils seront obligatoirement de type à chambres multiples, en provenance de fabricants notoirement connus tels que *Trocal, Veka, Kommerling* ou équivalents, avec certification de suivi et de marquage du CSTB.

Les profilés comporteront, le cas échéant, en fonction des dimensions de l'ouvrage, des renforts en acier galvanisé.

Les profilés de teinte claire répondront à la norme NF P 24-500 (ci-avant mentionnée).

Visseries et petits accessoires

Ces fournitures devront répondre aux normes les concernant. Les visseries et autres seront toujours selon leur usage en alliage léger, en acier cadmié ou en inox.

Jointes et garnitures souples

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des joints titulaires du label SNJF.

II Protection des bois

Protection insecticide et fongicide

La protection insecticide et fongicide n'est pas obligatoire dans tous les cas.

L'entrepreneur aura toutefois implicitement à sa charge l'application d'un produit de traitement adapté, dans tous les cas où cette protection est nécessaire selon spécifications du DTU et normes :

- DTU 36.1 – Article 3.1 ;
- norme NF P 23-305 – Annexe 2.

Couche d'impression

Le CCTP précise ci-après si une couche d'impression, une première couche de vernis ou une couche d'imprégnation, selon le cas, est à appliquer sur les menuiseries par le présent lot, ou si le présent lot n'a aucune couche à sa charge.

Dans le cas où le présent lot doit appliquer une couche préparatoire en atelier sur les menuiseries, le produit employé devra être compatible avec les couches de finition qui seront réalisées par l'entrepreneur de peinture.

L'entrepreneur du présent lot aura à prendre contact en temps voulu à ce sujet avec l'entrepreneur de peinture.

Dans le cas où aucune couche préparatoire n'est à appliquer sur les menuiseries en atelier par le présent lot, celui-ci devra néanmoins appliquer une couche de protection sur toutes les parties d'ouvrages non accessibles après coup.

Toutes les pièces de ferrage et articles de quincaillerie, sauf ceux en métal traité ou métal non oxydable, devront être livrés par le présent lot, munis d'une couche primaire de protection contre la corrosion.

III Protection des ouvrages accessoires métalliques

Selon spécifications ci-après, au présent document, les éléments accessoires, renforts, etc. en métal ferreux seront traités contre la corrosion, selon le cas par :

- peinture antirouille en résines époxy plus poudre de zinc épaisseur 40 microns après décapage degré de soin : 2,5 ;
- métallisation au zinc, épaisseur 40 microns après décapage au jet de corindon, répondant à la norme NF A 91-201 (ci-avant mentionnée) ;
- galvanisation, répondant à la norme NF A 91-121 (ci-avant mentionnée), masse nominale du revêtement par face 300 grammes par mètre carré.

IV Pièces à fournir par l'entrepreneur avec son offre

À l'appui de leur offre, les entrepreneurs devront obligatoirement joindre un dossier technique.

Ce dossier technique comprendra différents éléments :

Descriptif des ouvrages de menuiserie intérieure proposée

Ce descriptif donnera tous renseignements utiles concernant les différents ouvrages prévus dans l'offre, notamment :

- l'essence des bois utilisés et leur provenance, et dans le cas de menuiseries industrielles, la désignation du fabricant ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- les largeurs des montants et traverses ;
 - la description détaillée des ouvrages particuliers rencontrés, le cas échéant, tels que habillages, fermetures des vides entre ouvrages, etc. ;
 - la description et définition précise de tous les dispositifs coupe-feu, acoustiques, etc., le cas échéant ;
 - les principes et dispositifs de fixation des ouvrages,
- et tous autres renseignements et précisions nécessaires à l'appréciation de la qualité des menuiseries proposées.

Articles de ferrage et quincaillerie

- Nombre et disposition des dispositifs de rotation, ou de translation dans le cas de menuiseries coulissantes.
- Systèmes de manœuvre, de fermeture et de condamnation.
- Description, nature du matériau et type de finition de tous les articles de ferrage et de quincaillerie.

Avis Techniques

Copies des Avis Techniques pour tous les ouvrages qui y sont soumis.

Copies des labels ou certifications de qualité

Pour toutes les fournitures qui en font l'objet.

Vitrages

Descriptifs et types de vitrages isolants prévus.

Certifications CEKAL correspondantes.

V Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages, selon spécifications du CCAP, seront à la charge :

- soit du maître d'œuvre ;
- soit de l'entrepreneur.

En revanche, l'entrepreneur aura à sa charge, dans tous les cas, l'établissement des plans de fabrication et de mise en œuvre sur chantier.

Ces plans et dessins devront faire apparaître tous les détails de l'exécution, notamment :

- les largeurs des montants et traverses ;
- les formes et profils des éléments constitutifs, y compris ceux intégrant des bouches d'entrée d'air et autres grilles, le cas échéant ;
- l'emplacement, le nombre et la référence des articles de quincaillerie ;
- les détails d'assemblage des feuillures, parcloies, etc. ;
- les dimensions des feuillures et autres à réserver pour la pose ;
- les principes et détails de fixation ;
- le mode de calfeutrement ;
- les modèles et types de joints acoustiques ;
- les détails des habillages et couvre-joints,
- et tous autres renseignements utiles en fonction des particularités des ouvrages.

VI Dimensions des éléments constitutifs

Les sections et dimensions des éléments constitutifs des menuiseries devront être déterminées par l'entrepreneur.

Les sections et dimensions sont à déterminer pour chaque ouvrage en fonction notamment :

- des dimensions de l'ouvrage ;
- du type du ou des ouvrants ;
- du type et du nombre des ferrages et des fixations ;
- de l'utilisation de l'ouvrage ;
- des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage ;
- des orifices d'entrée d'air, grilles de ventilation ;
- de la position de l'ouvrage.

VII Échantillons

Avant toute commande, l'entrepreneur devra fournir les échantillons de tous les articles de ferrage et de quincaillerie qu'il envisage de mettre en œuvre.

Pour les ouvrages fabriqués de grandes dimensions (huisseries, bâtis, portes, etc.), l'entrepreneur devra présenter les documentations techniques des fournisseurs.

VIII Éléments modèles

Pour tous les ouvrages dont le nombre d'éléments de même type ou de même principe est relativement important, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place d'un élément à titre de modèle.

La fabrication de la série ne devra en aucun cas commencer avant approbation par le maître d'œuvre de l'élément modèle.

IX Accessoires de manœuvre – Clés – Combinaisons

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Accessoires de manœuvre

L'entrepreneur du présent lot aura à livrer au maître d'ouvrage toutes les clés et accessoires de manœuvre nécessaires pour l'utilisation normale des menuiseries, notamment :

- les clés pour les serrures ;
- les clés à carré pour les batteuses et autres ;
- etc.

Nombre de clés à fournir pour toutes les serrures : il sera, sauf spécifications contraires ci-après, à fournir 3 clés. L'entrepreneur du présent lot restera responsable de toutes ces clés jusqu'à la réception des travaux.

Combinaisons de serrures

C'est l'entrepreneur du présent lot qui aura à sa charge la mise au point de la combinaison de serrures.

Dans ce but, cet entrepreneur établira un organigramme en temps voulu avec le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge de coordonner avec les entrepreneurs des autres lots concernés les commandes des serrures et cylindres devant entrer dans la combinaison de serrures.

X Tenue au feu

Toutes les portes et autres coupe-feu et pare-flammes prévus au présent lot doivent avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essais émanant d'un organisme de contrôle habilité. Les essais ne pourront être extrapolés que dans le cadre de la législation officielle en vigueur.

Dans l'hypothèse d'ouvrages ne possédant pas de procès-verbal d'essais ou pour lesquels une extrapolation ne pourrait être acceptée, l'entrepreneur aura à sa charge les essais à effectuer pour lesdits ouvrages. Ceux-ci devront alors être entrepris avec suffisamment d'avance pour ne pas entraîner de retards sur le planning d'exécution.

La mise en œuvre des portes et blocs-portes coupe-feu et/ou pare-flammes de degré 1/4 et 1/2 heure, devra être effectuée en respectant strictement les prescriptions du DTU 36.1, article 5.83.

La mise en œuvre des blocs-portes de degré coupe-feu supérieur devra être effectuée en stricte conformité avec les spécifications de l'Avis Technique ou du PV d'essai, et les prescriptions du fabricant.

En ce qui concerne les bois massifs et les panneaux dérivés du bois, les classements de réaction au feu sont précisés aux « commentaires » de l'article 3.21 du DTU 36.1 en fonction de leur essence et de leur épaisseur. Dans le cas où la réglementation impose un classement de réaction au feu amélioré (M1 – M2) par rapport au classement initial, l'entrepreneur devra réaliser un traitement ignifuge, le produit ou le bois ignifugé devra alors faire l'objet d'un PV de classement.

XI Règles d'exécution

L'exécution des ouvrages devra se faire dans les conditions précisées aux documents contractuels de référence visées ci-avant.

Sur les parements vus, les têtes de pointes et de chevilles métalliques doivent être chassées à une profondeur d'au moins 1 mm.

Sauf spécifications contraires ci-après pour les ouvrages vitrés, les vitrages simples ou les multivitrages seront posés par parclofes.

Celles-ci doivent être spécialement étudiées en vue de faciliter leur mise en place et leur dépose. Elles doivent être fixées par vis inoxydables ou protégées contre l'oxydation, ou par clippage inoxydable.

Les parclofes seront toujours de même nature et présentation que les menuiseries sur lesquelles elles seront à poser.

Les parties mobiles, vantaux, etc. des menuiseries devront se mouvoir sans difficulté et joindre entre elles ou avec les parties, dormants, etc. L'entrepreneur devra tenir compte de l'épaisseur des couches de peinture devant être appliquées sur les menuiseries.

Pour la livraison des ouvrages (réception), l'entrepreneur devra vérifier le fonctionnement et la manœuvre de toutes les parties mobiles, quincailleries et éléments de ferrage, afin de garantir la fermeture et l'ouverture parfaite de tous les ouvrants.

XII Pose et fixations

Les ouvrages seront posés avec la plus grande précision à leur emplacement exact. Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

Les tolérances de pose des menuiseries précisées au DTU 36.1, articles 5.811, 5.822, 5.823, 5.824, 5.84 et 5.85 ne devront en aucun cas être dépassées. Dans le cas contraire, les ouvrages devront être déposés et reposés correctement.

Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations.

Au sujet de ces fixations, il est spécifié que :

- dans le cas de douilles ou autres à incorporer au coulage du béton, l'entrepreneur du présent lot devra prendre tous accords à ce sujet avec l'entrepreneur de gros œuvre ;
- dans le cas de parements de gros œuvre restant apparents sans enduit, aucune patte de fixation ou autre apparente ne pourra être admise pour ces parements ;
- le mode de fixation proposé par l'entrepreneur ne devra en aucun cas entraîner des prestations supplémentaires pour les autres corps d'état ;
- en aucun cas l'entrepreneur du présent lot ne sera fondé à demander un supplément de prix par suite de tel ou tel principe de fixation qu'il n'aurait pas prévu.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

La planéité des ouvrages devra répondre aux prescriptions du DTU 36.1, articles 5.86 et 5.882.

En tout état de cause, les principes de fixation envisagés par l'entrepreneur devront être soumis au maître d'œuvre pour approbation, et ce dernier pourra demander à l'entrepreneur toutes modifications qu'il jugera nécessaires.

XIII Habillages – Couvre-joints

Les prestations à la charge du présent lot comprendront implicitement la fourniture et la pose de tous habillages et couvre-joints nécessaires pour réaliser une présentation et un aspect parfaits.

Ces éléments seront toujours de mêmes nature et aspect que les menuiseries au droit desquelles ils sont disposés.

XIV Recoupement des vantaux de portes en partie basse

L'entrepreneur du présent lot doit tous les recoupements en partie basse de portes nécessaires, en fonction du principe de ventilation des locaux prévu.

Aucun supplément ne sera jamais accordé pour cette sujétion.

XV Prescriptions concernant la vitrerie

Obligation de l'entrepreneur

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, contrôlé la conformité aux documents techniques contractuels visés ci-avant, des ouvrages prescrits ci-après au présent CCTP, en ce qui concerne :

- les épaisseurs des vitrages en fonction de leurs dimensions, de l'exposition des façades, du site et des autres critères à prendre en compte ;
- les modes de mises en œuvre, en fonction de la nature et du type de menuiserie, du type et de la nature du vitrage, des performances à obtenir, etc.

Dans le cas où apparaîtrait un manque de conformité, il incombera à l'entrepreneur de le rectifier, étant bien spécifié que le montant de son offre devra correspondre à des ouvrages totalement conformes aux prescriptions des documents techniques contractuels applicables au présent lot, visés ci-avant.

Règles générales de mise en œuvre

Il est rappelé ici les règles générales de mise en œuvre à respecter par l'entrepreneur, dans le cadre des conditions et prescriptions des documents techniques contractuels visés ci-avant.

Il est rappelé ici l'obligation de calage des vitrages. Les calages d'assise, périphériques et latéraux, devront répondre aux spécifications des documents techniques.

Les jeux, tant périphériques que latéraux, devront être conformes aux prescriptions des documents techniques.

Les fixations doivent assurer le maintien du vitrage dans la feuillure, indépendamment des garnitures d'étanchéité.

L'étanchéité des vitrages devra être parfaite. À cet effet, en fonction du système d'étanchéité préconisé, la mise en œuvre desdits matériaux sera exécutée conformément aux spécifications des documents techniques.

Les dispositions complémentaires particulières à certains types de vitrages tels que vitrages isolants thermiques et vitrages feuilletés seront celles définies aux articles correspondants des documents techniques.

Prescriptions diverses

L'entrepreneur du présent lot restera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Une dérogation à cette prescription pourra toutefois être apportée après accord du maître d'œuvre pour porter au compte prorata les frais de remplacement des vitrages brisés, dont le responsable n'aura pu être déterminé.

En fin de travaux, l'entrepreneur du présent lot devra nettoyer parfaitement tous ses vitrages aux deux faces.

Mise en œuvre des vitrages

La mise en œuvre des vitrages et des parclozes devra être effectuée dans les conditions définies par les documents techniques suivants :

- DTU 39 vitrerie – miroiterie ;
- norme NF P 23-305 (ci-avant mentionnée).

XVI Parements stratifiés, lamifiés, replaqués, etc.

Les ouvrages en stratifié, lamifié, placage, etc. devront dans tous les cas présenter une finition absolument parfaite.

Les coupes, ajustages, joints, etc. devront être très soigneusement réalisés et proprement finis.

Aucune épaufure du matériau ne sera admise, aucune rayure ou autre défaut sur les parements vus ne sera toléré.

Tous les parements revêtus en stratifié, lamifié, placage, devront être garantis par l'entrepreneur contre les déformations, si minimales soient-elles.

Il appartiendra donc à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions utiles à cet effet lors de la fabrication, par le choix du matériau support et du type de colle conforme aux normes, par la mise en place de revêtements dits de contrebalancement, etc.

Pour assurer une finition très soignée, les ajustages des revêtements aux angles et arêtes vives seront réalisés à joints vifs, les revêtements étant chanfreinés afin que l'épaisseur du matériau ne soit pas visible.

XVII Articles de ferrage – Quincaillerie

Les articles de ferrage et les quincailleries sont définis ci-après au présent document par un numéro de référence de la nomenclature ci-après du présent article.

Avant toute commande, l'entrepreneur devra proposer à l'approbation du maître d'œuvre les modèles et type d'articles de ferrage et de quincaillerie qu'il envisage d'utiliser.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Ces articles devront répondre aux spécifications ci-après.

Le maître d'œuvre aura toujours le droit de refuser les articles proposés s'ils ne répondent pas aux prescriptions et spécifications du présent CCTP.

Tous les articles entrant dans le cadre du label devront être poinçonnés ou estampillés NF-SNFQ ou SNFQ.

Les articles de ferrage et de quincaillerie s'entendent fournis et posés, compris :

- les entailles nécessaires dans le bois, les trous nécessaires pour scellement ;
- la fourniture et pose des vis et autres pièces de fixation ;
- les scellements pour les pièces à sceller.

Les dimensions et la force des articles de ferrage et de quincaillerie devront toujours être adaptées aux dimensions et poids des ouvrages considérés, ainsi qu'à leur usage.

Toutes les serrures, batteuses, verrous et autres articles à gâche, comprendront toujours la ou les gâches correspondantes.

XVIII Protection et nettoyage des ouvrages finis

Protection des ouvrages finis

Tous les ouvrages du présent lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Cette protection pourra être constituée par des bandes adhésives, par un film plastique, par un vernis ou par tout autre moyen efficace.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.

Tous les angles vifs et arêtes des ouvrages en bois tels que huisseries, bâtis, etc. devront être protégés pendant la durée du chantier par des baguettes ou autres procédés efficaces.

Nettoyage de mise en service

Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages du présent lot seront aux frais du présent lot.

Pour la réception, l'entrepreneur aura à effectuer :

- le nettoyage aux 2 faces de toutes ses menuiseries et accessoires ;
- le nettoyage et lavage parfait aux 2 faces des vitrages de toutes ses menuiseries ;
- l'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

LOT 01-06 - PLATRERIE/PLAFONDS

I ETENDUE DES TRAVAUX /REGLEMENTATION

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par le présent lot sont essentiellement les suivants, la réalisation :

- de cloisons de distribution,
- de cloisons de doublages,
- d'habillage de bâti-supports,
- de plafonds en dalles et retombées plâtre,
-

II Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux.

III Documents de référence contractuels

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui sont applicables aux travaux du marché, dont notamment les suivants :

- DTU/CCTG
- Normes
- Règles de calcul
- Cahiers des prescriptions communes

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- Règles professionnelles
- Textes législatifs et textes réglementaires
- Réglementation européenne des « Produits de construction ».

IV Réglementations générales

L'entrepreneur devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicables aux travaux de son lot.

Se reporter aux Clauses communes ou générales pour :

- Code civil.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code des communes.
- Code de la santé publique.
- Code de l'environnement.
- Code du travail.
- Tous les autres codes applicables.
- Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier.
- Textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux.
- Textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché.

V Procédés et produits de techniques non courantes

Se reporter aux Clauses communes ou générales pour :

- Avis techniques.
- Procédure Atex.

VI Réglementations concernant les matériaux et produits

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Marquages de qualité nationaux

Produits	Qualification délivrée	Organisme délivreur
Marque NF		
Produits objets de normes applicables	NF	AFNOR Association française de normalisation
Produits écologiques	NF Environnement	AFNOR Association française de normalisation
Certification		
Composants et matériaux des bâtiments	Cstbatt	CSTB Centre scientifique et technique du bâtiment
Composants du bâtiment	Aviq – Cebtp – Cerf – Acotherm – Cekal – Snjf	CEBTP Centre expérimental de recherche et d'études du bâtiment et des travaux publics
Produits en béton	Qualif – IB	CERIB Centre d'études et de recherche de l'industrie du béton
Produits de l'industrie du béton	Qualif – IB	FIB Fédération des industries du béton

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Produits en terre cuite	Cttb	CTTB Centre technique des tuiles et briques
Domaine du bois	CTB – Acotherm	CTBA Centre technique du bois
Produits de traitement ignifugé	Gtfi	GTFI Groupement technique français de l'ignifugation
Produits de la visserie, boulonnerie et chevilles métalliques à expansion	Certiméca	CERTIMÉCA
Matériaux isolants manufacturés Isolations thermiques	ACERMI ACERMI	ACERMI Association pour la certification des matériaux isolants
Résistance au feu ou protection incendie	Acerfeu	ACERFEU Association pour la certification en résistance au feu des éléments de construction
Matériaux de calfeutrement	Snjf	SNJF Syndicat national des joints et façades

VII Réglementation sécurité incendie

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place.

VIII Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

Se reporter aux Clauses communes ou générales pour :

- Sécurité et protection de la santé sur le chantier.
- Sécurité des ouvriers contre les chutes.
- Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

IX Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

Déchets de chantier

Déchets courants

Directive cadre européenne 2008/98/CE.

Nomenclature déchets : annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Principe de responsabilité du producteur de déchets : articles L. 541-2 et L. 541-23 du Code de l'environnement.

Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) : article L. 541-10 du Code de l'environnement.

Collecte et transport de déchets, déclaration préfecture : article R. 541-50 du Code de l'environnement.

Bordereaux de traçabilité des déchets : article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Registre déchets : arrêté du 29 février 2012.

Obligations liées aux emballages : articles R. 543-66 à R. 543-74 du Code de l'environnement.

Diagnostic déchets avant démolition : décret du 31 mai 2011 et arrêté du 19 décembre 2011.

Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets du BTP : article L. 541-14-1 du Code de l'environnement.

Transfert transfrontalier de déchets : note de synthèse du ministère et Règlement du 14 juin 2006.

Déchets dangereux

Non concerné

Déchets d'amiante

Non concerné

Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- l'article R. 1334-36 du Code de la santé publique concernant « les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;
- l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
- le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ;
- les comportements anormalement bruyants ;
- les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.

Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantier sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores, que l'entrepreneur du présent lot sera tenu de respecter :

- le décret d'application du 23 janvier 1995 concernant « les émissions sonores des objets et engins bruyants » ;
- la directive européenne (directive 2000/14/CE) concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores ».

X Documents techniques de référence

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

Toutefois, les principaux sont rappelés dans le présent document (*cf.* Annexe 1), sans que cette liste ne puisse aucunement être considérée comme exhaustive.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

XI Obligations et responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- conformité à la Réglementation ;
- conditions hygrométriques des locaux ;
- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux ;
- etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles. Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

XII Prix du marché

Les prix du marché comprendront implicitement :

- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon le CCAP ;
- si l'opération comporte plusieurs lots, la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- si l'opération comporte plusieurs lots, la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant.

Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux, ainsi que les travaux suivants :

- le nettoyage et l'enlèvement de toutes projections sur les parois verticales, plafonds et sols, etc., ainsi que de tous déchets et gravats résultant des travaux et leur enlèvement aux décharges publiques ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

Ils comprendront également la remise au maître d'ouvrage lors de la réception de la (ou des) notice(s) d'entretien.

Enduits

En ce qui concerne les enduits, les prix du marché comprendront implicitement :

- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- le dépoussiérage et le brossage du support ainsi que le rebouchage éventuellement nécessaire ;
- la fourniture et l'application de la couche d'accrochage, s'il y a lieu ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- les dégrossis et surcharges locales exécutés en plâtre ;
- la fourniture, la mise en œuvre et la fixation du grillage ou treillis métallique, métal déployé ou grillage céramique servant d'armature à ces dégrossis ou surcharges et à l'enduit proprement dit, y compris l'application de barbotine de ciment sur le treillage céramique ;
- la fourniture et la mise en œuvre des armatures ou produits de désolidarisation au droit des jonctions de supports de natures différentes ;
- la protection contre la corrosion d'éventuels petits éléments métalliques.

Cloisons en carreaux de plâtre et en plaques de plâtre

En ce qui concerne les cloisons en carreaux de plâtre et celles en plaques de plâtre, les prix du marché comprendront implicitement le traçage de la cloison.

Lors de la mise en œuvre des carreaux de plâtre, seront compris toutes façons et fournitures diverses : plâtre, colle, eau, électricité, bandes résilientes inférieures à 20 mm, joints souples, calicots, etc. nécessaires à cette pose.

Pose des pattes de scellement.

Les piquages et nettoyages, le cas échéant (nécessaires) de la surface du gros œuvre ou des enduits déjà exécutés au raccord avec la cloison.

Les cloisons en plaques de plâtre comprendront toutes les fournitures diverses : matériaux d'ossature (bois, fourrures, montants...), dispositifs d'appui intermédiaire (pour les habillages), matériaux de fixations (clous, vis, adhésifs), matériaux de traitement des joints (bandes et enduits), dispositifs de protection des angles saillants verticaux (bandes spéciales, baguettes d'angles), dispositifs de protection en pied pour les cloisons, etc., nécessaires à cette pose.

Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire :

- il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la Réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

Annexe 1

Documents de référence contractuels

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération soit exhaustive.

DTU

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et spécifications des documents techniques et réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment les suivants.

DTU spécifiques pour les travaux du présent marché

NF DTU 25.1 (P71-201) : Enduits intérieurs en plâtre

NF DTU 25.1 P1-1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment – Enduits intérieurs en plâtre – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P71-201-1-1)

NF DTU 25.1 P1-2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment – Enduits intérieurs en plâtre – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P71-201-1-2)

NF DTU 25.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment – Enduits intérieurs en plâtre – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P71-201-2)

NF DTU 25.231 (P68-202) : Plafonds suspendus en éléments de terre cuite

NF DTU 25.231 P1-1 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment – Plafonds suspendus en éléments de terre cuite – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P68-202-1-1)

NF DTU 25.231 P1-2 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment – Plafonds suspendus en éléments de terre cuite – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P68-202-1-2)

NF DTU 25.231 P2 (juillet 2015) : Travaux de bâtiment – Plafonds suspendus en éléments de terre cuite – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P68-202-2)

NF DTU 25.31 (P72-202) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre (cloisons en carreaux de plâtre à parements lisses)

DTU 25.31 (NF P72-202-1) (avril 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre – Exécution des cloisons en carreaux de plâtre – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P72-202-1)

DTU 25.31 (NF P72-202-2) (avril 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre – Exécution des cloisons en carreaux de plâtre – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P72-202-2)

DTU 25.31 (NF P72-202-3) (juillet 1994) : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre – Exécution des cloisons en carreaux de plâtre – Partie 3 : Mémento (Indice de classement : P72-202-3)

NF DTU 25.41 (P72-203) : Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées)

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

NF DTU 25.41 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en plaques de plâtre – Plaques à faces cartonnées – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-203-1-1)
NF DTU 25.41 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en plaques de plâtre – Plaques à faces cartonnées – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P72-203-1-2)
NF DTU 25.41 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment – Ouvrages en plaques de plâtre – Plaques à face cartonnées – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-203-2)

DTU 25.42 (P72-204) : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant

NF DTU 25.42 P1-1 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment – Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P72-204-1-1)
NF DTU 25.42 P1-2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment – Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P72-204-1-2)
NF DTU 25.42 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment – Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre et isolant – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P72-204-2)

NF DTU 58.1 (P68-203) : Plafonds suspendus

NF DTU 58.1 P1-1 (décembre 2008) : Travaux de bâtiment – Plafonds suspendus – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (CCT) (Indice de classement : P68-203-1-1)
NF DTU 58.1 P1-2 (décembre 2008) : Travaux de bâtiment – Plafonds suspendus – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P68-203-1-2)
NF DTU 58.1 P2 (décembre 2008) : Travaux de bâtiment – Plafonds suspendus – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (CGS) (Indice de classement : P68-203-2)

Autres DTU pouvant être applicables pour les parties des travaux du présent marché qui sont traités dans ces DTU

NF DTU 24.1 (P51-201) : Travaux de fumisterie

NF DTU 24.1 P1 (février 2006) : Travaux de bâtiment – Travaux de fumisterie – Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils – Partie 1 : Cahier des clauses techniques – Règles générales + Amendement A1 (décembre 2011) + Amendement A2 (décembre 2012) (Indice de classement : P51-201-1)
NF DTU 24.1 P2 (février 2006) : Travaux de bâtiment – Travaux de fumisterie – Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils – Partie 2 : Cahier des clauses techniques – Règles spécifiques d'installation des systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils raccordés dits de type B utilisant des combustibles gazeux + Amendement A1 (décembre 2011) (Indice de classement : P51-201-2)
NF DTU 24.1 P3 (février 2006) : Travaux de bâtiment – Travaux de fumisterie – Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils – Partie 3 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P51-201-3)

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.

NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.

NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.

NF : norme française.

CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Autres normes applicables aux travaux du présent lot

Devront également être respectées toutes les autres normes non citées ci-avant, ainsi que celles énumérées dans les DTU, normes et autres documents contractuels, et toujours en vigueur, pouvant être applicables aux travaux du présent marché.

Textes officiels

Devront être respectées les dispositions des différents textes officiels dans la mesure où ils sont applicables à tous ou à certains travaux du présent marché.

Ces textes sont notamment les suivants.

Comportement au feu

Arrêté du 3 août 1999 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages.

Arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.

Acoustique

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Établissements de santé

Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé.

Locaux de travail

Arrêté du 30 août 1990 relatif à la correction acoustique des locaux de travail.

Ainsi que tous autres textes officiels concernant l'acoustique à l'intérieur des bâtiments connus à la prise d'effet précisée au CCTL.

Réglementation thermique 2012

La RT 2012 est appliquée depuis le 28 octobre 2011 pour les bâtiments publics d'enseignement, d'accueil de la petite enfance et les bâtiments tertiaires ; elle est généralisée le 1^{er} janvier 2013 pour les bâtiments résidentiels.

Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.

Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions.

Textes complémentaires

Arrêté du 3 mai 2007 relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique ».

Arrêté du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.

Note sur le traitement des cas particuliers dans les réglementations thermiques des bâtiments neufs et existants et dans les labels HPE.

Documents RAGE (Règles d'Application du Grenelle de l'Environnement)

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et recommandations indiquées dans les « Recommandations professionnelles RAGE » ainsi que dans les « Guides RAGE » dont la liste est disponible sur le site « <http://www.ragebatiment.fr> ».

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

Règles ou prescriptions de mise en œuvre du fabricant

En l'absence ou en complément de documents techniques spécifiques de mise en œuvre, l'entrepreneur devra respecter les prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

I Spécifications et prescriptions générales

Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité et, le cas échéant, les essais se feront dans les conditions définies aux Documents de référence contractuels.

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes seront immédiatement remplacés.

Liaisons entre les corps d'état

Préambule

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ses propres travaux que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun cas se prévaloir ensuite de manque de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- remettre à l'entreprise de gros œuvre par le canal du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent lot ;
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux de cloisons, habillages et plafonds ;
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

Coordination avant et pendant les travaux

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- remettre à l'entreprise de gros œuvre par le canal du maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent lot ;
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal du maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider lesdites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En complément aux prescriptions des DTU, l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux de cloisons, habillages et plafonds ;
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

Raccords – Calfeutrements

Chaque corps d'état a à sa charge le calfeutrement de ses percements, toutefois l'entrepreneur du présent lot devra implicitement :

- tous les calfeutrements, garnissages, solins, etc. nécessaires au droit des menuiseries, huisseries, canalisations ou autres ;
- tous les raccords de finition avant ragréage.

Ces raccords, calfeutrements, etc. font implicitement partie des prestations du marché du présent lot, par dérogation aux clauses du CCAS (Cahier des clauses administratives spéciales) du DTU 25.1.

Protections et nettoyages

L'entrepreneur du présent lot devra prendre toutes dispositions pour protéger, lors de l'exécution de ses travaux, tous les ouvrages pouvant être tachés par le plâtre ou la colle.

Après finition des plâtres et après exécution des raccords, tous les ouvrages qui n'auraient pas (ou imparfaitement) été protégés seront parfaitement nettoyés. Dans le cas d'ouvrages en bois apparent, les protections devront être absolument efficaces, aucune projection ni souillure n'étant tolérée.

Dès finition des travaux, les locaux dans lesquels le présent lot aura exécuté des travaux ainsi que ceux salis durant leur traversée seront immédiatement nettoyés, les sols seront grattés et soigneusement nettoyés de tous déchets de plâtre pouvant nuire à une parfaite adhérence des revêtements de sols prévus.

Tous les déchets de plâtre et autres décombres en provenance des travaux seront sortis du bâtiment.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

Documents RAGE (Règles d'Application du Grenelle de l'Environnement)

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur titulaire du présent marché devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs « Recommandations professionnelles RAGE » ou d'un ou plusieurs Guide RAGE dont la liste est disponible sur le site <http://www.ragebatiment.fr>.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

II Prescriptions concernant les matériaux et produits

Réglementation européenne – Marquage CE

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

Local ou locaux de stockage

La mise à disposition du local ou des locaux nécessaires au stockage des matériaux approvisionnés sur chantier, et les opérations de séchage, de maintien en état de siccité et de chauffage si nécessaire de ce local ou de ces locaux est entièrement à la charge de l'entrepreneur.

En tout état de cause, les conditions de stockage des matériaux approvisionnés devront impérativement respecter les préconisations du fournisseur.

III Prescriptions concernant la mise en œuvre

Cloisons et habillages en plaques de parement en plâtre

Généralités

Cahier des clauses techniques DTU •

Les ouvrages en plaques de parement en plâtre devront répondre au DTU 25.41.

Les autres types de cloisons et habillages tels que cités en 4^e alinéa de l'article 1.11 du CC 25.41 devront répondre à l'Avis technique qui leur est propre ainsi qu'aux prescriptions, dans le cas où elles sont plus contraignantes, du CC n° 25.41 pour les travaux analogues.

Étendue des prestations à la charge du présent lot. •

Les travaux de cloisons et habillages en plaques de parement en plâtre comprendront les prestations énumérées en 2.1 du CCS n° 25.41 ainsi que celles visées aux 2^e et 3^e alinéas en 2.2 du CCS susvisé.

Étendue des prestations à la charge du présent lot

Les travaux de cloisons comprendront les prestations énumérées à l'article 3 du CCS n° 25.31.

Les prestations comprendront également :

- l'implantation et le traçage des cloisons ;
- la mise en place, réglage et scellement au gros œuvre des huisseries et bâtis de portes et autres ;
- la mise en place, réglage et scellement au gros œuvre des raidisseurs et renforts quand ils sont nécessaires ;
- les piquages ou piochements sur les ouvrages de gros œuvre nécessaires au droit des jonctions ou raccordements ;
- la fourniture et la pose des pattes à scellement destinées à la liaison avec les huisseries, poteaux, bâtis dormants de fenêtre, etc.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- la fourniture et la mise en place de renforts en bois pour assurer la tenue de la fixation d'équipements des autres corps d'état

Prescriptions relatives aux matériaux

Tous les matériaux nécessaires à la réalisation des cloisons et habillages en plaques de parement en plâtre, à savoir :

- plaques standard, haute dureté et/ou spécial feu, revêtues ou non d'un pare-vapeur suivant spécifications ci-après,
- matériaux de traitement des joints et raccords,
- ossature bois et/ou métalliques suivant spécifications ci-après,
- moyen de fixation par pointes ou par vis,
- adhésif de collage des plaques, colle contact, couvre-joint, feuille ou profil plastique, etc.,

devront répondre aux prescriptions du DTU 25.41.

Prescriptions concernant les habillages sous planchers béton

L'entrepreneur du présent lot devra reconnaître et se renseigner sur les caractéristiques de la structure support.

Il s'assurera que cette structure pourra répondre aux sollicitations mécaniques prévues.

Dans le cas de plancher préfabriqué, il prendra contact avec l'entrepreneur ayant réalisé le plancher pour déterminer d'une manière précise les points de fixation afin de ne pas détériorer les torons précontraints.

Faux-plafonds en éléments préfabriqués de plâtre

Généralités

Les travaux seront soumis aux conditions et prescriptions des DTU 25.222 et 25.232. Ces travaux comprendront implicitement tous ouvrages principaux et accessoires nécessaires quels qu'ils soient, tant en ce qui concerne les ossatures, suspentes, fixations, etc. que les plafonds proprement dits, et les ouvrages de finition.

L'ensemble des travaux devra d'autre part être réalisé d'une façon absolument conforme aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant du type de plafond considéré.

Supports des plafonds

Il appartiendra à l'entrepreneur du présent corps d'état de se mettre en rapport en temps voulu avec le ou les entrepreneurs chargés de l'exécution des ouvrages constituant les supports des plafonds, afin de leur donner toutes indications utiles avec tous dessins cotés à l'appui, pour ce qui est des percements, douilles, fers ou crochets en attente, rails de fixation, etc. à prévoir dans ces supports.

Dans les cas de douilles, rails, fers ou crochets en attente à incorporer au coulage des ouvrages, l'entrepreneur du présent corps d'état fournira ces accessoires au maçon, et il en contrôlera la mise en œuvre.

Prescriptions relatives aux matériaux

Tous les matériaux et fournitures à mettre en œuvre devront répondre aux prescriptions des DTU 25.222 et 25.232.

Ossatures – Suspentes – Fixations

Pour tous les plafonds de tous types, l'entrepreneur du présent lot devra l'exécution de tous ouvrages nécessaires à la réalisation des ossatures de fixation et de pose.

Ces ossatures comprendront tous les éléments utiles en fonction du type de plafond et de la nature du support.

L'entrepreneur déterminera la disposition et les sections des différents éléments de l'ossature en fonction des portées, du type de plafond, de la nature du revêtement, des surcharges dues à l'appareillage électrique ou autres, etc. de manière à assurer dans tous les cas une tenue parfaite des plafonds et à donner toutes garanties de sécurité.

Toutes les fixations des éléments de l'ossature sur le support seront à la charge du présent corps d'état.

Sur des supports en béton, ces fixations se feront soit par pisto-scellement, soit sur douilles ou rails incorporés au coulage, soit sur des crochets laissés en attente au coulage, soit par tout autre moyen efficace à faire agréer par le maître d'œuvre, à l'exclusion des scellements en sous-face de plancher.

L'entrepreneur du présent lot devra reconnaître et se renseigner sur les caractéristiques de la structure support.

Il s'assurera que cette structure pourra répondre aux sollicitations mécaniques prévues.

Dans le cas de plancher préfabriqué, il prendra contact avec l'entrepreneur ayant réalisé le plancher afin de déterminer d'une manière précise les points de fixation afin de ne pas détériorer les torons précontraints.

Sur des supports métalliques, ces fixations se feront soit par boulonnage sur percements prévus en attente, soit à l'aide de colliers, étriers ou crochets spéciaux.

Sur des supports en bois, ces fixations se feront par tire-fond ou vis à bois de dimensions adéquates.

Tous les éléments de l'ossature et ceux de fixation en métal ferreux seront traités contre la corrosion, soit par galvanisation à chaud, soit par métallisation au zinc, éventuellement, mais après accord écrit du maître d'œuvre, par peinture spéciale au minimum de plomb.

Revêtement de plafond

Les éléments du revêtement de plafond seront fixés sur l'ossature suivant le système prévu par le fabricant.

Cette fixation devra être telle qu'il ne puisse se produire aucune déformation du revêtement par suite de dilatations ou autres causes.

En aucun cas, la fixation, quelle qu'elle soit, ne devra être visible sur le parement fini.

La finition du plafond devra être très soigneusement réalisée notamment en ce qui concerne les ajustages en rives et au droit des pénétrations, en aucun cas par un couvre-joint rapporté sous le plafond.

Sujétions diverses

L'entrepreneur aura à sa charge toutes sujétions d'exécution imposées par les besoins des autres corps d'état, notamment :

- tous découpages et ajustages pour appareils d'éclairages ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- toutes façons de trappes ou volets ouvrants ou amovibles, pour permettre l'accès aux robinetteries, boîtes de dérivation, etc. ;
- tous percements et découpage au passage de tuyauteries et autres ;
- etc.

LOT 01-07 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

I ETENDUE DES TRAVAUX /REGLEMENTATION

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants, après travaux préparatoires, la fourniture et pose :

- d'enduit de lissage,
- de revêtements de sols plastiques U3P3 et U4P4,
- de remontée en plinthe,
- de revêtements sols et murs des douches,
- des accessoires d'étanchéité
- ...

II Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

Toutefois, les principaux sont rappelés dans le présent document (*cf.* Annexe 1), sans que cette liste ne puisse aucunement être considérée comme exhaustive.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

III Spécifications concernant les documents de référence contractuels

Connaissance des réglementations et des documents contractuels

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCAG, DTU, normes, etc.

Pour les marchés publics, article 3.11 du CCAG :

- les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

IV Réglementations concernant les matériaux et produits

Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure ATex.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc.

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une « marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

Marquages de qualité nationaux

Matériaux entrant dans les travaux du présent lot.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Produits concernés	Qualification délivrée	Organisme délivreur
Marque NF		
Revêtements objets de normes applicables	NF	AFNOR Association française de normalisation
Revêtements de sol résilients	NF – UPEC	
Certification		
Revêtements de sol apportant une isolation phonique	NF UPEC-A	AFNOR et CSTB
Composants et matériaux des bâtiments	Cstbat	CSTB Centre scientifique et technique du bâtiment
Revêtements de sols et de murs destinés au bâtiment	ITR-Cstb Qualif-IB	ITR Institut technique des revêtements de sols et murs
Résistance au feu ou protection incendie	Acerfeu	ACERFEU Association pour la certification en résistance au feu des éléments de construction
Matériaux de calfeutrement	Snjf	SNJF Syndicat national des joints et façades

Marquages de qualité européens

- Directive européenne 89/106 dite DPC « Directive produits de construction » – CSTB.
- Euro-classes – réaction au feu (CSTB) :
 - classement des matériaux selon leur réaction au feu ;
 - classement des revêtements de sol selon leur réaction au feu.
- ATE : Agrément technique européen.
- Euro-Agrément : Procédure constituant un prolongement des agréments nationaux existants.
- Marquage CE : Ce marquage ne peut en aucun cas remplacer une marque de qualité, le fabricant appose ce marquage sous sa seule responsabilité.

Autres certifications ou labels

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une « Certification » ou d'un « Label » de qualité, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux ou produits titulaires de cette certification ou de ce label.

Pour le présent lot, les matériaux et produits concernés sont notamment les suivants :

- Adhésifs pour revêtements de sol plastiques : Certification n° B01, organisme certificateur : CEBTP.
- Réaction au feu des matériaux textiles : Certification n° B29, organisme certificateur : ASQUAL.

Les matériaux et produits considérés devront comporter une étiquette portant toutes les indications exigées.

Certification des performances acoustiques aux bruits de choc

Un projet de « Certification CSTBat » – Performance acoustique au bruit de choc, est en cours.

Cette certification concernera de façon générale les revêtements de sol manufacturés en plastique ou assimilés et en textiles, ainsi qu'aux sous-couches isolantes manufacturées.

La certification constatera la conformité du produit et certifiera la performance acoustique au bruit de choc sous forme de l'efficacité acoustique normalisée ΔL exprimée en dB(A).

Cette certification sera applicable au présent marché dès sa date de parution.

V Réglementation européenne

Directive « Produits de construction »

La Directive Produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette Directive est transposée en France par :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (Agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et Agréments techniques européens) sont publiées par le JOUE (*Journal officiel de l'Union européenne*). Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au Journal officiel et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits. Ils précisent également la durée de la « période transitoire » prévue pour l'écoulement des stocks de produits ne pouvant obtenir le marquage CE.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

VI Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux ;
- la réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;

Dans le cas de dalles conservées en place :

- la dépose et le remplacement des quelques dalles accusant des défauts ;
- tous les travaux préparatoires nécessaires pour permettre la pose du matériau neuf de recouvrement.
- le balayage des supports et l'enlèvement des déchets ;
- la fourniture et l'application de l'enduit de lissage ;
- la fourniture et la pose des accessoires tels que bandes de seuils, cornières d'arrêt de revêtement, etc. ;
- la fourniture et la pose de plinthes ;
- la fourniture et pose des couvre-joints de dilatation ;
- le balayage et/ou le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception, pour faire disparaître les taches de colle ou autres ;
- la protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur.

VII Niveau d'isolement acoustique des planchers exigé

Pour la présente opération de logements collectifs, la valeur exigée pour l'isolement acoustique des planchers entre logements pour les pièces principales est la suivante :

- Exigences pour le label « Qualitel » : $L_n \leq 55$ dB.

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des revêtements de sol permettant de respecter cette exigence.

Dans le cas où le maître d'œuvre aurait prescrit un revêtement de sol ne permettant pas de satisfaire à cette exigence, l'entrepreneur en fera part par écrit au maître d'œuvre en temps voulu.

Annexe 1

Documents de référence contractuels

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE
HOPITAL DE SAINT PALAIS
LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT
LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX
ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT
F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables dont notamment les suivants.

DTU

DTU – Norme	Intitulé	Date
DTU 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques		
NF DTU 26.2 (P14-201)	Travaux de bâtiment – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux – Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types – Référence commerciale des parties P1-1, P1-2 et P2 du DTU 26.2 d'avril 2008	Avril 08
NF P61-203 (P61-203)	Partie commune au DTU 26.2 et au DTU 52.1 – Mise en œuvre des sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage – Cahier des clauses techniques	Déc. 03
DTU 53.1 : Revêtements de sols textiles		
NF P62-202 (P62-202)	DTU 53.1 – Travaux de bâtiment – Revêtements de sol textiles – Partie 1 : cahier des clauses techniques – Partie 2 : cahier des clauses spéciales – Référence commerciale des parties 1 et 2 du DTU 53.1	Avril 01
NF P62-202-1 (P62-202-1)	DTU 53.1 – Travaux de bâtiment – Revêtements de sol textiles – Partie 1 : cahier des clauses techniques	Avril 01
NF P62-202-2 (P62-202-2)	DTU 53.1 – Travaux de bâtiment – Revêtements de sol textiles – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Avril 01
DTU 53.2 : Revêtements de sols plastiques collés		
NF DTU 53.2 (P62-203)	Travaux de bâtiment – Revêtements de sol PVC collés – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGM) – Partie 2 : cahier des clauses spéciales – Référence commerciale des parties P1-1, P1-2 et P2 du DTU 53.2 d'avril 2007	Avril 07

DTU concernant les supports béton et chapes DTU rendus contractuels pour le présent lot par la norme NF P 62-203-1 de mai 1993			
DTU 21	Travaux de bâtiment – Exécution des travaux en béton – Cahier des clauses techniques	NF P 18-201	Mai 1993
	Amendement A1 au CCT	NF P 18-201/A1	Janv. 1999
	Amendement A2 au CCT	NF P 18-201-A2	Janv. 2001
DTU 26.2	Chapes et dalles à base de liants hydrauliques – Partie 1 : cahier des clauses techniques – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	NF P 14-201-1 et 2	Mai 1993

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

	Amendement A1 au CCT	NF P 14-201-1/A1	Déc. 1998
	Amendement A2 au CCT	NF P 14-201-1/A2	Oct. 2000

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Autres normes applicables aux travaux du présent lot

Toutes les autres normes énumérées aux annexes « Textes normatifs » et dans les textes des différents documents DTU applicables, cités ci-avant.

Normes concernant les dalles et carreaux

Les revêtements de sol de provenance étrangère devront répondre aux normes du pays de fabrication qui auront été classées EN ou ISO.

Exemples :

- revêtements de provenance Italie : UNI EN ou UNI ISO ;
- revêtements de provenance Allemagne : DIN EN ou DIN ISO.

La référence de la norme devra figurer sur les emballages ou, à défaut, dans le catalogue du fabricant.

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

Cahiers des prescriptions techniques

Cahier des prescriptions techniques (CPT)	CSTB
Exécution des enduits de lissage et de ragréage autolissant destinés à la préparation des sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol minces	Fascicule 2843
Mise en œuvre des revêtements de sol textiles en dalles plombantes amovibles	Cahier n° 2193

Règles professionnelles

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

Autres textes et documents

Devront également être respectées les prescriptions et spécifications des textes et documents suivants :

- Cahiers du CSTB :
 - n° 1836 : Directives pour le classement P des produits de lissage de sols ;
 - n° 2182 : Revêtements de sols plastiques manufacturés – Directives de l'UEAtc, septembre 1987 ;
 - n° 2288 : Revêtements textiles manufacturés – Directives UEAtc, octobre 1988.

Textes officiels

Devront être respectées, les dispositions des différents textes officiels dans la mesure où ils sont applicables à tous ou à certains travaux du présent marché.

Ces textes sont notamment les suivants :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE
 HOPITAL DE SAINT PALAIS
 LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
 LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT
 LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX
ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT
 F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- Code de la construction et de l'habitation.
- Règlement sanitaire départemental.
- Règlement incendie.
- Arrêté du 30 juin 1983 et annexes, relatifs à la classification des matériaux en matière de réaction au feu.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié et annexes – Nouveau règlement de sécurité des ERP.
- Arrêté du 3 août 1999 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages.
- Code du travail dont notamment :
 - Art. R. 232-11-4 : les revêtements des sols et parois des locaux affectés à l'hébergement des travailleurs doivent permettre un entretien efficace.

Textes officiels – Acoustique

Bâtiments d'habitation

- Arrêté du 28 octobre 1994 – NRA (Nouvelle réglementation acoustique).
- Circulaire n° 2000-5/UHC/QC 1/4 du 28 janvier 2000. Circulaire apportant des précisions sur l'interprétation de la réglementation, précisant dans chaque chapitre les modifications apportées par rapport aux arrêtés du 28 octobre 1994. Elle abroge et remplace la circulaire n° 98-57 du 5 mai 1998 relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs.
- Circulaire DGS/VS3 n° 2000-73 et UCH/QC1/4 n° 2000-5 du 28 janvier 2000 relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation.
- Normes européennes EN transposées en normes françaises NF-EN par l'arrêté du 30 juin 1999.

Logements-foyers

- Circulaire n° 74-202 du 5 décembre 1974 : obligation d'un indice alpha d'affaiblissement acoustique inférieur à 21 dB(A).

Locaux de travail

- Arrêté du 30 août 1990 relatif à la correction acoustique des locaux de travail.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX SUR ET DANS EXISTANTS

I Spécifications et prescriptions particulières pour travaux dans existants

Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

-
- la nature et l'état des revêtements de sols existants ;
- la nature et l'état des supports dont le revêtement a été préalablement enlevé et devant recevoir des revêtements de sols neufs ;

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles. Le descriptif et les présentes spécifications ne sont pas exhaustives. L'entrepreneur est tenu d'attirer l'attention du maître d'œuvre, par écrit et dans les délais suffisants, en tout état de cause avant réalisation des ouvrages, sur toute remarque ou suggestion qu'il aurait à faire concernant la prestation et sa parfaite exécution.

L'entrepreneur a la possibilité, en interrogeant le maître d'œuvre ou par visites préalables, de se rendre compte des sujétions d'exécution des ouvrages ; il ne pourra se prévaloir d'aucune méconnaissance des lieux, tant au titre de plus-value dont aucune ne sera acceptée, qu'au titre de mesures de sécurité à prendre pendant toute la durée des travaux.

Protection et sauvegarde des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Travaux en locaux occupés

Les travaux du présent lot seront à réaliser en locaux occupés, et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions particulières, à ce sujet, notamment :

- pour garantir la sécurité des occupants ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- pour protéger les existants.

Dans les locaux non touchés par les travaux, mais utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois, les revêtements de sols devront être totalement recouverts pour en assurer la protection.

Dans les locaux de passage obligé par les occupants, l'entrepreneur devra organiser et réaliser ses travaux de revêtements de sols de telle manière que le passage soit toujours possible, sauf interruption de très courte durée inévitable.

Pour assurer ce passage, le choix des solutions sera du ressort de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra strictement et complètement respecter les spécifications, prescriptions et instructions énoncées à ce sujet dans la partie « **Clauses communes** », Chap. 1/2.

Il est bien ici stipulé que l'entrepreneur est contractuellement réputé avoir pris en compte lors de l'établissement de son offre toutes les difficultés et sujétions de toute nature, pouvant être rencontrées dans le cadre d'une exécution en locaux occupés.

Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, et tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés.

En résumé, l'entrepreneur devra, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

En locaux occupés, les nettoyages devront être effectués :

- immédiatement après chaque intervention dans un local ;
- tous les soirs, tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis seront parfaitement nettoyés.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

II Travaux préparatoires sur supports anciens en dur

Travaux préparatoires

Travaux préparatoires sur béton ancien après dépose de revêtement collé

Élimination du film de colle existant par tous moyens appropriés.

Grattage des traces de mousse ou de débris d'envers de l'ancien revêtement déposé, par décapage chimique ou autre procédé.

Vérification de l'état de l'enduit de lissage existant et, si nécessaire, grattage et enlèvement des parties défectueuses ou non adhérentes, et réfection.

Ponçage si nécessaire et dépoussiérage.

Application d'un enduit de lissage d'épaisseur voulue pour assurer le respect des tolérances de planéité, d'épaisseur minimale 3 mm, avec ou sans application d'un primaire selon prescriptions de l'Avis technique de l'enduit de lissage utilisé.

Ragréage autolissant de fabrication « Weber » ou équivalent

De type weber.niv pro ou équivalent pour support poreux

Fourniture et application d'un enduit de lissage de sol intérieur weber niv.pro avec au préalable primaire d'adhérence pour support poreux de type weber.prim RP.

Supports admissibles : chape ciment neuve, dalle béton neuve, béton d'agréats légers neuf, support ciment ancien cohésif avec traces de colle acrylique ou néoprène.

Composition :

- primaire : résine synthétique en dispersion et adjuvants spécifiques ;
- enduit : ciment, résine redispersable, sables siliceux, fibres minérales, adjuvants spécifiques.

Épaisseur d'application, en accord avec CPT d'exécution des enduits de lissage et de ragréage en vigueur, nature du revêtement et classement du local :

- selon décision de l'entrepreneur.

Support : surface préparée sèche et propre, sans trace de laitance, non sujette aux remontées d'humidité.

Mise en œuvre :

- application de weber.prim RP au rouleau laine ou à la brosse plate ;
- séchage du primaire : 1 à 4 h ; recouvrir après 1 h minimum et avant 24 h ;
- étaler l'enduit weber.niv pro en 1 passe au moyen d'une lisseuse inox ; si nécessaire, appliquer une 2^e passe dès que la 1^{ère} a durci ;
- débuller au rouleau immédiatement après l'application.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Caractéristiques de l'enduit :

- o bon pouvoir autolissant jusqu'à 20 mn ;
- o délai avant recouvrement : 12 h minimum pour moquette / 48 h minimum pour dalle plastique rigide / 72 h pour peinture.

Certifié CSTBat P4S.

De type weber.niv pro ou équivalent sur anciens carrelages ou dalles plastiques rigides

Fourniture et application d'un enduit de lissage de sol intérieur weber niv.pro avec primaire d'adhérence pour support fermé de type weber.prim AD.

Supports admissibles : ancien carrelage, anciennes dalles plastiques rigides, peinture, support ciment ancien cohésif avec traces de colle bitumineuse ou époxy.

Composition :

- o primaire : résines synthétiques en dispersion et adjuvants spécifiques ;
- o enduit : ciment, résine redispersable, sables siliceux, adjuvants spécifiques.

Épaisseur d'application, en accord avec CPT d'exécution des enduits de lissage et de ragréage en vigueur, nature du revêtement et classement du local :

- o selon décision de l'entrepreneur.

Support : surface préparée sèche et propre, sans risque de remontée d'humidité.

Mise en œuvre :

- o application d'une passe continue et régulière de weber.prim AD au rouleau laine ou à la brosse plate ;
- o séchage du primaire : 1 à 4 h ; recouvrir après 1 h minimum et avant 24 h ;
- o étaler l'enduit weber.niv pro en 1 passe au moyen d'une lisseuse inox ; si nécessaire, appliquer une 2^e passe dès que la 1^{ère} a durci ;
- o débuller au rouleau immédiatement après l'application.

Caractéristiques de l'enduit :

- o bon pouvoir autolissant jusqu'à 20 mn ;
- o délai avant recouvrement : 12 h minimum pour moquette / 48 h minimum pour dalle plastique rigide / 72 h pour peinture.

Certifié CSTBat P4S.

III Rénovation des sols recouverts de dalles et produits associés contenant de l'amiante

Étude préalable de reconnaissance des dalles de sol en place

Cette étude préalable a pour objet de définir les zones du revêtement existant devant être déposées ou pouvant être conservées. Elle a été établie et est jointe au présent dossier via:

- o le rapport de Mission de Repérage des Matériaux ou Produits contenant de l'amiante avant travaux ou avant démolitions. Rapport RAAT n° 15 2691 établi par 2CS;
- o les plans des existants localisant les surfaces contenant de l'amiante.

Ces documents sont annexés au dossier de consultation des entreprises.

Choix de la solution de rénovation du sol en dalles contenant de l'amiante

Le choix de la solution de rénovation est , selon le cas rencontré:

- o le maintien des dalles en place;
- et
- o dépose totale prise en charge par le lot Démolition Gros -Oeuvre.

Matériaux de revêtements de sols neufs admissibles pour le recouvrement de dalles contenant de l'amiante conservées

Les revêtements suivants peuvent être posés après travaux préparatoires directement sur le sol en dalles conservées :

- o revêtements plastiques ou textiles en lés collés ;
- o carrelages collés ;
- o parquets flottants ;
- o sols coulés en résines ;
- o dalles textiles plombantes amovibles.

Les revêtements neufs pour le recouvrement de dalles laissées en place doivent cependant répondre aux différentes conditions suivantes.

Réaction au feu

Les classements en réaction au feu admis par la Direction de la sécurité civile en cas de pose sur dalles de sol en place sont les suivants.

- Lorsqu'un nouveau revêtement est appliqué sur dalles vinyle-amiante, éventuellement après mise en œuvre d'un enduit de ragréage autolissant, le classement considéré est celui de ce nouveau revêtement obtenu sur panneau de particules de bois M3.
- Le recouvrement de dalles asphalte-amiante, éventuellement après mise en œuvre d'un enduit de ragréage autolissant, n'est admis que lorsque l'exigence est M4. Dans ce cas, la pose de nouveaux revêtements classés M3 sur panneaux de particules de bois M3 est acceptée.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Classement UPEC

Le revêtement collé directement sur les dalles conservées n'est admis que si le classement P du local n'est pas augmenté.

Dans les locaux classés E2 avant travaux, les dispositions courantes décrites dans les DTU et CPT s'appliquent pour la mise en œuvre du nouveau revêtement classé E2 sur les dalles de sol.

Dans les locaux classés E1 avant travaux, la mise en œuvre du nouveau revêtement classé E2, sur les dalles de sol, implique les contraintes particulières suivantes pour le nouveau revêtement :

- dans le cas d'un revêtement plastique collé, traitement des joints, des rives et des pénétrations selon la norme DTU 53.2 ;
- dans le cas d'un carrelage collé sur un support à base de plâtre, mise en œuvre d'un système de protection à l'eau et traitement des points singuliers (joint périphérique).

III SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

I Nature et qualité des matériaux et produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un « Avis Technique » ou d'un « Agrément technique européen » ;
- être admis à la marque « NF » ;
- être titulaires d'une « Certification » ou d'un « Label ».

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'« Avis Technique » devra être lancée par l'entrepreneur ;
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'« Avis Technique » exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATex » (Appréciation technique d'expérimentation), qui aboutit dans un délai de l'ordre de deux mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits « tout prêts » du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

II Spécifications particulières concernant les matériaux et produits de revêtements de sol

Matériaux de revêtements de sol

Ces matériaux devront répondre aux caractéristiques définies ci-après au présent CCTP, et être d'un classement UPEC correspondant au classement du local à revêtir.

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'œuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton si minime soit-elle, ne sera tolérée.

Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront celles définies par les normes en vigueur ; à défaut, l'appréciation en reviendra au maître d'œuvre.

Adhésifs

Les adhésifs à utiliser devront répondre aux normes NF T 76-011 et ils seront choisis obligatoirement pour chaque type de revêtement de sol, dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol.

Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation, conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Revêtements caoutchouc

Pour les revêtements de sol en caoutchouc non titulaires d'un classement UPEC, il incombera à l'entrepreneur d'apporter la preuve que le revêtement caoutchouc répond aux quatre critères UPEC exigés pour le local.

À défaut, le revêtement caoutchouc sera refusé.

Thibaudes textiles

Le choix de la thibaudes à mettre en œuvre est du ressort de l'entrepreneur.

Ce choix devra se faire entre les différents types de thibaudes textiles existant sur le marché, en fonction de leurs utilisations admises, dans les conditions précisées au Chapitre 3.2 du DTU 53.1.

Thibaudes mousses

Elles seront en mousse de latex ou mousse de PVC, conçues pour les installations de confort et assurant une excellente isolation phonique. L'épaisseur entre 5 et 15 mm sera à définir par l'entrepreneur en fonction :

- du trafic modéré ou important ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- du niveau d'isolement phonique à obtenir.

Revêtements résilients

Les revêtements considérés sont ceux constitués d'une ou plusieurs couches compactes.

Les exigences concernent l'épaisseur totale et l'épaisseur de la couche d'usure ; elles sont fonction de la structure du revêtement et du taux de charges qui composent sa couche d'usure.

Les exigences sont les suivantes :

- revêtements au plus moyennement chargés (groupes d'abrasion T, P ou M) :
 - épaisseur totale nominale $\geq 2,00$ mm ;
 - épaisseur nominale couche d'usure $\geq 0,70$ mm (groupe T), $\geq 1,00$ mm (groupe P), $\geq 1,5$ mm (groupe M) ;
- revêtements fortement chargés (groupe abrasion F) :
 - épaisseur totale nominale $\geq 2,5$ mm ;
 - épaisseur nominale couche d'usure $\geq 2,00$ mm.

La détermination de l'épaisseur totale moyenne en laboratoire est réalisée conformément à la norme EN 428, celle de l'épaisseur moyenne de la couche d'usure conformément à la norme EN 429.

Enduits de lissage pour recevoir des sols collés

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part.

Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis. Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique précisant son classement P1, P2 ou P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

III Spécifications particulières concernant les autres matériaux et produits

Liants hydrauliques

Les natures et types de ciment et/ou de chaux seront choisis en fonction de l'usage auxquels ils sont destinés.

Granulats

Les granulats devront être conformes aux normes les concernant.

Pour les granulats de provenance locale ou régionale proposés par l'entrepreneur, celui-ci devra justifier leur conformité aux normes.

La nature, la catégorie (norme NF P 18-321 de mars 1998 – Adjuvants pour béton, montes et coulés – Méthodes d'essai), la classe granulaire, les caractéristiques, etc., des granulats devront toujours être adaptées à l'usage prévu, et l'entrepreneur en aura l'entière responsabilité.

Matériaux pour chapes au mortier hydraulique

Les sables et liants hydrauliques pour chapes, ainsi que les adjuvants éventuels autorisés, devront être conformes aux prescriptions du DTU 26.2, chap. 2, et répondre aux normes qui y sont citées.

Les chapes à prise rapide devront être réalisées avec un liant hydraulique spécial, titulaire d'un Avis Technique.

L'entrepreneur restera responsable de la composition des mortiers y compris dans les cas spéciaux consécutifs à des conditions particulières rencontrées ainsi que pour les matériaux pour lesquels le fabricant recommande un mortier particulier.

Matériaux pour chapes à l'anhydrite

Les chapes anhydrite relèvent de l'Avis Technique.

Les produits pour chapes anhydriques seront de provenance connue telle que :

- Knauf – 68190 – Ungersheim ;
- La Chape Liquide – 69700 – Saint-Pierre-de-Chandieu ;
- Maxit – 68180 – Horbourg-Wihr ;
- ou autres fournisseurs titulaires d'un Avis Technique à proposer par l'entrepreneur.

Matériaux pour chapes autolissantes

Les chapes liquides autolissantes devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément technique européen.

Matériaux isolants

Les matériaux isolants sous chape ou dalle flottante devront toujours être titulaires d'une certification ACERMI de classement ISOLE approprié.

Ce classement est fonction du type de locaux et des caractéristiques et épaisseurs de la chape ou de la dalle.

Les isolants à base de matière plastique alvéolaire :

- panneaux de polystyrène expansé de forte densité,
- panneaux de polystyrène extrudé,
- panneaux de mousse rigide de polyuréthane,

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

doivent être de classe de compressibilité I4 ou I5 selon le cas.
Les isolants à base de laine minérale doivent être de classe de compressibilité I3.

IV Choix des produits

Selon le cas, le choix des produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.

Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée « ou équivalent »

L'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre un produit d'une autre marque en apportant la preuve que ce produit est équivalent en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, possibilité de nettoyage, etc.

L'acceptation du maître d'œuvre des produits proposés par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

Produits à proposer par l'entrepreneur

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité et des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc., vus.

V Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- pose en intérieur ou en extérieur ;
- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

VI Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une Certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité, et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies aux « Documents contractuels » (cf. Chap. 2/1, point II).

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

VII Échantillons

Avant toute commande, l'entrepreneur devra fournir les échantillons de toutes les fournitures qu'il envisage de mettre en œuvre.

Pour les ouvrages de grandes dimensions, l'entrepreneur pourra présenter les documentations techniques détaillées.

VIII Choix des teintes et/ou décors

Les teintes et/ou les décors seront au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant pour la catégorie du matériau concerné.

IX Protection des ouvrages accessoires métalliques

Selon spécifications ci-après, au présent document, tous les ouvrages accessoires en métal ferreux, lorsqu'ils sont acceptés par le maître d'œuvre, seront traités contre la corrosion, selon le cas par :

- métallisation : au zinc, épaisseur 40 microns après décapage au jet de corindon, répondant à la norme NF A 91-201 de janvier 1994 (Revêtements métalliques et inorganiques – Projection thermique – Zinc, aluminium et alliages de ces métaux) ;
- galvanisation : répondant à la norme NF A 91-121 de juillet 1999 (Revêtements par galvanisations à chaud sur produits finis ferreux – Spécifications et méthodes d'essai), masse nominale du revêtement par face : 300 grammes par mètre carré.

X Réaction au feu des revêtements

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux concernés devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des produits et matériaux devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie, selon le type de locaux concernés.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.
En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur, d'apporter la preuve du classement au feu du produit et matériau concerné.

XI Pièces à fournir par l'entrepreneur

À l'appui de leur offre, les entrepreneurs devront fournir les pièces suivantes en 1 ou 2 exemplaires :

- un devis estimatif détaillé avec quantités et prix unitaires répondant aux différents postes du présent CCTP ;
- un descriptif détaillé avec documentation, dans le cas de matériaux de revêtement de sol différents de ceux préconisés au présent CCTP précisant :
 - leur classement UPEC ;
 - leur classification de réaction au feu ;
 - leur indice acoustique dB_w ;
 - copie des Avis Techniques, Certifications, etc.

XII État du chantier

La pose des revêtements de sol ne pourra être effectuée que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre.

Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées aux DTU :

- pour les revêtements de sol plastiques : DTU 53.2 – chap. 5.1 et 5.3 ;
- pour les revêtements de sol textiles : DTU 53.1 – chap. 5.1 et 5.3.

XIII Supports livrés au présent lot

Nature du support

Les supports livrés à l'entrepreneur du présent lot pour recevoir les parquets collés sont les suivants :

- béton brut ancien, avec revêtement décollé.

Degré d'humidité des supports

Les supports en béton ou mortier ne doivent pas au moment de la pose des revêtements de sol, présenter une humidité excédant 3 % (trois pour cent) de la masse sèche.

Pour les supports autres relevant de l'Avis Technique, les humidités maximales à respecter sont précisées sur l'Avis Technique.

Réception des supports

L'entrepreneur du présent lot devra procéder à la réception des supports devant recevoir les revêtements de sol.

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU, règles professionnelles, et normes qui leur sont applicables.

Les tolérances devant être respectées seront celles définies ci-avant.

Supports non conformes

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention des supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

XIV Supports à réaliser par le présent lot

Chapes rapportées aux liants hydrauliques

Les chapes ne pourront être exécutées que sur des supports rugueux et parfaitement propres, débarrassés de tout ce qui pourrait nuire à une bonne adhérence.

L'obtention de cet état de support est à la charge du présent lot.

L'exécution des chapes rapportées sera conforme aux prescriptions de l'article 3.4 du DTU 25.2.

L'état de surface et la planéité des chapes pour revêtements parquets collés devra répondre aux conditions du DTU 25.2, chap. 4.

Les chapes pour recevoir des revêtements de sol devront répondre aux prescriptions des « Règles professionnelles » de préparation des supports courants en béton en vue de la pose des revêtements de sol minces, mentionnées ci-avant.

Armatures dans les chapes

Pour les chapes armées d'un treillis soudé, la nappe d'armatures devra impérativement être placée le plus près possible du plan médian de la chape, et la chape devra être coulée en deux fois.

Dans tous les cas, lorsqu'un treillis métallique doit être incorporé dans une chape, il conviendra :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- de bien compacter la couche inférieure ;
- de poser sans délai le treillis ;
- de réaliser immédiatement la couche supérieure avant le début de prise de la couche inférieure, et bien compacter cette couche supérieure.

Les chapes pourront également être armées par incorporation de fibres d'un type adapté à cet usage.

Chapes minces en produits spéciaux

Les chapes minces telles que :

- chapes aux ciments spéciaux à prise rapide,
 - chapes autolissantes aux ciments et additifs fluidifiants,
 - chapes à l'anhydrite,
- seront toujours à réaliser d'une manière strictement conformes aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant et de l'Avis Technique.

L'entrepreneur devra proposer le ou les produits qu'il envisage de mettre en œuvre au maître d'œuvre pour approbation.

XV Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol.

Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage.

Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées au Chapitre 5.2 des DTU 53.1 et 53.2.

L'entrepreneur devra toujours mettre en œuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

XVI Règles de mise en œuvre des revêtements de sol

Pour tous les revêtements de sol faisant l'objet d'un Avis Technique, la mise en œuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de cet Avis Technique.

Revêtements de sol en plastique

Les revêtements de sol et de marches d'escaliers en plastique, ainsi que les rives et seuils, seront mis en œuvre dans les conditions précisées au Chapitre 6 du DTU 53.2, et conformément aux prescriptions du fabricant.

Les revêtements en dalles plombantes en plastique, seront, pour bénéficier pleinement de l'avantage d'amovibilité, liés au support par des produits à base de résine synthétique en dispersion permettant à la fois un non-glissement des dalles et une dépose très aisée.

Les autres revêtements de sol seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois, que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints. En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'Avis Technique ou à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera à appliquer un primaire avant collage du revêtement.

Soudures des joints

La soudure à froid sera à réaliser suivant les prescriptions du fabricant.

Les exigences P3 dynamiques sont satisfaites si la soudure résiste à une traction de 8 daN/cm.

La soudure à chaud doit s'effectuer 24 h après la pose.

Le traitement peut être manuel ou mécanique, avec dans les deux cas utilisation d'un cordon d'apport.

Le mode d'exécution de la soudure devra être conforme aux prescriptions du fabricant. Pour les locaux classés E3, la remontée en plinthe avec soudure à chaud est obligatoire.

Calfatage après pose des revêtements

Les calfatages seront à réaliser en rives, au droit des découpes au pied des huisseries, au passage des fourreaux et tuyauteries, au droit des seuils et autres points particuliers, le cas échéant. Ils devront être soigneusement réalisés.

Ces calfatages seront réalisés en mastic élastomère, compatible avec la nature du matériau de revêtement de sol.

XVII Prescriptions diverses concernant la mise en œuvre des revêtements de sol minces

Traçage et implantation des revêtements en dalles

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes.

Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Calepinage

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Dans le cas de calepinage, l'entrepreneur devra examiner le dessin de calepinage qui lui aura été remis par le maître d'œuvre.

En cas d'observations de sa part, l'entrepreneur les fera par écrit au maître d'œuvre. Une mise au point sera alors effectuée par le maître d'œuvre en accord avec l'entrepreneur.

L'exécution devra être réalisée avec la plus grande exactitude.

Les coupes devront être réalisées à l'aide d'outillage spécifique à ce type de travaux.

Niveau des sols finis

Les différents revêtements de sol (parquets, carrelages, sols textiles, sols plastiques, etc.) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions, et présenter un affleurement parfait.

Toutes dispositions devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de revêtements de sol au droit des passages de tuyaux ou autres, afférents aux travaux des autres corps d'état.

Dans le cas de raccords à réaliser par suite de retard d'exécution d'un corps d'état, les raccords seront effectués par le présent lot aux frais du corps d'état responsable.

Joints de dilatation

Dans le cas où des revêtements collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de la pose du revêtement.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

Couvre-joints de seuils et autres

Dans le cas où le présent lot aura à sa charge la fourniture et pose de couvre-joints métalliques au droit des jonctions de sols de natures différentes, ceux-ci seront soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ils seront fixés par vis à tête fraisée disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Dans le cas de couvre-joints en plastique, ceux-ci seront collés avec l'adhésif préconisé par le fabricant.

Entailles, découpes, etc.

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries ou autres, devront être très soigneusement ajustées, tout élément comportant une découpe mal ajustée, ou fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

XVIII Caractéristiques des revêtements de sols finis

Les revêtements de sols finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers, l'ensemble conforme aux prescriptions du présent CCTP.

En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées à l'article 6.7 du DTU 53.2, pour tous les types de revêtements plastiques et textiles.

Pour les revêtements de sol en dalles, la tolérance d'alignement admise est la suivante :

- alignement : une règle de 2,00 m posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieurs à 1 (un) millimètre.

Toutes les parties de revêtements de sol accusant des défauts tels que décollements, boursouflures, bosses ou flaches supérieures aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc., seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.

XIX Nettoyage et protection des revêtements finis

Immédiatement après la pose, les revêtements de sol seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent lot, et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à sa réception.

Dans certains cas, en fonction des conditions particulières du chantier, le présent lot pourra se trouver amené, et plus particulièrement pour les sols textiles, d'assurer une protection absolument efficace, soit par mise en place d'un film plastique collé aux joints par bandes adhésives, soit par tout autre moyen efficace.

XX Entretien

En fin de travaux, dans le cadre du DOE (Dossier des ouvrages exécutés), l'entrepreneur devra obligatoirement remettre :

- la notice d'entretien ;
- la liste des produits d'entretien du commerce préconisés pour chaque type de revêtement de sol posé, tant pour les revêtements à surface traitée que pour les autres.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

I ETENDUE DES TRAVAUX /REGLEMENTATION

I Étendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants, réalisation :

- o des travaux préparatoires sur supports intérieurs et extérieurs neufs,
- o de la pose de tissu de verre à peindre,
- o de la peinture intérieure,
- o de la peinture extérieure sur maçonnerie ,
-

II Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables.

Le titulaire du marché est réputé les connaître dans leur totalité.

Toutefois, les principaux sont rappelés dans le présent document (cf. Annexe 1), sans que cette liste ne puisse aucunement être considérée comme exhaustive.

L'acceptation du présent CCTP entraîne l'acceptation totale des documents cités dans cette annexe.

III Spécifications concernant les documents de référence contractuels**Connaissance des réglementations et des documents contractuels**

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCAG, DTU, normes, etc.

Pour les marchés publics, article 3.11 du CCAG :

- o les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

IV Réglementations concernant les matériaux et produits**Avis techniques**

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'Avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Marquage « NF »

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque « NF », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à cette marque « NF ».

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter un marquage normalisé avec les indications exigées.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure ATEX.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc.

Certifications de qualité

Pour les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification de qualité, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits et matériaux titulaires de cette certification, notamment :

Produits concernés	Organisme délivreur
Matériaux textiles ignifugés	GTFI – Groupement technique français de l'ignifugation

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Revêtements de sols et de murs destinés au bâtiment	ITR – Institut technique des revêtements de sols et de murs
Imperméabilité à la pluie des revêtements de façades en polymères	CSTB – Centre scientifique et technique du bâtiment

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une « marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification AIMCC », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

Marquages de qualité nationaux

Produits concernés	Qualification délivrée	Organisme délivreur
Produits objets de normes applicables	NF	AFNOR Association française de normalisation
Produits objets de normes applicables	NF-Environnement	AFNOR Association française de normalisation
Composants et matériaux du bâtiment	Cstbatt	CSTB Centre scientifique et technique du bâtiment

Marquages de qualité européens

- ATE : Agrément technique européen.
- Euro-Agrément : Procédure constituant un prolongement des agréments nationaux existants.
- Marquage CE : Ce marquage ne peut en aucun cas remplacer une marque de qualité, le fabricant appose ce marquage sous sa seule responsabilité.

Réglementation européenne

Directive « Produits de construction »

La Directive Produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette Directive est transposée en France par :

- le décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (Agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et Agréments techniques européens) sont publiées par le JOUE (*Journal officiel de l'Union européenne*).

Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au *Journal officiel* et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits.

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

V Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement tous les travaux nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages, notamment :

- l'amenée sur le site des travaux de l'installation de chantier et de l'outillage et du matériel d'exécution, la maintenance et le repli en fin de travaux ;
- la fourniture à pied d'œuvre de tous les matériaux et produits nécessaires à l'exécution des travaux ;

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à l'exécution des travaux ;
- la protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être salis ou détériorés par les travaux du présent lot ;
- la reconnaissance des subjectiles dans les conditions définies par les documents contractuels du marché ;
- la mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes mobiles en conformité avec les prescriptions de l'article 6 du DTU 59.1 ;
- l'application des produits suivant prescriptions du DTU 59.1 et des documents particuliers du marché concernant l'état de finition, l'aspect mat, satiné, brillant et les coloris ;
- les travaux de tracés et de rechampissage dans le cas de décors géométriques ;
- l'exécution de travaux de finition très soignée dans les conditions définies par les documents particuliers du marché (DPM) ;
- les ponçages à l'abrasif à l'eau et les ponçages spéciaux s'ils sont prévus aux DPM ;
- les raccords nécessaires après intervention d'autres corps d'état dans les conditions précisées au DPM ;
- les protections des ouvrages des autres corps d'état pouvant être tachés par la peinture ;
- les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- le tri sélectif des emballages et déchets et l'enlèvement hors du chantier dans le respect de la législation en vigueur.

VI Réaction au feu des matériaux de revêtements muraux collés

Les étiquetages d'identification des matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie, selon le type de locaux concernés.

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement « M » attribué.

VII Assurances et garanties

Pour les travaux de peinture, le ou les fabricants et l'entrepreneur doivent engager leur responsabilité et accorder leur garantie au maître d'ouvrage.

Garantie du fabricant

Les produits des fabricants sont couverts, dans le cadre de la responsabilité civile fabricant, par une garantie produits couvrant les vices de fabrication qui pourraient affecter leur bonne tenue ou leur efficacité.

Dans ce cas, la garantie couvre le remplacement du produit et la prise en charge des frais occasionnés par ce remplacement.

Garantie de l'entrepreneur

La garantie de l'entrepreneur est régie par la loi du 4 janvier 1978 (article 1792 du Code civil). Cette loi lui impose :

- une garantie de bon fonctionnement de deux ans à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant une fonction décorative : produits de façades de classe D et gamme décorative ;
- une garantie décennale à dater de la réception du chantier pour les revêtements ayant également une fonction technique : revêtements de façades de classes I et T.

La mise en œuvre des revêtements techniques doit faire l'objet d'une déclaration de cette activité à l'assureur.

La mise en œuvre de revêtements dits de « technique non courante » (procédés hors DTU par exemple) nécessite la souscription de garanties complémentaires à la décennale de base de l'entrepreneur.

Garantie contractuelle de bonne tenue

Fabricant et entrepreneur peuvent prolonger conjointement la durée de garantie légale des gammes décoratives et des revêtements de façades de classe D pour la porter à cinq ou dix ans dans le cadre d'un marché de travaux.

Cette garantie optionnelle est alors souscrite par l'entrepreneur auprès du fabricant lorsque le maître d'ouvrage l'exige.

Pour certains revêtements, cette prolongation de garantie peut se faire par la souscription d'un contrat d'entretien périodique.

Annexe 1

Documents de référence contractuels

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques existants qui lui sont applicables, dont notamment les suivants.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

DTU

NF DTU 42.1 (P84-404) : Réfection de façades en services par revêtements d'imperméabilité à base de polymères

NF DTU 42.1 P1-1 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P84-404-1-1)

NF DTU 42.1 P1-2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P84-404-1-2)

NF DTU 42.1 P2 (novembre 2007) : Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P84-404-2)

NF DTU 59.1 (P74-201) : Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais ou épais

NF DTU 59.1 P1-1 (juin 2013) : Travaux de bâtiment – Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais – Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P74-201-1-1)

NF DTU 59.1 P1-2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment – Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais – Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P74-201-1-2)

NF DTU 59.1 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment – Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais – Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P74-201-2)

DTU 59.3 (P74-203) : Peinture de sols

DTU 59.3 (NF P74-203-1) (mai 1993) : Travaux de bâtiment – Peinture de sols – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (octobre 2000) (Indice de classement : P74-203-1)

DTU 59.3 (NF P74-203-2) (mai 1993) : Peinture de sols – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P74-203-2)

DTU 59.4 (P74-204/P74-205) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux

DTU 59.4 (FD P74-205) (mars 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et revêtements muraux – Lexique des termes usuels (Indice de classement : P74-205)

DTU 59.4 (NF P74-204-1) (février 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux – Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P74-204-1)

DTU 59.4 (NF P74-204-2) (février 1998) : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P74-204-2)

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission Electrotechnique Internationale).

Autres textes et documents

Devront également être respectées les prescriptions et spécifications des textes et documents suivants, dans les cas où ils peuvent être applicables à tous ou à certains ouvrages du marché.

Textes législatifs

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant le plomb, applicables au présent lot, le cas échéant.

Tous les autres textes législatifs et réglementaires peuvent être applicables aux travaux du présent lot.

Règles professionnelles

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « <http://www.qualiteconstruction.com/c2p/regles-professionnelles-acceptees.html> » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir eu connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produits ou procédé devra vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

- Règles UNPVF.
- Règles professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints du SNJF.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- Règles professionnelles pour la réfection des façades en service par revêtements à base de polymères, de l'UNPVF et SNJF.
- Règles GTFI (Groupement technique français contre l'incendie).
- Règles professionnelles de mise en œuvre des peintures intumescentes sur acier et de vernis et peintures intumescentes sur bois.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SUR TRAVAUX EXISTANTS

I Documents de référence contractuels

Se reporter à l'ouvrage *Modèles de CCTP préétablis – Travaux neufs : Aménagements intérieurs et finitions* (Partie « Finitions », Chap. 3/1).

En complément à ces documents techniques de référence :

DTU

Normes	Intitulé	Date
DTU 42.1 – Réfection des façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères		
NF DTU 42.1 (P84-404)	Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux – Partie 2 : cahier des clauses spéciales – Référence commerciale des parties P1-1, P1-2 et P2 du NF DTU 42.1 de novembre 2007	Nov. 07
NF DTU 42.1 P1-1 (P84-404-1-1)	Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques	Nov. 07
NF DTU 42.1 P1-2 (P84-404-1-2)	Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux	Nov. 07
NF DTU 42.1 P2 (P84-404-2)	Travaux de bâtiment – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 2 : cahier des clauses spéciales	Nov. 07
NF P84-404-3 (P84-404-3)	DTU 42.1 – Norme d'exécution des travaux – Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Partie 3 : guide d'emploi	Sept. 93

Normes	Intitulé	Date
Réfection des façades		
NF EN 1062-1 (T34-721-1)	Peintures et vernis – Produits de peinture et systèmes de revêtements pour maçonnerie et béton extérieurs – Partie 1 : classification	Oct. 04
NF EN 1504-3 (P18-901-3)	Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton – Définitions, exigences, maîtrise de la qualité et évaluation de la conformité – Partie 3 : réparation structurale et réparation non structurale (3 ^e tirage – 2010-09-01)	Fév. 06
Étude préalable de reconnaissance d'un ancien revêtement de façade		
NF EN ISO 2409 (T30-038)	Peintures et vernis – Essai de quadrillage	Août 07
NF T 30-123 (T30-123)	Peintures – Détermination de l'épaisseur du feuil sec – Méthodes du microscope	Août 74

II Reconnaissance des existants

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE
 HOPITAL DE SAINT PALAIS
 LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
 LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT
 LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX
ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT
 F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.
Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative.

Travaux de réfection de façades

La reconnaissance concerne :

- l'état général de la (ou des) façade(s) ;
- la nature du revêtement actuel ;
- la détection de traitements hydrofuges anciens, le cas échéant ;
- l'état du support sous le revêtement actuel ;
- l'existence de détériorations éventuelles du support tels que faïençages, microfissures, fissures, bétons éclatés, etc. ;
- les possibilités d'accès aux façades et les possibilités de mise en place des échafaudages ;
- les disponibilités en eau et en énergie électrique, et les possibilités d'écoulement des eaux de lavage ;
- ainsi que toutes autres reconnaissances que l'entrepreneur jugerait utiles d'effectuer, pour les travaux de réfection de façade.

Travaux de rénovation intérieurs

La reconnaissance concerne :

- l'état général des peintures et/ou papiers peints existants ;
- la nature et le type de support sous les peintures et/ou papiers peints à rénover ;
- l'état de ces supports ;
- la nature et le type des peintures existantes à rénover ;
- la nature des papiers peints à arracher et leur nombre de couches ;
- ainsi que toutes autres reconnaissances des existants que l'entrepreneur jugerait utiles d'effectuer pour avoir la bonne connaissance des ouvrages intérieurs à rénover.

Les entrepreneurs établiront donc leur offre en tenant compte de tous les éléments qui leur sont apparus lors de cette reconnaissance.

Ils devront de ce fait prévoir dans leur offre tous les travaux préparatoires et apprêts et autres travaux accessoires éventuels nécessaires en fonction de la nature et de l'état des anciens fonds, pour obtenir un état de finition de leurs travaux conforme aux règles de l'art.

Seront à inclure également dans l'offre l'exécution de tous travaux préparatoires et apprêts nécessaires, le cas échéant, dans le cas de rencontre de taches de rouille, traces d'humidité accidentelles, décollements ponctuels, faïençages, microfissures et fissures, etc.

Seront également à comprendre dans le prix de l'offre, les petits raccords de plâtre ou de mortier jusqu'à 0,15 m à l'équerre.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance des existants, effectuer tous les essais, sondages et autres qu'ils jugeront utiles.

III Nettoyage de façades

Les différents modes de nettoyage de façades sont définis et décrits ci-après au présent CCTP.

Le mode de nettoyage de façade à retenir est fonction de nombreux critères, dont essentiellement :

- matériaux composant la façade :
 - béton, enduits mortiers, etc. ;
 - nature et état des joints.
- état de la façade :
 - degré d'encrassement ;
 - nature de l'encrassement ;
 - capillarité du parement ;
 - présence de sulfo-calcin ;
 - etc.

IV Prescriptions et spécifications particulières aux travaux de réfection de façades

Conditions générales

Les fournitures et appareillages devront être conformes aux prescriptions définies d'après les pièces techniques contenues au dossier du projet et devront être présentés avant approvisionnement, à l'agrément du maître d'ouvrage. Tous les travaux, fournitures, et installations devront être exécutés selon les règles de l'Art et les normes en vigueur. L'entrepreneur devra, en outre, tenir compte soigneusement des modifications qui pourraient être apportées à la demande du maître d'ouvrage. Il devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la livraison de l'ensemble des prestations en parfait état de fonctionnement dans le délai prévu.

Étude préalable pour les travaux d'imperméabilité

En règle générale, le décapage des anciennes peintures ou revêtements de façades est obligatoire avant l'application des nouveaux produits.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Dans certains cas cependant, ce décapage n'est pas obligatoire, lorsqu'une étude préalable effectuée conclut que les anciennes peintures peuvent être conservées.

Pour des surfaces à traiter supérieures à 500 m², cette étude préalable doit être réalisée par un professionnel indépendant ou par un organisme indépendant choisi par le maître d'ouvrage et aux frais de ce dernier.

Copie de cette étude préalable doit être annexée au dossier de consultation des entreprises.

Pour des surfaces inférieures à 500 m², l'étude préalable peut être effectuée par l'entrepreneur, à ses frais.

Cette étude préalable est à réaliser dans les conditions définies à l'annexe B du DTU 42.1.

Recyclage des produits et collecte des déchets

Le titulaire du lot devra produire la traçabilité de la filière du traitement et de l'évacuation des déchets.

Tous les produits non utilisés et non utilisables tels que peinture, produits de nettoyage, accessoires d'application, seront acheminés dans une décharge identifiée et agréée.

Protection et sauvegarde des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

En particulier, dans le cas où le personnel de l'entreprise aurait à passer par l'intérieur pour accéder aux fenêtres ou autres pour l'exécution de certains travaux, toutes dispositions seront à prendre pour éviter toutes salissures ou dommages aux revêtements de sols et plus particulièrement aux sols textiles et moquettes et aux parquets, le cas échéant.

Il en sera de même en ce qui concerne les abords, et espaces verts, le cas échéant, qui ne devront subir aucune dégradation du fait des travaux et des échafaudages.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets et emballages devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires. En particulier dans le cas de travaux à réaliser par l'intérieur des bâtiments, tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

Échafaudages et protections

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'amenée, le montage, la location, la maintenance, le démontage et le repli des échafaudages et agrès quels qu'ils soient, nécessaires à l'exécution de ses travaux. Ces échafaudages devront comporter tous accessoires de sécurité, plinthes et autres, en conformité avec la réglementation en vigueur. Ces échafaudages devront comporter une protection par bâches en toile ou en polyéthylène ou par filet, selon le cas. Le type de protection à mettre en place sera fonction du type de traitement de façade prévu, d'une part, et des impératifs découlant du site, de l'environnement et des obligations imposées par les services publics, le cas échéant, d'autre part.

Dans le cas où les échafaudages devront être implantés en tout ou en partie sur des espaces verts et espaces floraux, toutes dispositions seront à prendre pour sauvegarder ces espaces dans leur état avant travaux.

Les échafaudages disposés au droit ou sur le domaine public devront être réalisés conformément à la demande et suivant les instructions des services publics concernés, y compris toutes protections et signalisations de jour et de nuit, le cas échéant.

Installations techniques nécessaires

Toutes les installations techniques nécessaires en fonction du type de traitement de façade prévu, telles que branchement et distribution d'eau, branchement et distribution électrique ainsi que, le cas échéant, compresseur, réchauffeur d'eau et autres, seront à la charge de l'entreprise.

Elle devra obligatoirement installer des compteurs de chantier eau et électricité.

Évacuation des eaux dans les cas de nettoyages de façades à l'eau

Pour les nettoyages de façades faisant appel à l'eau, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer la récolte et l'évacuation de cette eau en pied de façade.

Selon le site d'une part, et le degré et la nature de pollution de cette eau d'autre part, elle pourra être évacuée à l'égout, ou devra être recueillie en citerne et évacuée hors du chantier par les soins de l'entrepreneur.

Essai du mode de nettoyage de façade

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Le maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur avant début de travaux, d'effectuer des essais de nettoyage selon le mode prévu.

Un procès-verbal consignait les résultats de ces essais sera à transmettre au maître d'œuvre.

Étendue des surfaces de rénovation de façades

Sauf spécifications contraires ci-après, les traitements de façades comprendront implicitement la surface de la façade proprement dite, y compris les tableaux, voussures et appuis de baies, ainsi que les bandeaux saillants, corniches, entablements, moulures et autres, le cas échéant.

Seront à traiter également, le cas échéant, la sous-face et les jouées de balcons, les garde-corps pleins en dur, les plafonds et jouées de loggias, etc., mais éventuellement selon un autre traitement selon spécifications ci-après.

Travaux accessoires

Les travaux de traitement de façades comprendront implicitement tous les travaux accessoires nécessaires, tels que dépose et repose des tuyaux de descente EP, dépose et repose des volets ou persiennes, le cas échéant, etc.

Après peinture sur la face extérieure des menuiseries, les trous de buée devront tous être débouchés.

Devoir de l'entrepreneur

Il est rappelé que l'entrepreneur des présents travaux n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler au maître d'œuvre, le cas échéant en temps utile, les insuffisances, omissions, manques de compatibilités ou autres qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

Travaux préalables au traitement de façades

Sondage des maçonneries afin d'éliminer toutes les parties friables, sonnantes ou mal adhérentes et reprise avec tous moyens selon le DTU 26.1 des éclats, décollements des enduits et des bétons.

Dépose des éléments décoratifs, type panneaux, numérotation, plaques avant travaux et repose en fin de travaux.

Reprise des planimétries et réfection à l'identique des zones dégradées.

Ouverture des fissures et des micro-fissures, traitement conforme au cahier des charges du fabricant et DTU en vigueur.

Une attention particulière sera apportée à la réalisation des réparations, il y a aura une obligation de résultat.

Travaux de maçonnerie en réparation

Dans le cas où l'entrepreneur du présent lot n'a pas la qualification professionnelle requise pour exécuter les travaux de maçonnerie en réparation, il devra impérativement sous-traiter ces travaux à une entreprise ayant cette qualification. L'entrepreneur devra soumettre ce sous-traitant à l'accord du maître d'ouvrage.

Protection des menuiseries et autres

Dans tous les cas de lavage à l'eau sous pression et/ou projection de sable lors du nettoyage de façade, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour rendre impossibles dans tous les cas :

- la pénétration d'eau si minime soit-elle par les feuillures des fenêtres, châssis, portes, etc. ;
- la dégradation des peintures ou vernis et des vitres par le jet de sable.

Il appartiendra à l'entrepreneur de déterminer les dispositions efficaces à prendre à ce sujet.

Surfaces de référence

Selon la norme FD P84-405 (décembre 1997) – Travaux de bâtiment – Protection des façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères – Commentaires à la norme NF P84-404 (DTU 42.1), les surfaces de référence ne sont à exécuter que pour des surfaces à traiter supérieures à 500 m².

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit de demander à l'entrepreneur d'exécuter des surfaces de référence, dans le cas de surfaces à traiter inférieures à 500 m².

Les surfaces de référence auront une surface minimale de 2 m² et il sera à exécuter autant de surfaces de référence qu'il y aura de types de support et de système de peinture.

Enlèvement des gravois, déchets et emballages

Les prix du marché comprendront implicitement le ramassage des gravois, déchets et emballages en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier.

V Prescriptions et spécifications aux travaux de rénovation intérieurs en locaux vides

Protection des existants

Toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur lors des travaux, pour ne causer aucune dégradation ou détérioration si minime soit-elle, aux existants.

L'entrepreneur sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'œuvre se réserve le droit, si les dispositions prises par l'entrepreneur lui semblent insuffisantes, de lui imposer de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, et tous les locaux devront être nettoyés.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.

VI Enlèvement des déchets et emballages

Il est impérativement rappelé à l'entrepreneur qu'il est tenu de respecter toutes ses obligations concernant la lutte contre la pollution et le respect de l'environnement.

VII Spécifications concernant les revêtements d'imperméabilité à base de polymères

Étendue des travaux

Les prix du marché pour les revêtements d'imperméabilité à base de polymères, comprendront tous les travaux nécessaires pour assurer cette imperméabilité, ainsi que tous les travaux et ouvrages accessoires nécessaires, dans les conditions définies par le DTU 42.1

Ces travaux comprendront notamment :

- le décapage des anciens revêtements organiques, sauf dans le cas où l'étude préalable a conclu que ces revêtements pouvaient être conservés ;
- les travaux préparatoires sur le support pouvant nécessiter :
 - des ragréages localisés,
 - le traitement du bullage sur les ouvrages en béton ;
- le traitement des fissures localisées dans les conditions précisées au DTU susvisé, article 6.4.2 ;
- la réfection systématique des joints de gros œuvre ;
- la reprise des joints de calfeutrement des menuiseries ;
- la fourniture et la mise en œuvre des produits de revêtement à base de polymères, y compris la couche d'impression ;
- le nettoyage des ouvrages ayant été tachés par les travaux.

Les travaux ne comprendront pas :

- les travaux de réparation des ouvrages de gros œuvre qui sont prévus séparément ;
- les travaux de dressage général des murs pour corriger des défauts de planéité.

Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire :

- il devra livrer au maître d'ouvrage la (ou les) façade(s) parfaitement imperméable(s), quelles que soient les conditions météorologiques et atmosphériques.

En cas de constatation que cette obligation n'est pas remplie, l'entrepreneur devra réaliser tous les travaux complémentaires nécessaires quels qu'ils soient, après approbation du maître d'œuvre.

Les frais engendrés par ces travaux resteront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Garantie

Il est rappelé les dispositions concernant les garanties énoncées ci-avant pour les travaux neufs.

Pour les traitements de façades existantes de la classe D, la garantie peut être prolongée pour la porter à 5 ou 10 ans par la souscription par l'entrepreneur auprès du fabricant de cette garantie, à la demande du maître d'ouvrage.

VIII Prescriptions concernant les travaux à réaliser sur peintures ou revêtements anciens

Les prescriptions du présent article ne concernent que les travaux préparatoires sur anciennes peintures conservées.

Dans le cas où le support ancien est mis à nu, les travaux préparatoires à réaliser sont ceux prévus au DTU 59.1 selon les différentes natures de supports.

Travaux préparatoires sur peintures anciennes à repeindre

L'entrepreneur devra déterminer, en fonction de :

- l'état des anciens fonds : adhérents ou mal adhérents ;
- leur état de surface ;
- la nature de la peinture existante ;
- fissures ou microfissures existantes ;
- toutes autres particularités de ces anciens fonds,

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

la nature et le type des différents travaux préparatoires à réaliser pour obtenir l'état de finition prescrit : A, B ou C. L'entrepreneur étant contractuellement réputé avoir procédé à la reconnaissance des anciens fonds avant l'établissement de son offre, tous les travaux préparatoires nécessaires pour obtenir les états de finition prescrits, sont réputés être compris dans les prix du marché.

Choix des produits

En complément aux spécifications de l'ouvrage *Modèles de CCTP préétablis Travaux neufs : Aménagements intérieurs et finitions* (Partie « Finitions », Chap. 3/2, III), concernant le choix des produits, il est précisé que :

- l'entrepreneur devra tenir compte lors du choix des produits, de la nature et du type de la peinture existante, pour éviter toute incompatibilité.

Mise en œuvre des toiles de verre de rattrapage

Les toiles de verre de rattrapage à coller sur les anciens murs devront être mises en œuvre dans les conditions définies aux :

- DTU 59.1 (octobre 1994) – Peinture – Travaux de peinture des bâtiments – Partie 1 : cahier des clauses techniques – Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2) : pour les travaux préparatoires.
- DTU 59.4 (février 1998) – Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux – Partie 1 : cahier des clauses techniques – Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2 du DTU 59.4 : pour la pose de la toile de verre.

III SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SUR TRAVAUX NEUFS

I Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes.

Classification des produits de peinture

Ces produits sont classés suivant la norme NF T 36-005 et ils doivent répondre aux normes énumérées au chapitre 2 « Références normatives » du DTU 59.1.

Produits de marque

Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine, et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés. Dans tous les cas où une peinture est définie ci-après par une marque nommément désignée, l'entrepreneur aura la faculté de proposer au maître d'œuvre une peinture d'une autre marque en apportant la preuve que cette peinture est équivalente en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, opacité, possibilité de lessivage. L'acceptation par le maître d'œuvre des peintures proposées par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

II Subjectiles

Les subjectiles devront répondre aux prescriptions de l'article 5.1 du DTU 59.1.

En particulier pour les subjectiles suivants :

- en béton brut de décoffrages intérieurs et extérieurs et produits industriels en béton ;
- à base de liants hydrauliques (enduits au mortier) ;
- maçonneries en blocs et dalles de béton cellulaire sans enduit.

Les tolérances de planéité et aspect des parements devront répondre à l'Annexe D du DTU susvisé.

Réception des subjectiles

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur du présent lot procédera à la reconnaissance des subjectiles, tant pour en tirer tous renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état de conformité aux prescriptions du DTU.

Cette reconnaissance sera effectuée en présence du maître d'œuvre et du ou des entrepreneurs ayant réalisé les subjectiles.

Elle fera l'objet d'un PV de réception signé des présents.

Subjectiles non conformes

Dans le cas de subjectiles non conformes et ne répondant pas aux prescriptions du DTU, l'entrepreneur du présent lot fera, par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec toutes justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue d'obtenir des subjectiles conformes.

Le maître d'œuvre pourra alors être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés soit par l'entrepreneur ayant réalisé les supports concernés, soit par l'entrepreneur du présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant réalisé le support non conforme.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Après exécution de ces travaux complémentaires, une nouvelle réception aura lieu, dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Subjectiles parements béton apparent

En ce qui concerne les parements en béton apparent « parement soigné », le gros œuvre aura à sa charge la livraison de ces parements dans un état tel que le peintre, en réalisant les ouvrages préparatoires conformes au DTU 59.1, puisse livrer des ouvrages dans un parfait état de finition et conformes aux règles de l'art. Ces parements feront l'objet d'une reconnaissance comme les autres subjectiles.

III Prescriptions techniques

Généralités

Il est rappelé que l'entrepreneur du présent lot n'est pas un simple fournisseur mais un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler, le cas échéant, en temps utile au maître d'œuvre, les manques de compatibilités, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'entrepreneur du présent lot sera contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des CCTP des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints, ainsi que toutes les conditions de prestations des autres corps d'état pouvant avoir une influence sur le prix et la qualité des travaux de peinture.

L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux et les extérieurs entièrement finis dans les règles de l'art. Dans le cadre de l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge et sans ordre spécial ni supplément de prix, l'exécution de tous travaux préparatoires même non mentionnés au présent CCTP tels que nettoyage de taches éventuelles, isolation des traces de rouille, le cas échéant, isolation des taches d'humidité accidentelles et localisées, etc.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

Liste des produits

L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au maître d'œuvre, pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les produits qui ne correspondraient pas aux conditions et prescriptions du présent CCTP.

Assistance du fabricant

Quel que soit le contexte, la présence, sinon l'assistance du fabricant de peintures se révèle essentielle à l'adaptation des travaux aux besoins des travaux réels, en cours de chantier.

À défaut de demande de l'assistance du fabricant par l'entrepreneur, le maître d'œuvre pourra exiger cette assistance.

Choix des produits

Avant tout début de travaux, l'entrepreneur s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des subjectiles dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier.

En ce qui concerne les couches d'impression et couches primaires, l'entrepreneur du présent lot devra se mettre en rapport avec les entrepreneurs intéressés afin de s'assurer que les produits qu'il envisage d'appliquer répondent parfaitement, compte tenu de la nature des couches d'impression et couches primaires appliquées.

L'entrepreneur fera, le cas échéant, et par écrit au maître d'œuvre les remarques et suggestions avec toutes justifications à l'appui.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent lot sera toujours responsable du choix des produits qu'il entend mettre en œuvre, et notamment :

- les produits pour impressions et couches primaires seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction de la nature et de l'état des subjectiles d'une part, et de la nature du type des produits de finition, d'autre part ;
- les produits pour rebouchages et enduits devront être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition pour les enduits ; ils devront être adaptés au type de finition lisse ou structurée ;
- les produits pour couches intermédiaires et de finition devront être compatibles avec les produits des couches préparatoires et apprêts, et être de type voulu pour permettre d'obtenir l'aspect de finition demandé.

L'entrepreneur devra également tenir compte dans le choix des produits, des atmosphères intérieures particulières rencontrées (humides, agressives, etc.) sur le chantier concerné.

Choix des teintes

Le choix des teintes appartient au maître d'œuvre.

Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou telle autre teinte, ni pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, réchappissage ou autres, par dérogation aux spécifications du cahier des charges DTU.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Le maître d'œuvre pourra demander l'emploi de couleurs vives, sans majoration de prix, dans la limite de 30 % de la surface totale.

Surfaces « témoins »

Les surfaces « témoins » dont le nombre et la superficie seront déterminées par le maître d'œuvre devront obligatoirement être traitées avec les produits et les procédés prescrits pour chaque système (dérogation au DTU 59.1 article 6-3-15° alinéa).

Le maître d'œuvre se réserve le droit de demander au fournisseur du ou des produits concernés, de suivre la réalisation de ces surfaces « témoins ».

Éprouvettes d'échantillons de couleurs

Le nombre des « éprouvettes d'échantillons de couleurs » à réaliser par l'entrepreneur sera défini par le maître d'œuvre.

En tout état de cause, l'entrepreneur devra présenter des éprouvettes jusqu'à obtention exacte des couleurs demandées (dérogation au DTU 59.1 – article 6.3.2).

IV Règles d'exécution générales

Règles générales d'emploi des produits

Tous les produits à utiliser devront être adaptés aux conditions rencontrées et en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures, exposition en atmosphère agressive, etc.

Les produits de marque seront uniquement utilisés suivant le mode d'emploi obligatoirement indiqué par le fabricant, les travaux préparatoires devront être compatibles avec ces produits de marque.

Les couches d'impression devront être ajustées aux subjectiles en raison des différences d'absorption de ces derniers.

Préparation des subjectiles

Les travaux ne devront être exécutés que sur des subjectiles parfaitement secs.

Avant application de toute couche, le subjectile devra être débarrassé des souillures, poussières, projection de plâtre ou mortier, taches de graisse, etc.

Pour tous les subjectiles ayant reçu une couche primaire par les soins du fournisseur, le peintre devra procéder à une révision soignée de cette couche d'impression et il aura à sa charge l'exécution de tous les petits raccords nécessaires sur cette couche primaire.

Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires sur toutes natures de fonds sont souvent hâtivement et mal exécutés, et leur insuffisance est ensuite cause de contestation.

Pour ces travaux préparatoires, la qualité de la main-d'œuvre constitue l'essentiel du résultat.

Il est ici formellement stipulé que les travaux préparatoires tels que grattage, brossage, époussetage, lavage, etc. devront impérativement être réalisés par une main-d'œuvre qualifiée pour ce type de travaux.

Le maître d'œuvre refusera systématiquement toutes les peintures pour lesquelles les travaux préparatoires auront été mal exécutés.

Couches d'impression ou couches primaires

L'entrepreneur devra avant tout début de travaux, pour chaque type d'impression ou de couche primaire à réaliser sur les différents subjectiles, présenter au maître d'œuvre les différents produits qu'il envisage d'utiliser, avec toutes justifications à l'appui, notamment :

- adaptation du produit au subjectile et à son état ;
- compatibilité du produit avec le subjectile ;
- compatibilité du produit avec les produits d'enduits et de peinture ;
- acceptation du produit par le fabricant du système de peinture prévu sur cette impression ou couche primaire.

Rebouchages – Enduits

Les produits pour rebouchages, ratissages et enduits sont les suivants :

- enduits gras ;
- enduits maigres et mixtes ;
- enduits diluables à l'eau, en poudre, en pâte ou pluricomposants.

Le choix de ces produits sera du ressort et de la responsabilité de l'entrepreneur, en fonction de différents critères, dont notamment :

- nature et état du subjectile ;
- type de produit employé pour l'impression ou la couche primaire ;
- ambiance du local sèche ou humide, ou travaux extérieurs ;
- comptabilité avec le système de peinture prévu ;
- adapté au type de finition prévu.

Traitement des carreaux de plâtre : sur carreaux de plâtre, un enduisage des joints est insuffisant pour obtenir une finition peinture correcte.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

L'entrepreneur devra, sur les subjectiles en carreaux de plâtre, réaliser indépendamment des joints, un ratissage sur la totalité de la surface.

Ponçages

Les ponçages devront être très soigneusement réalisés, et plus particulièrement sur les subjectiles en contre-plaqué et autres panneaux dérivés du bois.

L'entrepreneur aura toujours à réaliser tous les ponçages en une ou plusieurs fois, en fonction du type de finition exigé.

Couches de peinture

Les tons des différentes couches de peinture seront légèrement différents, sauf impossibilité technique, les tons étant pris à partir du subjectile du plus foncé au plus clair. La peinture de chaque couche devra être correctement croisée, sauf pour certaines peintures.

Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toute irrégularité effacée.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

Peinture de finition

La qualité de la peinture de finition est primordiale car c'est à ce niveau que sera jugée la qualité des travaux de finition.

L'entrepreneur de peinture devra veiller à la qualité de sa main-d'œuvre et au bon état de l'outillage que celle-ci utilise, et faire contrôler par un responsable de chantier chevronné les opérations de ponçage des enduits et de lissage des peintures de finition.

En tout état de cause, l'entrepreneur devra réaliser tous les travaux de finition de peinture et tous travaux accessoires pour obtenir l'état de finition prévu.

Après achèvement et séchage de la couche de finition :

- le subjectile devra être totalement marqué ;
- les arêtes et moulures devront être dégagées ;
- le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le maître d'œuvre ;
- les reprises ne devront pas être visibles ;
- l'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

V Définition des états de finition

Le présent CCTP prévoit, pour chaque système de peinture les états de finition contractuellement exigés de l'entrepreneur.

Ces états de finition sont ceux définis dans le DTU 59.1, à savoir :

- finition A ;
- finition B ;
- finition C ;

ainsi qu'un état de finition spécifique, à n'exécuter que sur prescriptions spéciales dans le CCTP.

Ces différents états de finition exigés sont rappelés ici, selon le DTU 59.1, articles 6.2.3.1 à 6.2.3.3.

Subjectiles	États de finition
Enduits de plâtre intérieurs Supports à base de liants hydrauliques : – enduits mortiers ciment ou chaux ; – béton brut de décoffrage ; – maçonneries.	<i>Finition C</i> Le film de peinture couvre le subjectile. Il lui apporte un coloris, mais l'état de finition reflète celui du subjectile. La finition C est d'aspect poché.
Fibres-ciments Éléments préfabriqués en plâtre fibres-ciment, de cloisons et plafonds.	<i>Finition B</i> La planéité générale initiale n'est pas modifiée. Les altérations accidentelles sont corrigées. La finition B est d'aspect poché. Quelques défauts d'épiderme et quelques traces d'outils d'application sont admis.
	<i>Finition A</i> La planéité finale est satisfaisante, il aura été procédé aux travaux préparatoires jugés nécessaires. En extérieur sur maçonneries, les travaux de ragréage éventuels ne sont pas du ressort du peintre. De faibles défauts d'aspect sont tolérés. L'aspect d'ensemble est uniforme, soit légèrement poché, soit lisse. Le remplissage ne présente pas d'irrégularités (ni détrempe, ni saignement, ni remontées).

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Subjectiles bois et matériaux dérivés du bois	Vernis et lasures <i>Finition C</i> Ne s'exécute pas en travaux neufs ou à l'extérieur. Sans exigence ni finition.
	<i>Finition B</i> La planitude initiale n'est pas modifiée. Les pores du bois sont visibles : il y a quelques défauts d'aspect et traces d'outils d'application.
	<i>Finition A</i> Les défauts d'aspect et les traces d'outils sont à peine perceptibles.
	Peintures <i>Finition C</i> Ne s'exécute pas en travaux neufs ou à l'extérieur. Le film de peinture couvre le subjectile. Il lui apporte un coloris, l'état de finition reflète celui du subjectile.
	<i>Finition B</i> La planéité initiale n'est pas modifiée. Des défauts d'aspect et de traces d'outils d'application sont admis, ainsi que l'aspect poché.
	<i>Finition A</i> Légers défauts de planéité admis. Pores du bois peu apparents. De légères traces d'outils et de très légers défauts d'aspect sont admis. Aspect final uniforme. Le rechampissage ne présente pas d'irrégularité (ni détrempe, ni saignement, ni remontées).
Subjectiles métalliques	Les défauts de planéité d'ensemble du subjectile métallique ne sont pas repris. <i>Finition C</i> L'état de finition C n'est pas compatible avec la protection nécessaire des subjectiles ferreux, ni avec les techniques d'application sur ces subjectiles.
	<i>Finition B</i> Sont admis quelques défauts d'aspect et des traces d'outils d'application.
	<i>Finition A</i> Les altérations locales accidentelles sont corrigées en travaux intérieurs. Légères traces d'outils admises. Très faibles défauts d'aspect admis. Le rechampissage ne présente pas d'irrégularité (ni détrempe, ni saignement, ni remontées).

Finition spécifique dite très soignée

Prescriptions spéciales pour la finition spécifique exigée, conformément à l'article 6.2.2.4 du DTU 59.1

Cette qualité ne tolère aucun défaut.

Pour tous les ouvrages prévus avec une telle finition, selon prescriptions ci-après au présent document, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous travaux préparatoires, apprêts, ponçages intermédiaires, etc., nécessaires pour obtenir un aspect fini sans aucun défaut.

Si, pour obtenir ce résultat, une couche supplémentaire d'enduit ou de peinture était nécessaire, elle serait à la charge de l'entrepreneur.

Le présent article apporte dérogation aux clauses du CCS du DTU 59.1 paragraphe d.

Définition du degré de brillant

Par référence au paragraphe 3.11 de la norme NF X 08-002 (de mars 1983 – Collection réduite des couleurs – Désignation et catalogue des couleurs CCR-Étalons secondaires), le degré de brillant à obtenir sera, sauf précision explicite dans le CCTP, le suivant :

- mat ;
- satiné mat ;
- satiné moyen ;
- satiné brillant ;
- brillant.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

VI Travaux de peinture sur maçonnerie et béton en extérieur

Les produits utilisés pour ces travaux devront impérativement répondre aux dispositions des différentes normes applicables en la matière.

Les travaux concernent, comme la norme NF EN 1062 (de décembre 1996 – Produits de peinture et systèmes de peintures pour maçonnerie extérieure et béton), l'ensemble des supports extérieurs en maçonnerie ou en béton correspondant à des parois ou autres éléments d'ouvrages de construction de bâtiment ou génie civil.

Les peintures usuelles de façades seront des peintures de la famille 1, classe 7, réunies sous la dénomination « Vinyliques », « Acryliques » et « Copolymères ».

Ces peintures sont le plus souvent par leur formulation, en phase aqueuse.

Application sur supports neufs

Les travaux préparatoires avant peinture sont relativement réduits.

Le temps suffisant à l'évaporation de l'eau excédentaire à l'eau de constitution étant respecté, les travaux de peinture peuvent être entrepris, un seul échafaudage servant, au besoin, au maçon et au peintre.

Ainsi, sur fonds secs et non pulvérulents, après un simple brossage pour éliminer les quelques dépôts étrangers à la surface, la mise en œuvre d'un système de « peinture usuelle » – en phase aqueuse – peut être effectuée, sans risque particulier, si ce n'est le « risque thermique » :

Par temps froid

Dans le cas où la température nocturne est susceptible de devenir rapidement négative, le mécanisme de séchage du feuil de peinture, par coalescence, peut se trouver perturbé et l'on en sera informé à bref délai, éventuellement par le contrôle au moyen d'une goutte de peinture à l'huile, laquelle ne diffusera pas dans un feuil bien formé. L'ouvrage atteint par le gel devra être décapé et le travail recommencé.

Par temps chaud et sec

Sur des façades sujettes à un ensoleillement important et prolongé, la dessiccation trop rapide des peintures en phase aqueuse risque d'entraîner la formation d'un craquelage superficiel du feuil. On peut remédier à cet inconvénient par une dilution accrue de l'impression ou mieux par une humidification préalable du support.

VII Protection de l'environnement – Lutte contre la pollution

L'entrepreneur sera tenu de prendre, dans la mesure du possible, les dispositions suivantes dans le cadre de la lutte contre la pollution et de la protection de l'environnement.

Peintures en phase aqueuse

Pour les peintures de façades, les peintures généralement utilisées sont des peintures en phase aqueuse.

Pour les travaux intérieurs, en revanche, les peintures et laques en phase aqueuse sont encore moins utilisées.

Ce type de peinture apporte pourtant des réponses à tous les besoins en matière de protection ou de décoration, à une tenue dans le temps meilleure que les phases dites solvant et une composition en accord avec les obligations de plus en plus restrictives de la réglementation liée à la protection de l'environnement.

Seuls quelques coloris très soutenus peuvent présenter un aspect moins agréable.

Il est donc demandé à l'entrepreneur d'utiliser, dans toute la mesure du possible et sauf impossibilité technique, des peintures et des laques en phase aqueuse.

L'incidence prix est négligeable en raisonnant en coût global.

En effet, sachant que le prix de la matière ne représente que 15 % de l'ensemble fourni posé, le surcoût d'une phase aqueuse (20 % en moyenne au kilo) doit donc être relativisé car il ne représente que 20 % des 15 % que représente la part fourniture dans le coût total. En outre, ce produit est réglementaire, s'applique mieux, est plus couvrant et dure plus longtemps.

La mise en œuvre et les outils, en revanche, sont différents, par rapport à un produit en phase solvant.

Déchets de chantier et emballages

Il est rappelé les textes essentiels à ce sujet :

Décret n° 92-377 du 1^{er} avril 1992 relatif aux déchets résultant de l'abandon des emballages.

Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur chantier, à l'utilisation et à l'élimination de certains produits dangereux.

Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Directive 94/62/CE du 20 décembre 1995 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

L'entrepreneur de peinture est responsable de ses déchets, ces déchets étant essentiellement les contenants tels que bidons, pots et autres emballages.

L'entrepreneur doit stocker ses déchets et les trier dans des bennes différentes, selon le solvant.

Des sociétés spécialisées se chargent ensuite de recycler les produits souillés.

L'entrepreneur peut également nettoyer lui-même ses contenants, dans la mesure où il possède l'équipement nécessaire.

Tous les frais engendrés par l'élimination de ses déchets sont implicitement compris dans le prix du marché.

VIII Prescriptions diverses

Raccords

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de peinture afférents aux travaux des autres corps d'état.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Protection des ouvrages des autres corps d'état – Nettoyages

Le présent lot devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection de tous les ouvrages qui pourraient être tachés ou attaqués par les peintures ou autres produits employés.

Il devra, le cas échéant, après exécution de ses travaux, enlever toutes les taches ou traces de peinture sur tous les ouvrages imparfaitement protégés. Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.

Tous les articles de ferrage et quincaillerie mobiles devront être nettoyés et grattés dès finition des peintures, afin d'assurer leur fonctionnement normal.

Les plaques des appareillages électriques seront déposées et reposées après travaux de peinture, par le présent lot.

IX Opérations de contrôle

Échantillons

Les échantillons de produits dont l'emploi est envisagé seront déposés au bureau du maître d'œuvre au plus tard un mois avant l'exécution des travaux de peinture.

Prélèvements en cours de travaux

Si le maître d'œuvre le juge utile, il sera procédé pendant les travaux à des prises d'échantillons qui subiront les analyses voulues, et les frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur si les résultats lui sont défavorables, et à la charge du maître de l'ouvrage dans le cas contraire.

Ces prélèvements se feront dans les conditions précisées à l'article 5.3 du CCS du DTU 59.1.

Frais à la charge de l'entrepreneur

Par frais afférents à une opération de contrôle, il faut entendre tous ceux entraînés par les travaux, emploi de main-d'œuvre, de matériaux pour prélèvements, les transports et manutentions nécessaires à cette opération, et le coût des analyses.

De plus, l'imputation des frais à l'entreprise n'affecte en rien les conséquences que les résultats défavorables peuvent entraîner par ailleurs.

X Essais et vérifications

Selon DTU 59.1 : chapitre 7 et annexe E.

XI Réception des travaux

Elle sera effectuée après l'achèvement des travaux de peinture et séchage parfait.

L'état de finition des surfaces réceptionnées sera conforme à celui prévu au CCTP, aux prescriptions du DTU et à l'aspect présenté par les surfaces de référence exécutées.

De faibles écarts de couleur et de brillant sont acceptables et usuels dans les travaux de bâtiment.

En cas de désaccord sur la conformité des ouvrages, il sera procédé à la vérification des caractéristiques visées à l'article 7 du DTU 59.1.

En cas de non-conformité, l'entrepreneur de peinture devra procéder à ses frais aux réfections nécessaires.

XII Garanties

L'entrepreneur doit une garantie de 2 (deux) ans à dater du jour de la réception, pour les peintures et revêtements ayant une fonction décorative, ainsi que pour les produits de façades de classe D et gamme décorative.

Pour les revêtements ayant également une fonction technique tels que les revêtements de façades de classe I et T, la garantie est de 10 (dix) ans.

Cette garantie décennale fera l'objet d'un contrat de garantie conjointe et solidaire du fabricant et de l'entrepreneur.

Les modalités de souscription de ce contrat seront fixées en temps voulu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

La mise en œuvre de peintures et revêtements dits de « Technique non courante » (procédés hors DTU par exemple) nécessite la souscription par l'entrepreneur de garanties complémentaires à la décennale de base de ce dernier.

Pour l'appréciation de l'état des surfaces peintes à l'expiration du délai de garantie, il sera fait référence au document « Garanties dans les travaux de peinture » du GPEMPV (aujourd'hui dissous).

LOT 02 TERRASSEMENTS – RESEAUX – ASSAINISSEMENT - VRD

I ETENDUE DES TRAVAUX/REGLEMENTATIONS/NORMES

I Étendue et consistance des travaux

Les travaux de terrassements à la charge du présent lot comprendront, sauf spécifications contraires explicites dans les textes du CCTP ci-après :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- les terrassements en déblai / et en excavation,
- les mouvements de terre en déblai et en remblai,
- la fourniture et pose des réseaux extérieurs et leurs raccordements,

Les travaux comprendront également :

- Terrassements pour fondations en rigoles ou en trous isolés
- Terrassements et fond de forme pour bassin de rétention
- Aménagement, fourniture et pose du bassin de rétention
- Tranchées pour réseaux .

Les travaux préalables aux terrassements sont à la charge du présent lot, dont notamment les travaux suivants :

- Démolition d'ouvrages de surface existants sur le terrain :
 - voiries, parkings, trottoirs en revêtements routiers pour réalisation du projet;

Les travaux suivants :

- Travaux pour espaces verts :
 - la mise en place de terre végétale aux emplacements voulus est à la charge de l'entreprise.
- Travaux pour ouvrages routiers :
 - les couches de forme et les enrobés sont à prévoir.

II Documents de référence contractuels

CCTG Travaux

Le CCTG Travaux est rendu applicable pour les travaux du présent marché par l'ensemble des décrets et arrêtés l'approuvant ainsi que par ceux en approuvant ou en abrogeant certains fascicules dont, pour les plus récents :

- Arrêté du 12 février 2004.
- Arrêté du 25 août 2004.
- Arrêté du 15 mai 2006.
- Arrêté du 31 août 2007.
- Arrêté du 6 mars 2008.

N° du fascicule	Désignation	Réf. de la publication
Fascicule 2	Terrassements généraux	N° spécial 2003-2

Les travaux du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables, dont notamment les suivants.

DTU

DTU	Intitulé	Norme	Date
DTU 13.12	Règles pour le calcul des fondations superficielles (complété par erratum de novembre 1988)	P11-711	Mars 88

Normes

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- NF : norme française.
- CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Les normes sont énumérées dans l'ordre suivant :

- normes NF EN ISO ;
- normes NF EN ;
- normes NF ISO ;
- normes NF ;
- normes ISO ;
- normes CEI.

Autres documents

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE
 HOPITAL DE SAINT PALAIS
 LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES
 LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT
 LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX
ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT
 F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- Annexes du Fascicule 2 du CCTG.
- Recommandation pour les terrassements routiers :
 - n° 2 : Utilisation des sols en remblai et en couche de forme ;
 - n° 3 : Compactage des remblais et des couches de forme ;
 - n° 4 : Contrôle de l'exécution des remblais et des couches de forme.

III Bruits de chantier

Le chantier est situé dans une zone où les bruits de chantier apporteront une gêne de voisinage.

Dans ce cas, la lutte contre le bruit devient une priorité pour l'entrepreneur.

Les engins de terrassements sont parmi les plus bruyants des engins de chantier.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entrepreneur dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

Rappel et résumé des textes essentiels

La loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 (appelée « Loi bruit »), relative à la lutte contre le bruit, prévoit dans son article 2 que tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le décret d'application n° 95-79 du 23 janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, catégorie par catégorie de matériels, les niveaux limites admissibles et la mesure correspondante.

Les nouvelles dispositions concernent principalement les contrôles et surtout les sanctions, lesquelles sont notablement renforcées, car il est désormais possible de saisir les matériels non conformes. L'article 6 de la loi spécifie que les activités bruyantes, permanentes ou temporaires, peuvent faire l'objet de prescriptions générales en matière de bruits émis ou être soumises à autorisation si elles présentent des dangers ou sont susceptibles de provoquer des troubles aux personnes ou de porter atteinte à l'environnement.

L'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage spécifie que les mesures des niveaux de bruits doivent être effectuées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A et sur une durée d'au moins 30 minutes, laquelle devant comprendre des périodes de présence du bruit particulier et du bruit résiduel seul. Enfin, l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués sera de nature à jouer un rôle actif dans la maîtrise des nuisances sonores.

Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles

Le règlement sanitaire départemental type (circulaire du 9 août 1978) indique dans son article 101.3 que « devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite, ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent ».

Constat et répression des bruits de voisinage

Applications de l'arrêté préfectoral et/ou de l'arrêté municipal (quand ils existent) et du décret n° 95-408 du 18 avril 1995 par les inspecteurs de salubrité, par la DDASS, par la gendarmerie et par les agents des collectivités territoriales et ceux définis dans l'article 21 de la loi bruit. Dans l'attente du décret spécifique, les dispositions de l'article R. 48-5 du Code de la santé publique sont applicables.

Le décret sur les procédures comportera un avis obligatoire du maire ; le préfet pourra y soumettre des activités même non incluses dans la nomenclature.

Infractions sur les chantiers

La circulaire du 27 février 1996, relative à la lutte contre les bruits de voisinage, précise que les infractions des chantiers en la matière doivent être caractérisées par le dépassement de l'émergence prévue par l'article R. 48-4 du Code de la santé publique (cela nécessite une mesure acoustique) et le non-respect des règles sur les conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes.

Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Sanctions

Des sanctions peuvent être prises contre l'entrepreneur, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Responsabilités en cas d'infractions

En cas d'infractions constatées, l'entrepreneur sera seul et unique responsable, et il devra en supporter toutes les conséquences.

L'entrepreneur devra immédiatement prendre toutes les dispositions qui s'imposent.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être appelé en responsabilité, quelles que soient les infractions commises par l'entrepreneur et constatées.

IV Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet notamment le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 – Titre 4 et plus particulièrement les points suivants :

- Article 64 : « Avant tous travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc. Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 oblige la signalisation de ceux-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1,50 m de ceux-ci. »
- Article 66 : « Les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur de largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux. »
- Article 73 : « Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt. »
- Article 75 : « Les fouilles en tranchées ou en excavation doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux. »
- Article 76 : « Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis à leur disposition. »

V Spécifications concernant les documents de référence contractuels et les textes officiels

Connaissance des réglementations et des documents contractuels

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCTG, DTU, normes, etc.

Sauf spécifications différentes dans le CCAP ou indication contraire indiquée dans les normes.

Pour les marchés publics, article 3.11 du CCAG :

- les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

VI Prestations à la charge du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- l'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- l'amenée sur le chantier des engins de terrassement et leur repli dès la fin de leur utilisation ;
- l'implantation de ses ouvrages de terrassement ;
- les protections et les signalisations nécessaires pour garantir la sécurité de jour comme de nuit, si nécessaire ;
- la fourniture à pied d'œuvre de tous les matériaux nécessaires dans le cas où ils sont prévus au marché ;
- l'exécution des travaux préalables aux terrassements ;
- le décapage de la terre végétale et mise en dépôt ;
- l'exécution des travaux de terrassements prévus au marché, compris assainissement et drainages des eaux superficielles, le cas échéant ;
- l'évacuation des eaux souterraines dans les fouilles, le cas échéant, si ces travaux sont mis à sa charge par le marché ;
- les blindages des zones de remblais qui s'avèrent nécessaires ;
- la préparation des zones de remblais ;
- l'exécution des remblais ;
- la mise en place de la terre végétale ;
- les transports de terre internes au chantier, si nécessaire ;
- l'enlèvement des terres en excédent ;
- l'enlèvement de ses installations de chantier et la remise en état du sol ainsi que le nettoyage des voies publiques et privées pendant la durée des travaux.

VII Définition des cotes et niveaux de terrassement

Les cotes et niveaux de terrassements finis à obtenir sont définis :

- sur les documents graphiques établis par le maître d'œuvre et annexés au dossier.

Le plan de terrassement sera à établir par l'entrepreneur sur la base des plans du maître d'œuvre et à soumettre au visa du maître d'œuvre pour approbation.

VIII Relevé topographique du terrain

Les cotes altimétriques du terrain en son état actuel figurent sur les documents graphiques du dossier.

L'entrepreneur sera tenu, dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la date prescrite pour le début des travaux de faire procéder au contrôle de ce nivellement.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

Faute d'observations écrites de l'entrepreneur à l'expiration du délai ci-dessus, le nivellement porté sur les documents du dossier sera contractuellement réputé exact.

II SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

I Travaux préalables aux terrassements

Obligations des entrepreneurs

Les entrepreneurs seront contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, visité le site sur lequel doivent se réaliser les travaux.

Lors de cette visite, ils auront pris connaissance de la nature, de l'importance, etc., des travaux préliminaires à réaliser.

Abattage et dessouchage

Sans objet

Débroussaillage – Défrichage

Sans objet.

Travaux de démolition d'ouvrages de surface

Les travaux de démolition des petits ouvrages comprendront la démolition de leurs fondations.

Les sols et revêtements seront démolis sur toute leur épaisseur, couches de fondations comprises.

Les modes de démolition sont laissés à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions adaptées.

Enlèvement des déchets et gravois

Les bois et branchages seront évacués du chantier au fur et à mesure.

Il sera interdit de brûler les bois sur le chantier.

Les gravois de démolition seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique, à toute distance.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc.

II Assainissement et drainage

Pour les eaux superficielles, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires quelles qu'elles soient pour en assurer l'évacuation le plus vite possible et ceci pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception.

Dans le cas d'impossibilité d'écoulement gravitaire, l'évacuation devra être assurée par pompage.

Les frais entraînés pour satisfaire à ces impératifs d'évacuation des eaux superficielles sont implicitement compris dans les prix du marché.

Dans le cas d'arrivées d'eaux souterraines, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour en assurer l'évacuation au fur et à mesure par tous moyens, y compris par pompage et ce pendant toute la durée nécessaire jusqu'à la réception.

Les frais entraînés pour satisfaire à ces impératifs d'évacuation des eaux souterraines sont implicitement compris dans les prix du marché .

Dans le cas de pompage, celui-ci comprend :

- l'amenée et le repli du matériel spécifique ;
- la valeur de location de ce matériel ;
- le maintien à pied d'œuvre et l'entretien ;
- le fonctionnement du matériel, y compris l'énergie nécessaire ;
- la main-d'œuvre nécessaire.

III Décapage de terre végétale

Avant travaux de terrassement, la terre végétale sera soigneusement décapée. L'épaisseur de ce décapage sera fonction de l'épaisseur de la couche de terre végétale existante, étant bien précisé que sur toutes les emprises devant recevoir directement des ouvrages tels que dallages, voiries, etc., la totalité de l'épaisseur de terre végétale existante devra être enlevée.

Cette terre végétale sera purgée des grosses racines, branches et autres matières impropres, et mise en dépôt dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui seront définis en temps utile, en une ou plusieurs buttes de forme géométriquement facilement cubable, dont le dessus sera penté.

L'emplacement du dépôt sera défini par le maître d'œuvre en temps voulu.

En fonction des besoins en terre végétale pour les espaces verts envisagés, les excédents éventuels de terre végétale seront à évacuer hors du chantier par le présent lot.

IV Terrassement en déblai et en excavation

Consistance des travaux

Sauf spécifications contraires explicites dans les textes du CCTP ci-après, toutes les fouilles à réaliser par l'entreprise s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'extraction rencontrées en fonction de la nature des terrains.

Les travaux de terrassements comprendront également :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- la démolition par tous moyens de roches ou de bancs de pierres éventuellement rencontrés ;
- la démolition par tous moyens d'anciens ouvrages en maçonnerie ou bétons de toute nature, éventuellement rencontrés ;
- la démolition ou l'arrachage et l'enlèvement d'anciennes canalisations ou câbles hors service éventuellement rencontrés .

Exécution des fouilles

Les fouilles seront réalisées par moyens mécaniques, avec finition à la main si des conditions particulières l'exigent. Les engins à utiliser seront adaptés à la nature des terrains et aux conditions de chantier.

L'exécution comprendra implicitement toutes sujétions nécessaires, utilisation d'engins spéciaux, emploi de pic, de la masse et pointerolle, du marteau-piqueur, etc.

Les prestations du présent lot comprendront tous mouvements de terre et manutentions, notamment tous jets de pelle, montages, roulages, façon de banquettes ou rampes, etc., nécessaires dans le cadre de l'exécution des travaux du présent lot et suivant le cas :

- pour mise en dépôt des terres devant être réutilisées ;
- pour chargement des terres devant être enlevées.

L'exécution comprendra, le cas échéant, la façon de rampes d'accès nécessaire et leur enlèvement après coup.

Parois et fonds de fouilles

Les fonds de fouilles seront dressés ou pentés horizontalement suivant un plan, ou des plans successifs aux cotes du projet.

Pour assurer la stabilité des parois, celles-ci seront taillées avec fruit, degré d'inclinaison à définir en fonction de la nature du, ou des différents terrains rencontrés. Dans le cas où l'entrepreneur ne prendrait pas toutes les dispositions voulues à ce sujet, tous les frais entraînés par des éboulements éventuels lui seraient imputés.

Si nécessaire, selon les conditions rencontrées, les talus et parois devront être protégés par un film plastique.

Blindages et étalements

L'entrepreneur aura à sa charge sans supplément de prix, tous les blindages et étalements qui s'avèreraient éventuellement nécessaires.

Cas de fouilles au droit de bâtiments existants

Au droit de bâtiments existants, il devra être réservé selon le cas :

- soit un talus simple ;
- soit un talus dont la crête sera éloignée d'au moins 1 m du mur du bâtiment.

Emploi d'explosifs

L'emploi d'explosifs pour l'exécution des fouilles est interdit.

V Remblais

Préparation initiale des zones de remblais

Dans le cas où il sera nécessaire d'exécuter des redans, les dimensions et le nombre seront à définir par l'entrepreneur en fonction des conditions rencontrées.

Les types d'engins de compactage à utiliser seront à proposer par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'œuvre.

Contrôle

Les contrôles seront assurés par l'entrepreneur, les valeurs des densités à obtenir étant précisées ci-après au présent CCTP.

Il appartiendra à l'entrepreneur de définir la nature et la fréquence des essais, ainsi que la méthode de contrôle, et de les proposer au maître d'œuvre, ce dernier pourra s'il le juge nécessaire demander à l'entrepreneur de modifier les modalités proposées.

En ce qui concerne les essais complémentaires que le maître d'œuvre pourra à tout moment exiger de l'entrepreneur, les frais entraînés seront :

- à la charge de l'entrepreneur si les résultats des essais lui sont défavorables ;
- à la charge du maître d'ouvrage, dans le cas contraire.

Exécution des remblais

L'exécution des remblais comprendra :

- la reprise sur stock ou l'amenée de matériaux extérieurs ;
- le réglage en couches successives ;
- l'arrosage ;
- le compactage jusqu'à l'obtention des exigences fixées ;
- le réglage de la plate-forme et des talus au profil définitif, y compris l'évacuation des terres en excédent ;
- la protection des plates-formes et des talus contre les eaux de ruissellement compris la réalisation et l'entretien des ouvrages provisoires correspondants.

L'épaisseur des couches successives de remblai :

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024

- sera à déterminer par l'entrepreneur en fonction de la nature du remblai, des modes et engins de compactage, etc., et à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre.

Tous les remblais à réaliser seront, sauf spécifications contraires expresses ci-après, à exécuter avec des terres en provenance des fouilles. Dans le cas où la nature des terres provenant des fouilles ne permettrait pas l'exécution des remblais dans les conditions fixées par le DTU, il appartiendra à l'entrepreneur d'amener des matériaux de remblais conformes.

Ces remblais ne devront contenir ni mottes, ni gazon, ni débris végétaux.

Préalablement à l'exécution de tous remblais, l'emprise devant être remblayée devra être soigneusement nettoyée et débarrassée de tous gravais, déchets, matières végétales, etc.

Selon les charges à supporter par le remblai, il pourra s'avérer nécessaire que le sol devant recevoir ce remblai soit compacté pour obtenir une densité réelle au moins égale à celle exigée pour le remblai.

Le maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur des essais de compactage qui seront entièrement à la charge de ce dernier.

Les prix des remblais comprendront implicitement tous mouvements et manutentions nécessaires, notamment le piochage pour reprise, tous jets de pelle, roulages, tous transports, etc., nécessaires en fonction des conditions de chantier.

Exigences contractuelles pour les remblais

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de livrer les remblais finis répondant aux exigences suivantes :

- Compacité par référence à la densité Proctor
 - 95 % de la densité à l'optimum Proctor normal ;

VI Traitement des sols

Sans objet

VII Plate-forme support d'ouvrages de voiries

Pour les ouvrages de terrassement devant servir de support à une voirie, trottoir, parking ou autre, la partie supérieure des remblais ou la plate-forme de terrassements devront être soigneusement réglées aux niveaux voulus.

La couche de forme sera à réaliser par apport de matériaux aptes à cet usage, à proposer par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'œuvre, ou imposés par le maître d'œuvre, selon le cas.

VIII Mise en place de terre végétale

La mise en place d'un revêtement en terre végétale comprend :

- la reprise de la terre végétale mise en dépôt au début des travaux ;
- le transport depuis le lieu de dépôt et le déchargement au lieu d'utilisation ;
- le répannage en épaisseur régulière sur les zones à revêtir ;
- l'enlèvement de toutes les matières étrangères tels que grosses racines, pierres, déchets divers, etc. non enlevées lors du stockage après décapage ;
- le réglage aux niveaux fixés, après compactage.

La terre végétale mise en place doit permettre le développement normal du gazon et des végétaux, et l'entrepreneur devra, si nécessaire, procéder à son amendement et ou à sa fertilisation.

IX Transport et enlèvement des terres

Transports internes pour la réalisation des travaux

Les prix du marché comprendront implicitement tous les transports par tous moyens à l'intérieur du chantier et, le cas échéant, entre le lieu de dépôt, nécessaires à la réalisation des travaux.

L'entrepreneur aura également à réaliser et à entretenir les voiries existantes utilisées par l'entreprise.

Enlèvement des terres en excédent

Toutes les terres en excédent après exécution des remblais et mise en place de terre végétale, le cas échéant, seront évacuées hors du chantier par l'entrepreneur.

Les terres seront transportées à la décharge publique ou à un autre lieu au choix de l'entrepreneur, à toute distance, et l'entrepreneur fera son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires, le cas échéant, et des droits de décharge, s'il y a lieu.

CREATION D UN CENTRE DE DIALYSE

HOPITAL DE SAINT PALAIS

LOT 01 – CLOS COUVERT – SECOND OEUVRE – LOTS TECHNIQUES

LOT 02- RESEAUX ASSAINISSEMENT FLUIDES EXTERIEURS VRD TERRASSEMENT

LOT 03 – FLUIDES MEDICAUX

ETENDUE DES TRAVAUX – PRESCRIPTIONS PAR LOT

F.PICHOT ARCHITECTE DPLG - Y. ORAWSKI ARCHITECTE D E - 16 septembre 2024